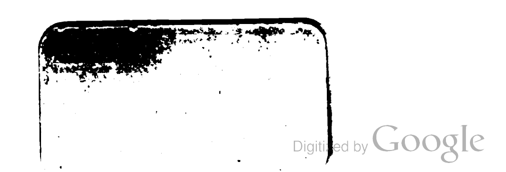




HISTOIRE

DES CAMPAGNES

D'ALLEMAGNE

ET DE PRUSSE.

I.

HISTOIRE

DES CAMPAGNES

D'ALLEMAGNE

ET DE PRUSSE,

DEPUIS 1802 JUSQU'EN 1807.

PAR M. SAINT-MAURICE;

REVUE

POUR LES DÉTAILS STRATÉGIQUES

PAR M. LE GÉNÉRAL BEAUVAIS.

Ornée de Portraits, Plans et Cartes.



PARIS.

AMBROISE DUPONT ET Cie, LIBRAIRES,

RUE VIVIENNE, N° 16.

1827.

HISTOIRE

DES CAMPAGNES

D'ALLEMAGNE

ET DE PRUSSE.

CHAPITRE PREMIER.

Situation de la France après la rupture du traité d'Amiens.
(1802.)

La France, après douze ans de malheurs et de guerre, commençait à respirer; l'Europe jouissait enfin d'un repos qu'elle avait appelé de tous ses vœux, et ses rois, lassés de leurs impuissans efforts contre un peuple animé du fanatisme de la liberté, s'étaient décidés à lui rendre un tardif hommage. L'infatigable ennemie de la nation française,

l'Angleterre, livrée à elle-même, et se défiant de ses propres forces pour continuer la guerre, avait préféré la paix aux chances d'une lutte périlleuse. Le traité d'Amiens conciliait tous les intérêts, et la France l'avait accueilli comme le gage du plus heureux avenir; car le double fléau de la guerre intestine et de la guerre étrangère lui avait fait des blessures difficiles à guérir.

Cependant la république touchait à son terme. Napoléon Bonaparte, premier consul, préludait déjà au souverain pouvoir, et s'essayait à l'empire par une administration sage, bienfaisante et forte tout à la fois. Le parti royaliste s'agitait en vain dans l'ombre; d'obscurs conspirateurs, émissaires des émigrés et payés par les Anglais, ourdissaient des complots contre le gouvernement, qui les déjouait sans peine; car ces complots n'étaient guère que des intrigues qui ne s'appuyaient sur aucun moyen d'exécution.

Au milieu de ces légers troubles, la République française fit la paix avec le dey de Tunis; on régla l'administration des biens communaux,

et l'on créa une commission qui fut chargée de présenter un code de procédure civile. Mais le traité d'Amiens, auquel la France dut la pacification générale, devint un des actes les plus importans de cette époque. Il fut signé le 25 mars 1802, par Joseph Bonaparte, pour la France, et par lord Cornwallis, pour l'Angleterre.

Cette paix, ouvrage du premier consul, fit luire un nouveau jour sur la France. Le guerrier pacificateur, aussi habile dans un congrès que terrible au milieu des combats, vit tous les corps de l'Etat déposer à ses pieds l'hommage de leur admiration; des fêtes brillantes célébrèrent sa gloire et le bonheur des Français, qui semblait se consolider chaque jour par le caractère de perpétuité que le guerrier imprimait aux établissemens qu'il créait. Ses actes ramenèrent la confiance, et tous les partis s'empressèrent de se rattacher au gouvernement dont la sagesse rendait le calme à un État bouleversé par tant d'orages. Les ports se remplirent de vaisseaux étrangers, le pavillon de la République flotta

sur toutes les mers ; et le commerce s'étendit avec une rapidité qui surpassa toute espérance.

Bientôt la religion, rétablie et puissamment protégée par le premier consul, vit rouvrir ses temples si long-temps fermés par le vandalisme ; les fidèles s'y portèrent en foule.

Un concordat, signé entre le Saint-Père et la République française, fut présenté au tribunat, qui le convertit en loi de l'État. L'on régla aussi, dans la même séance, plusieurs articles organiques du culte protestant. Mais, par ce concordat, la République française reconnaissait la religion catholique apostolique et romaine pour la religion de la majorité des Français.

Après avoir pourvu au rétablissement des cultes, Napoléon voulut rendre à la patrie les Français qui gémissaient loin d'elle, et que les tempêtes politiques avaient jetés sur la terre étrangère. Il provoqua une amnistie générale, à quelques exceptions près, pour tous les émigrés ; elle fut accordée, et l'on permit à ceux qui ne faisaient point partie de l'exception, et qui formaient le

plus grand nombre, de rentrer en France. On leur rendit ceux de leurs biens qui n'avaient point été vendus; seulement ils furent placés pendant dix ans sous la surveillance du gouvernement, auquel ils jurèrent de ne jamais inquiéter, sous aucun prétexte, les possesseurs des biens nationaux.

Ce génie vaste et étendu, qui embrassait tout d'un seul regard, songea bientôt à réorganiser l'instruction publique. Il s'occupa activement à donner aux écoles centrales, et à l'école polytechnique, qui étaient déjà instituées, le degré de perfectionnement qui leur avait manqué jusqu'alors.

Le commerce reçut de même des encouragemens; on fixa les regards des négocians sur le Portugal, en autorisant la formation d'une compagnie qui devait entreprendre le commerce de l'Afrique. L'administration fit également d'heureux essais pour améliorer et perfectionner la race des chevaux. Enfin, les Français ayant été forcés d'évacuer l'Égypte, les membres de l'Ins-

titut, qui y avaient été établis, furent chargés, à leur retour en France, de publier les mémoires et les dessins dont ils étaient auteurs; et cette guerre servit du moins les intérêts de la science.

Tant de grandes choses, conçues et exécutées presque simultanément, firent reconnaître au sénat que l'homme qui les avait créées était seul capable de les asseoir sur des bases indestructibles. Napoléon fut donc nommé consul à vie. Toutefois, il n'accepta ce titre qu'à la condition que sa nomination serait sanctionnée par le vœu du peuple, et que ses deux collégues partageraient aussi long-temps ses travaux.

Consul à vie, il songea à récompenser les services militaires et civils, en instituant la Légion-d'Honneur, ordre qui mettait du moins à même de distinguer les hommes qui contribuaient à la gloire de leur patrie, de ceux qui ne faisaient rien pour elle, et qui fut une des causes principales des succès prodigieux obtenus par les armées françaises.

Mais tandis qu'il perfectionnait encore tous les

rouages de l'administration publique, en établissant des bureaux de mesurage, pesage et jaugeage, qu'il faisait vérifier les poids et mesures, et régler le poids des voitures de roulage qui étaient destinées à parcourir les grandes routes, les chambres législatives préparaient la ruine de nos colonies et la perte de Saint-Domingue. Une loi rétablit la traite des nègres, et cette loi, qu'on crut alors nécessaire, eut bientôt les suites les plus funestes.

Après avoir donné une constitution aux républiques bataves, italienne et ligurienne, le gouvernement consulaire forma un conseil général de liquidation pour la dette publique, établit la bourse de Paris sur de nouvelles bases, et fit un traité de paix avec la Porte-Ottomane, par lequel il assura aux navires français la libre navigation de la Méditerranée.

La république prit possession de l'île d'Elbe, et fit respecter le pavillon français, qui avait été insulté dans la Méditerranée par les pirates d'Alger.

La république du Valais fut reconnue et proclamée. Le premier consul intervint en même temps dans les affaires de la Suisse, qui depuis long-temps était en proie aux dissensions intestines. Il visita ensuite les fabriques du département de la Seine-Inférieure. De retour de ce voyage si favorable à l'industrie, il s'occupa de l'organisation des écoles publiques et militaires, et de l'Institut national : bientôt il fut proclamé le restaurateur de la république du Valais, et reconnu médiateur de la Confédération suisse.

Tandis que le premier consul ravivait toutes les branches de l'administration intérieure, et que la France commençait à jouir des bienfaits de la paix générale, la guerre se préparait de nouveau au dehors.

Déjà la mauvaise foi du gouvernement anglais s'était signalée en Égypte par la lenteur que ses agens apportaient à faire évacuer cette contrée. Mais on était loin de soupçonner que le traité d'Amiens n'était qu'une trêve imaginée et consentie par la perfidie de quelques souverains en-

nemis de la France, pour combiner une attaque imprévue, rassembler de nouvelles forces, et couper dans sa racine l'arbre qui étendait déjà ses rameaux florissans jusqu'aux contrées lointaines.

Il ne suffisait pas au cabinet de Saint-James d'avoir garanti, par le traité d'Amiens, l'intégrité de l'Empire britannique, dicté des conditions avantageuses pour ses alliés, et conservé les conquêtes les plus importantes que les armées anglaises avaient faites pendant la guerre; craignant de perdre successivement la prépondérance de son commerce, il ne voyait pas sans effroi le rapide essor que le génie actif de Napoléon donnait à la République, et la concurrence que ses opérations commerciales établissaient déjà entre les négocians anglais et français.

Il fallait donc, pour mettre un terme à ses craintes et satisfaire son insatiable ambition, que l'Angleterre suscitât à la France de nouveaux ennemis et des dangers nouveaux, s'opposât promptement à ses succès, et recourût, suivant son

habitude, à la violation des traités, afin d'anéantir d'un seul coup notre marine renaissante et celle de nos alliés; alors redevenant souveraine exclusive des mers, elle rétablissait enfin ce monopole révoltant auquel le commerce de la Grande-Bretagne avait dû jusqu'alors son insultante prospérité.

Le premier consul avait mis trop d'exactitude et de loyauté à remplir toutes les clauses du traité, pour que sans nul respect humain on osât rompre une transaction aussi solennelle. Mais le cabinet de Londres chercha en vain un prétexte plausible, et ne trouva d'autre expédient que de faire naître des obstacles.

Aux termes de ce traité, les îles de Malte, Goza et Comino devaient être restituées aux chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, trois mois après sa ratification. Le bailli de Buzi Tomasi, ministre plénipotentiaire et lieutenant-général du grand-maître de l'ordre, se présenta à Malte, chez le gouverneur anglais Ball, qui lui en refusa la remise, sous prétexte qu'il n'y était pas

suffisamment autorisé par le cabinet de Saint-James. Il voulut insister pour connaître les motifs de cette singulière détermination; le gouverneur et le général Villeret, qui commandait les troupes, lui firent des réponses évasives.

L'envoyé du grand-maître s'adressa alors au ministre plénipotentiaire de la République française auprès de l'Ordre et du gouvernement provisoire de l'île, afin qu'il fît exécuter l'article du traité concernant la restitution de Malte, garantie par la Prusse, l'Autriche et la Russie. Celui-ci en écrivit sur-le-champ au gouverneur anglais, et prévint en même temps le premier consul du refus que venait d'éprouver le lieutenant-général du grand-maître.

De ce moment, une correspondance très active s'établit entre le cabinet des Tuileries et celui de Saint-James. Elle fit bientôt connaître combien le gouvernement britannique était peu disposé à se dessaisir de l'île de Malte. Il appuyait d'abord son refus sur ce que le roi de Naples n'avait point encore envoyé les mille hommes de troupes

qui devaient garder les forts. « Ces troupes sont » prêtes, lui répondit-on ; elles sont maintenant à » Messine, auprès du grand-maître qu'elles doivent » accompagner à Malte. » Cette réponse devait être sans réplique; mais lord Hawsbury prétendit que les empereurs de Russie et d'Allemagne, qui devaient garantir les articles du traité d'Amiens, ne s'étaient point entièrement expliqués à cet égard. Cette allégation insidieuse fut réfutée plus victorieusement encore; car M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures, fit parvenir, sous le plus court délai, au noble lord, l'acte formel de l'adhésion des deux puissances, que leurs ambassadeurs venaient de lui remettre.

L'Angleterre se voyait donc forcée de rendre Malte, ou de déclarer la guerre à la France : mais le ministère anglais n'était point encore en mesure d'attaquer ; il savait que la République pouvait opposer une vigoureuse résistance, et la ruse lui offrait une chance plus favorable. Il avait besoin, pour user de surprise, de dissé-

miner ses forces navales, qui se trouvaient renfermées dans ses différens ports. Il fallait gagner du temps pour effectuer cette disposition, et l'ambassadeur anglais reçut l'ordre de prolonger la négociation. Cependant, poussé jusque dans ses derniers retranchemens par le cabinet français, celui de Londres se vit contraint de se prononcer définitivement. Ce fut alors que le lord Whitworth donna communication d'une pancarte diplomatique qu'il avait reçue de son gouvernement, et dans laquelle il exhalait ses plaintes contre l'influence que la France prenait sur le continent, et murmurait également de la suprématie dont la République s'était emparée en Italie, en Suisse et en Hollande. Enfin il finissait par s'élever hautement contre l'ambition du premier consul. Le général Andréossi, alors ambassadeur de la République française à Londres, se plaignait au nom de la France des déclamations violentes que les Anglais se permettaient contre elle et contre son chef Napoléon, et réclamait contre les diatribes injurieuses et les basses calomnies

qui remplissaient les journaux à la solde du ministère.

Depuis quelque temps la correspondance s'animait davantage, et prenait de jour en jour un caractère d'aigreur qui semblait annoncer, du côté de l'Angleterre, la ferme intention de manquer aux engagemens sacrés qu'elle avait pris. En effet, le 2 mai 1803, lord Whitworth présenta l'ultimatum du roi d'Angleterre. Sa Majesté demandait :

1° La faculté de conserver une garnison dans Malte pendant dix ans ;

2° La cession pleine et entière de la petite île de Lampedouse [1] ;

3° L'évacuation de la Hollande par les troupes françaises.

Il était ajouté que si, dans le délai de six jours, ces propositions n'étaient point acceptées

[1] Lampedouse, ou Lampedusa, est une petite île de la Méditerranée, sur la côte d'Afrique. Elle a cinq lieues de circuit, et se trouve à trente-trois lieues de Malte.

par le gouvernement républicain, l'ambassadeur avait ordre de demander ses passe-ports.

Excitée par la conduite impérieuse du gouvernement anglais, l'indignation du premier consul fut près d'éclater; mais, ne voulant point compromettre le succès d'une cause si noble et si juste par trop de précipitation, et croyant devoir prendre les mesures nécessaires pour repousser cette injuste agression, il fit répondre par son ministre qu'il ne pouvait rien décider sans avoir prévenu le roi d'Espagne et la république batave, parties contractantes du traité d'Amiens, ainsi que les empereurs de Russie et d'Allemagne, et le roi de Prusse, qui s'étaient rendus garans de la restitution de l'île de Malte; que l'île de Lampedouse n'appartenant point à la France, il ne pouvait permettre ni défendre qu'on s'en emparât, et qu'à l'égard de l'évacuation de la Hollande, les troupes françaises n'en sortiraient que lorsque les stipulations du traité d'Amiens, pour chacune des parties contractantes, auraient été strictement exécutées.

Quelques hommes encore exaltés prétendaient hautement que la modération du consul blessait la fierté républicaine; selon eux, cette conduite presque timide démentait ce caractère bouillant qui, dans les grandes circonstances, s'était montré si prompt à prendre un parti vigoureux. Mais ceux qui connaissaient ses intentions eurent l'adresse de persuader à la multitude que la France était assez redoutable pour se montrer généreuse, et que ses nombreuses victoires lui permettaient de faire tous les sacrifices à la paix, excepté celui de la dignité nationale.

Toutefois, Napoléon semblait croire que la nouvelle note que son ministre des relations extérieures venait de transmettre au noble lord, engagerait le cabinet anglais à montrer plus de modération; mais lord Whitworth ne voulut rien retrancher de son *ultimatum*. Suivant l'ordre qu'il en avait reçu du premier consul, M. de Talleyrand proposa alors une modification à l'article qui concernait la restitution de Malte. Elle portait que le ministère anglais, ayant allégué

que la garnison napolitaine qui devait être envoyée n'était pas assez nombreuse pour maintenir l'indépendance de l'île, le gouvernement français offrait de remettre la garde des forts à la Russie, à l'Autriche et à la Prusse. Loin d'apprécier cette condescendance de la République française, le cabinet de Saint-James fit présenter, le 10 mai 1803, par le lord Whitworth, un nouvel *ultimatum,* encore accompagné d'une demande de passe-ports, sous le délai de trente-six heures. L'Angleterre ajoutait aux demandes déjà faites, celle de l'évacuation du territoire helvétique par les troupes françaises; elle exigeait de plus un dédommagement pour le roi de Sardaigne, en raison des pertes que ce prince avait éprouvées pendant la guerre. Ces propositions absurdes ôtèrent au premier consul tout espoir d'accommodement, et sur-le-champ il envoya l'ordre au général Andréossi de quitter Londres dans les vingt-quatre heures.

Lord Whitworth demanda aussitôt ses passeports, et le 17 mai un embargo fut mis sur les bâ-

timens français et bataves qui se trouvaient dans tous les ports occupés par les forces anglaises, et le 19 deux navires français furent saisis dans la baie d'Hudienn, et emmenés en Angleterre.

Le gouvernement français fut indigné de ce premier acte d'hostilité que l'Angleterre, violant le droit des gens, avait osé commettre avant la déclaration de guerre. Il songea à user promptement de représailles.

Le tribunat s'assembla le 13 mai, et le premier consul lui fit donner communication de toutes les pièces qui concernaient la discussion qui s'était élevée entre les deux cabinets de Paris et de Londres; sur le rapport de M. Daru, le tribunat arrêta ce qui suit :

« Le tribunat, en vertu du droit que lui donne l'article 29 du titre III de la Constitution, après avoir pris connaissance de la négociation qui a eu lieu entre la République et l'Angleterre ;

« Convaincu que le gouvernement a fait pour conserver la paix tout ce que l'honneur français pouvait souffrir ;

« Que cependant le cabinet britannique s'est permis, dans cette négociation, des formes insolites, des allégations fausses, des demandes injustes, et même des actes hostiles ; que la paix qu'on laisse à la France doit être achetée par l'infraction d'un traité solennel, par une injure envers ses alliés ;

« Arrête que le vœu suivant sera porté au gouvernement par le tribunat en corps :

« Le tribunat émet le vœu qu'il soit pris à l'instant les mesures les plus énergiques, afin de faire respecter la foi des traités et la dignité du peuple français.

« Le présent vœu sera communiqué au sénat et au corps législatif par un message. »

Ce vœu fut adopté, à l'unanimité, par ces deux chambres, et les trois chambres législatives envoyèrent, le 25 mai, leurs députations au château des Tuileries, pour communiquer au premier consul l'assentiment de la France à toutes les mesures qu'il jugerait convenable de prendre pour faire face de la manière la plus vigoureuse à une

guerre que les dignes émules de Machiavel étaient seuls capables de susciter.

Bonaparte, après avoir d'abord prouvé, dans sa réponse aux députations, qu'il avait employé tout ce qui était en son pouvoir pour maintenir la paix, continua ainsi : « Nous sommes forcés à » faire la guerre pour repousser une injuste » agression ; nous la ferons avec gloire.... Les » sentimens qui animent les grands corps de » l'Etat et le mouvement spontané qui les porte » auprès du Gouvernement dans cette impor- » tante circonstance sont d'un heureux pré- » sage.... La justice même de notre cause est » avouée par nos ennemis, puisqu'ils se sont re- » fusés à accepter la médiation offerte par l'em- » pereur de Russie et le roi de Prusse, deux » princes dont l'esprit de justice est connu de » toute l'Europe. Quelles que puissent être les » circonstances, nous laisserons toujours à » l'Angleterre l'initiative des procédés violens » contre la paix et l'indépendance des nations, » et elle recevra de nous l'exemple de la modé-

» ration, qui seule peut maintenir l'ordre social. »

Le résultat de la dernière négociation avec lord Withworth ayant été promptement connu, le ministre de Russie en France s'était en effet empressé d'offrir aux parties dissidentes la médiation de son souverain. Le premier consul l'accepta avec joie ; l'Angleterre la rejeta presque avec dédain.

Le cabinet de Saint-James avait encore son intention secrète, en provoquant par une paix simulée la sécurité des commerçans français, qui ne pouvaient manquer de couvrir incessamment l'Océan et la Méditerranée de leurs vaisseaux. Peu de temps après que le traité d'Amiens fut signé, nous perdîmes la colonie de Saint-Domingue, qu'il eût fallu s'efforcer de pacifier, au lieu de vouloir la conquérir. Les armateurs français, qui jusqu'alors s'étaient montrés timides, embrassèrent avec une confiance aveugle de vastes spéculations qui motivèrent des voyages de long cours ; ce fut le moment que choisirent les Anglais pour se démasquer de nouveau, en rompant tout à coup

leur traité. La France en rougit pour cette nation, et s'honora de la franche et loyale crédulité de la République.

Tandis que les hostilités précédaient la guerre, on était à Paris dans la ferme croyance que les négociations se poursuivaient avec chaleur, et l'on croyait même qu'elles prenaient une tournure satisfaisante, lorsqu'une dépêche télégraphique du préfet maritime de Brest instruisit le Gouvernement de la prise que les Anglais venaient de faire de deux de nos vaisseaux qui se trouvaient dans le port d'Audierne.

Le lougre *l'Affronteur*, de quatorze canons de huit et de quatre-vingts hommes d'équipage, fut chassé, le 18 mai 1803, dans les environs de Brest, par la frégate anglaise *la Doris*, qui le joignit. Malgré son infériorité, le lieutenant de vaisseau Dutoya, qui commandait ce lougre, décidé à soutenir l'honneur du pavillon français, fit un feu très-vif sur la frégate, qui riposta contre lui de toute son artillerie. Après une bordée qu'il lâcha à bout portant, le commandant fran-

çais voulut tenter l'abordage, mais il périt victime de son intrépidité; huit hommes furent tués à ses côtés, quatorze restèrent blessés, et le lougre se vit enfin forcé de se rendre. L'honorable résistance de ce brave lieutenant présageait les succès les plus glorieux à la marine française, et fit naître le plus vif enthousiasme parmi les marins de tout grade.

Les Anglais agirent de la même manière sur toutes les mers et dans les autres parties du globe, avant qu'on eût le temps de faire connaître que la guerre était déclarée.

Ceux de nos vaisseaux qui se trouvaient alors aux Antilles furent attaqués de même, et cette surprise inique donna lieu à des combats qui furent tous glorieux pour la marine française.

On ne peut s'empêcher de citer encore ici le mérite et la bravoure dont le chef de division Willaumez fit preuve dans l'une de ces périlleuses circonstances. Cet officier supérieur venait de commander les forces navales formant la station du sud de Saint-Domingue. Après avoir excité

dans cette partie de la colonie l'admiration et mérité la reconnaissance des hommes de tous les partis et de toutes les couleurs, il retournait au Cap-Français sur la frégate *la Poursuivante*. Elle n'était armée et équipée que sur le pied de paix, n'avait pas même son artillerie complète, et ne portait que cent cinquante hommes d'équipage, dont trente noirs. Etant dans les parages du môle Saint-Nicolas, à environ deux lieues de terre, le 29, au point du jour, il aperçut un convoi de plus de cinquante voiles, fortement escorté. Bientôt plusieurs bâtimens, se détachant de cette escorte, se dirigèrent vers lui, et il reconnut que c'étaient des vaisseaux de ligne anglais. A huit heures, l'un d'eux, *l'Hercule*, après avoir fait des signaux aux bâtimens qui le suivaient, tira sur *la Poursuivante*, qui s'était préparée au combat. Le feu devint très-vif. Fatigué de voir son ennemi dans une position qu'il n'avait pu lui empêcher de prendre, et d'essuyer à portée de fusil les bordées de *l'Hercule*, qui endommageaient d'autant plus sa frégate, qu'il était impos-

sible de perdre un seul boulet, tant la mer était unie, le chef de division Willaumez présenta audacieusement le travers à son colossal adversaire. Ce fut alors qu'un combat opiniâtre s'engagea entre une frégate, et un vaisseau de ligne ayant quatre fois plus d'hommes qu'elle à son bord, une artillerie plus que double. Les bordées de *l'Hercule* se répétaient rapidement, tandis que le manque de munitions forçait *la Poursuivante* de ralentir son feu, qu'elle dirigeait cependant si habilement, que le vaisseau ennemi s'en trouvait déjà très endommagé. Vers les onze heures et demie la brise tomba. Le commandant Willaumez se hâta de profiter de cette circonstance, en habile marin, fit entièrement cesser le feu, mit tout son monde à la manœuvre, et prit aussitôt une position qui le mit à même de foudroyer la poupe de *l'Hercule*. Cette bordée fut décisive; le vaisseau anglais, grièvement endommagé, et craignant d'échouer sur la côte dont il se trouvait très rapproché, se vit forcé d'abandonner la frégate, et de gagner promptement le large.

Le chef de division Willaumez entra dans la baie du môle aux acclamations du général La Poype, qui y commandait, de son état major, et de tous les officiers de terre et de mer employés dans la place, qui vinrent au devant de lui, pour le féliciter, tandis que les batteries du port le saluaient de leur artillerie.

Toutes les voiles de la frégate étaient criblées, les manœuvres dormantes et courantes coupées ; elle avait eu dix hommes tués, parmi lesquels se trouvait l'aspirant Violette, jeune homme qui avait fait concevoir les plus belles espérances. Quinze hommes seulement avaient été blessés. Le lieutenant de vaisseau Esmangard, commandant du port des Cayes, était de ce nombre.

L'Hercule perdit à la fois son capitaine et une quarantaine d'hommes.

En récompense de sa bravoure, de ses talens comme marin, et de ses longs services, le chef de division Willaumez reçut le grade de contre-amiral. Tous les officiers de son état major, qui avaient fait des prodiges de valeur, et particu-

lièrement le lieutenant de vaisseau Fourré, commandant en second de la frégate, eurent de l'avancement, et le lieutenant de vaisseau Esmangard fut nommé capitaine.

Les Anglais ne se contentèrent pas d'attaquer à l'improviste tous nos bâtimens de guerre ; ils fondirent de toutes parts sur les vaisseaux marchands, et firent des captures si considérables, qu'ils réduisirent bientôt notre commerce maritime à une complète détresse.

Ces actes révoltans excitèrent l'indignation dans toute l'étendue de la France. La République, en s'armant de nouveau, prit un caractère vraiment national ; et le premier consul, voulant profiter de cette heureuse impulsion, s'occupa de divers plans pour agir victorieusement dans une guerre qu'il se voyait en état de soutenir, et pour laquelle la France entière se prononçait avec tant d'enthousiasme.

CHAPITRE II.

Invasion de l'électorat de Hanovre.

(1803.)

Les outrages multipliés de la politique anglaise exigeaient de la part du gouvernement Français une vengeance éclatante et solennelle; mais comment pouvait-elle atteindre cette nation, qui, confiante dans le nombre de ses vaisseaux, dans la supériorité de sa marine, semblait se jouer impunément de tous les traités derrière les formidables remparts dont l'Océan l'environne? Immense arsenal où s'étaient forgées toutes les armes des coalitions dirigées contre la France,

l'Angleterre n'avait donné que son or aux souverains qu'elle soudoyait; tandis que le sang des peuples inondait le continent, à peine si l'uniforme rouge s'était montré sur un champ de bataille, pour surveiller tant de royales obéissances. On avait vu seulement l'intrigue, sous le nom de la diplomatie, marcher à la suite des armées coalisées, ranimer le découragement par ses fallacieuses promesses et commander à l'épuisement de pénibles et douloureux sacrifices.

Un grand citoyen de l'ancienne Rome, effrayé des dangers d'une lutte sans cesse renaissante, s'était écrié en montrant le rivage de l'Afrique : *à Carthage! à Carthage!* et l'écho victorieux de Zama avait répondu au cri de Scipion. Tout fut alors décidé entre ces deux rivales puissantes qui se disputaient l'empire du monde.

A une époque où le peuple français s'était élevé à la hauteur des républiques anciennes, où tant de prodiges rappelaient leur belliqueux héroïsme, un général qui, par ses talens militaires, s'était déjà placé à côté des Scipion et des Anni-

bal, pouvait aussi, sans craindre de ne pas être entendu, s'écrier : *à Londres !* Et quand son projet n'eût dû servir qu'à masquer d'autres entreprises, quand cette menace terrible, appuyée de l'autorité de tant de victoires, aurait seulement concentré sur un seul point les efforts d'un ennemi épouvanté, la France ne pouvait qu'applaudir aux desseins du premier consul, et Napoléon était complètement justifié.

Mais au sein même de l'Allemagne, le royaume de Hanovre appelait d'abord les armes françaises et la conquête de cet électorat, possession héréditaire du roi de la Grande Bretagne, devait commencer la réparation de tant d'insultes faites à la France. Le corps d'armée français qui se trouvait alors en Hollande, et auquel on joignit des renforts tirés de la Belgique, ainsi que des places frontières, fut destiné à cette expédition. Le général Mortier, nommé commandant en chef de cette armée, n'attendit pas que les troupes fussent entièrement rassemblées pour marcher à l'ennemi, et, dès le 15 avril 1803, il quitta Nimègue,

à la tête de moins de douze mille hommes, traversa le Waal, prit sa route à travers la province d'Arnheim, par Zutphen et Dewinter, et vint établir son quartier général à Kœverden.

A l'approche des Français, les troupes hanovriennes se concentrèrent dans les comtés de Diepholtz et de Hoya. Le général Mortier, qui en fut promptement instruit, et qui ne voulut pas donner le temps à l'ennemi de se fortifier sur la rivière de Hunte, dans la position de Diepholtz, quitta Kœverden le 26 mai, passa l'Ems à Meppen, et marcha dans la direction de Diepholtz par Haselnen et Quackenbruck.

On vit alors paraître un manifeste que le roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, avait adressé, avec profusion, à ses sujets du continent, par lequel il appelait aux armes tous ceux qui étaient en état de les porter, afin de repousser, disait-il, l'invasion la plus inique d'une armée de *spoliateurs* et de *brigands*. La population hanovrienne, qui se souciait fort peu de la monarchie légitime et de l'administration anglaise, resta paisible

dans ses foyers, et se montra tout-à-fait indifférente aux mouvemens militaires dont ce royaume était le théâtre. Arrivé sur la frontière, le général français, beaucoup plus poli que le roi Georges, et qui aurait pu très justement user de représailles, s'empressa de répondre à cette insultante diatribe :

« HANOVRIENS !

» L'armée française entre sur votre territoire, non pour répandre la consternation
» dans vos campagnes, mais pour soustraire la
» portion du continent que vous habitez à un
» gouvernement ennemi du repos de l'Europe,
» et qui se fait gloire de fouler aux pieds tous
» les principes du droit des gens et des nations
» civilisées.

» Le premier consul, fidèle aux sentimens de
» modération et d'humanité qui le distinguent
» aussi éminemment que ses vertus politiques et
» guerrières, le premier consul a vainement

» épuisé tous les moyens de conciliation pour
» prévenir une rupture.

» Le roi d'Angleterre, parjure à ses engage-
» mens les plus sacrés, a faussé sa signature en
» refusant d'évacuer Malte, ainsi qu'il s'y était
» solennellement obligé par le traité d'Amiens.
» Il a donné le signal des hostilités, et dès lors il
» demeure seul responsable devant Dieu et de-
» vant les hommes des calamités que le fléau de
» la guerre pourrait attirer sur les Etats soumis
» à sa domination.

» Je suis instruit que des proclamations, dic-
» tées par la plus aveugle fureur, vous ont été
» faites pour vous engager dans une lutte qui doit
» vous être étrangère. Gardez-vous d'une agres-
» sion aussi insensée qu'inutile, et dont vous
» seuls seriez les victimes.

» Hanovriens, je vous promets sûreté et pro-
» tection, si, consultant vos véritables intérêts,
» vous séparez votre cause d'un souverain qui, en
» brisant tous les liens de la bonne foi, vous a par
» là même affranchis de l'attachement que vous

» auriez cru devoir lui porter. La discipline la » plus sévère régnera parmi les troupes que je » commande : vos personnes, vos propriétés se» ront respectées ; mais, en retour, j'exige de » vous des procédés tels qu'on a le droit d'en » exiger d'un peuple paisible. »

Le 31 mai 1803, l'armée française prit position en avant de Weehte. L'armée hanovrienne, forte de douze mille hommes d'infanterie, quatre mille hommes de cavalerie et huit cents artilleurs ou sapeurs, était rassemblée dans les lignes de la Hunte.

Le duc de Cambridge avait juré, quelques jours avant l'apparition des Français, de mourir les armes à la main, plutôt que de souffrir qu'ils s'emparassent du Hanovre ; l'occasion était belle pour se mesurer avec les *spoliateurs* et les *brigands*, et leur chef était un de ces soldats parvenus qui avaient osé battre en mainte occasion les nobles généraux de l'Autriche et les gentilshommes de l'émigration. Le généralissime des troupes hanovriennes n'attendit pas même l'arri-

vée des Français pour donner sa démission, et retourna précipitamment à Londres; le feld-maréchal Walmoden prit le commandement de l'armée à sa place.

Le général Mortier, ayant reconnu lui-même la force de l'avant-garde hanovrienne, qui occupait Diepholtz, sous les ordres du général Hammerstein, fit, le 31 mai au soir, les dispositions nécessaires pour s'emparer de cette ligne, et attaquer la ville de la Hunte. La brigade d'infanterie du général Schinner, et celle de cavalerie du général Nansouty, reçurent l'ordre de forcer le passage de la rivière, et de se porter rapidement sur Sublingen, afin de couper la retraite à tout ce qui se trouverait entre cette ville et Diepholtz, que le général Montrichard devait enlever de vive force. L'ennemi n'attendit pas l'effet de cette manœuvre habile, et pendant la nuit du 31 mai au 1er juin, il évacua Diepholtz ainsi que toute la ligne de la Hunte, et se retira sur Borstel.

Le 2 juin 1803, l'armée française était déjà réunie en avant de Sublingen; le général Drouet,

commandant l'avant-garde, après avoir eu la veille un engagement assez vif avec l'arrière-garde hanovrienne, s'avança sur Borstel, qu'une partie de l'armée ennemie occupait. Malgré la supériorité des Hanovriens, et l'extrême fatigue de son avant-garde qui venait de franchir un espace de douze lieues de terrain, le général ne balança pas à attaquer. L'action commença par une canonnade, et le deuxième régiment de hussards français chargea vigoureusement un régiment de dragons légers hanovriens, le culbuta, et lui fit deux cents prisonniers. Le reste des troupes hanovriennes continua sa retraite sur le Weser.

On prévint le général Mortier que la tête de pont de Nienburg avait été réparée, et que l'armée ennemie, avec une nombreuse artillerie, avait pris position sur la rive droite du fleuve. Il pressa alors son mouvement, fit avancer sa réserve d'artillerie, et se disposa à culbuter tout ce qu'il avait encore devant lui sur la rive gauche, se réservant, dans le cas où l'ennemi opposerait trop de résistance, de remonter le Weser jusqu'à

Stolzenau, de le passer sur ce point, et d'intercepter toute communication de l'armée ennemie avec la capitale de l'électorat.

Le feld-maréchal Walmoden n'était pas sans talens militaires ; il s'était distingué dans les campagnes précédentes ; le nombre de ses troupes surpassait les nôtres de beaucoup, surtout en cavalerie. En position sur le Weser, il lui était facile de se retirer derrière ce fleuve en cas de défaite. Il résolut d'accepter le combat; mais les Etats de Hanovre lui représentèrent combien le pays aurait à souffrir s'il était destiné à subir une occupation forcée, et cette juste sollicitude le décida à tenter un accommodement. Il entra en pourparlers avec le général français. Les négociations s'entamèrent; il en résulta d'abord une suspension d'armes, et, après une discussion qui fut assez longue, les chargés de pouvoirs du feld-maréchal hanovrien signèrent au quartier-général de Sublingen, le 3 juin 1803, une convention qui mettait les Français en possession d'une grande partie de l'électorat d'Hanovre, et

surtout des embouchures du Weser et de l'Elbe.

Le général Mortier mit garnison dans la place de Nienburg, où il s'empara de quatorze mille fusils, et de beaucoup de munitions d'artillerie.

Il établit, le 5 juin 1803, son quartier-général dans la ville de Hanovre, capitale de l'électorat, et cantonna son armée sur les points les plus rapprochés, tandis que des renforts étaient en marche, et qu'on attendait que le premier consul eût ratifié les arrangemens conclus entre le général Mortier et le feld-maréchal Walmoden. Le chef de l'état-major général, Léopold Berthier, et le général Nansouty, s'occupèrent à remonter la cavalerie de l'armée.

Les troupes qui, dès le moment de l'invasion, s'étaient portées sur les villes de Stade et d'Harburg, sous les ordres du général Frère, en partirent le 7 juin pour se rendre à Cuxhaven, afin d'intercepter à leur passage tous les vaisseaux qui se trouvaient encore sur l'Elbe. La même mission fut donnée au général Rivaud, dont la brigade occupait Verden sur l'Aller, pour les vaisseaux

qui se trouvaient sur le Weser et à son embouchure.

Tout le parc d'artillerie hanovrienne, qui se composait de quarante bouches à feu de campagne et de deux cents caissons bien attelés, fut remis au général Dulauloy, commandant de l'artillerie.

La réunion d'une armée ennemie au delà de l'Elbe, qui, malgré la foi jurée, était à portée de troubler d'un moment à l'autre la tranquille possession de l'électorat, ne convint nullement à Napoléon. Déjà éclairé par l'expérience, il ne voulut point ratifier la convention de Sublingen avant qu'elle ne fût revêtue de l'adhésion formelle du roi d'Angleterre. M. de Talleyrand fut chargé de la transmettre à lord Hawkesbury, et de l'inviter à la faire approuver par Sa Majesté britannique, en lui déclarant de plus que l'intention expresse du premier consul était que l'armée hanovrienne fût échangée d'abord contre tous les matelots ou soldats français qui pouvaient être ou se trouver par la suite prisonniers des Anglais.

M. de Talleyrand espérait qu'une proposition si naturelle et si juste serait accueillie par le cabinet anglais; il se hâta de la lui transmettre. Voici pourtant quelle fut la réponse du lord Hawkesbury : « Le Hanovre appartenant à un » prince de la maison de Brunswick, et non au » roi des Anglais, le souverain de la Grande- » Bretagne ne peut se mêler de ce qui se passe » dans l'électorat : en conséquence, il refuse de » sanctionner la convention de Sublingen. »

Le ministre ajoutait, « que comme électeur de » Hanovre, le roi, son maître, s'abstiendrait ce- » pendant de tout acte qui pourrait porter at- » teinte à la convention mentionnée. »

Cette manière artificieuse d'éluder une proposition qui n'offrait aucune raison de refus, irrita le premier consul; il fit presser l'arrivée des troupes qui se rendaient en Hanovre, et donna l'ordre au général Mortier de passer l'Elbe, et d'attaquer sur-le-champ l'armée du feld-maréchal Walmoden.

L'importante opération dont le général Mor-

tier se trouvait chargé eût peut-être exigé qu'il attendît l'arrivée des renforts que le général Berthier, alors ministre de la guerre, lui avait annoncés. Cependant il marcha par Zell et Lunebourg, avec les seules troupes qu'il avait à sa disposition, après l'occupation des principales places de l'électorat, et vint prendre position sur l'Elbe, en face de Lauenbourg, étendant sa droite jusqu'à Hitzacker à l'embouchure de la Jetzel, et prolongeant sa gauche jusqu'à Winsen, vers l'embouchure de la Luhe.

Walmoden avait fait retirer sur la rive droite de l'Elbe, à l'exception d'un seul pont volant, tous les bacs et bateaux qui se trouvèrent dans cette partie du fleuve; son armée occupait une position très avantageuse. Il fallait effectuer le passage en sa présence, et la crise fâcheuse qu'elle éprouvait pouvait lui inspirer le courage du désespoir. Mais, Harburg étant occupé par les troupes françaises, le général Mortier trouva dans le port un certain nombre d'embarcations qui, réunies à quelques bateaux dont on s'était

emparé sur la Luhe à Winzen, ainsi que sur la Jelze à Hitzacker, et à Dannenberg, lui parurent suffisantes pour tenter le passage.

Après avoir fait toutes les dispositions qu'on devait attendre de sa prudence et de son activité, secondé par le zèle infatigable de tous les chefs qu'il avait sous ses ordres, Mortier renonça aux renforts qu'il attendait, et résolut, seulement avec quatorze mille hommes qui lui restaient, d'effectuer son débarquement. Ses troupes se rendirent, dans la nuit du 2 au 3 juillet, sur les différens points qu'il leur avait indiqués, et l'un de ses aides-de-camp, le capitaine Lapointe, fut envoyé en parlementaire au feld-maréchal Walmoden, pour lui notifier le refus qu'avait fait le premier consul de ratifier la convention de Sublingen, et l'injonction aux troupes hanovriennes de mettre bas les armes, comme *ultimatum* de toute proposition.

Aussitôt que le capitaine Lapointe eut fait connaître l'objet de sa mission, le feld-maréchal convoqua un conseil de guerre à Lauenbourg.

Il s'y éleva une discussion très vive, qui fut excitée d'un côté par quelques braves Hanovriens qui voulaient périr plutôt que de rendre leurs armes, et de l'autre par les sages avis de plusieurs vieillards expérimentés qui firent des représentations très justes. Enfin, après une séance assez longue, appuyé de l'assentiment général, le feld-maréchal Walmoden fit demander, en réponse à la sommation qu'il venait de recevoir, une entrevue avec le général Mortier, auprès duquel il avait intention de se rendre; mais, en raison de l'âge de ce respectable adversaire et de la position pénible dans laquelle il se trouvait, le général français crut devoir le prévenir : il monta dans une barque qui était devant Alsenburg, accompagné du général Eblé, commandant l'artillerie, du chef de l'état-major général, et du colonel de génie Morio. Ils étaient à peine au milieu du fleuve, qu'ils reçurent le feu d'une batterie ennemie; deux boulets atteignirent le bateau qui portait le général Mortier. Cette batterie était placée sur la rive droite; l'officier qui la

commandait avait reçu l'ordre de tirer sur les embarcations de la rive gauche qui tenteraient de passer le fleuve. On n'avait pas eu la précaution de le prévenir, et cette imprévoyance faillit mettre les deux armées aux prises ; heureusement personne ne fut blessé, et un aide-de-camp du feld-maréchal, qui était près de la batterie, fit aussitôt cesser le feu.

Ne connaissant pas la cause de cette imprudente agression, le général Mortier se crut obligé de regagner la rive gauche ; mais il fut bientôt rejoint par le feld-maréchal, qui, suivi de plusieurs généraux et de quelques officiers, se hâta de lui expliquer ce malentendu. Arrivés au quartier-général français, les deux généraux en chef signèrent, le 4 juillet, une capitulation par laquelle il fut stipulé que l'armée hanovrienne poserait les armes, et qu'elle les remettrait avec toute son artillerie à l'armée française ; qu'elle serait dissoute, repasserait l'Elbe, et se retirerait dans ses foyers, en s'engageant à ne point porter les armes contre la France ni contre ses alliés.

Les troupes françaises devaient occuper de suite la partie de l'électorat du pays d'Hanovre située dans le pays de Lauenburg.

Au commencement d'une guerre dont on ne pouvait prévoir le terme, la possession du Hanovre était une bonne fortune dont la France pouvait recueillir des avantages sans nombre. Ce pays, qui nous offrait une position imposante au nord de l'Allemagne, présentait encore toutes les ressources nécessaires à l'entretien d'une armée de vingt-cinq mille hommes. La cavalerie et le train d'artillerie de tous les corps de l'armée française pouvaient, facilement et à bon compte, trouver, dans le voisinage du Mecklenbourg et du duché de Brunswick, tous les chevaux nécessaires à la remonte. Mais le gouvernement français y fit peu attention d'abord, et reconnut sa faute lorsqu'il n'était plus temps de la réparer. L'Autriche, qui méditait aussi une prochaine rupture, avait, dès le commencement de 1804, envoyé des agens secrets dans la Hesse, le duché de Brunswick, le Mecklenbourg, et jusque dans

l'électorat d'Hanovre, pour y acheter tous les chevaux propres aux différentes armes ; et lorsque le premier consul voulut augmenter son train d'artillerie, et mettre sa cavalerie au complet, les excellens chevaux de ces divers pays en étaient enlevés. Ainsi, l'imprévoyance administrative fit perdre à la France le plus précieux résultat d'une conquête qui du moins ne fut pas sans gloire pour l'armée française et son habile chef.

CHAPITRE III.

Projet d'invasion en Angleterre.

Au grand étonnement du premier consul, le gouvernement anglais ne se montra pas effrayé de la perte du royaume que venait de lui coûter la rupture du traité d'Amiens. Uniquement occupé à consolider son empire usurpé sur les mers, il déploya toutes ses forces pour reconquérir le monopole du commerce du monde.

Les nombreux armateurs qu'il avait mis en course, même avant que la guerre fût déclarée, avaient déjà puissamment secondé ses projets, et les captures considérables faites sur les vais-

seaux qui naviguaient paisiblement dans les mers des Indes procurèrent à la nation anglaise des bénéfices immenses. Mais ces richesses si déloyalement acquises ne suffirent point à l'avidité du cabinet de Saint-James; il fallait qu'il dépouillât encore, par les mêmes moyens et les mêmes hostilités, les puissances alliées de la France, et, en moins d'un mois, le commerce maritime de l'Espagne et de la Hollande fut anéanti.

Enivré de ses honteux succès, et fort de sa marine colossale, qui se composait alors de cent vingt-sept vaisseaux de ligne et de cent quarante-quatre frégates, il espérait se voir bientôt en possession des colonies françaises et bataves, qu'un intérêt du moment lui avait fait rendre, et se flattait même de forcer Bonaparte à signer un nouveau traité bien autrement avantageux pour l'Angleterre que ne l'était celui d'Amiens.

Cependant le commerce anglais ne tarda pas à essuyer à son tour des pertes considérables. Maîtres des embouchures du Weser et de l'Elbe,

les Français empêchèrent les navires britanniques de naviguer sur ces deux fleuves, et leur interdirent tout débouché sur ces deux points pour y placer leurs marchandises.

En France, en Espagne, en Hollande les ports restèrent constamment fermés, et ces trois puissances cessèrent, par ce moyen, d'aventurer sur mer les objets de leur industrie ainsi que leurs denrées et leur argent. Il en résulta à la vérité de nombreuses banqueroutes en France; mais ce fléau fut de peu de durée pour elle, et se fit sentir bientôt d'une manière plus désastreuse en Angleterre, dont le commerce éprouvait encore de grandes pertes, par les prises que faisaient sur lui journellement les corsaires français et bataves répandus sur les deux hémisphères.

D'un côté, le gouvernement français mettait tout en œuvre pour soutenir victorieusement la nouvelle guerre dans laquelle il se trouvait engagé. On réparait dans tous les ports les anciennes batteries; on en établissait de nouvelles sur

tous les points qui pouvaient faciliter à l'ennemi les moyens d'opérer une descente partielle ou favoriser un bombardement.

Cent compagnies de gardes de canonniers volontaires furent organisées. On en forma vingt-huit autres de gardes-côtes soldées sédentaires; la plupart des hommes qui les composaient avaient appris, dans la dernière guerre, le service de l'artillerie, et depuis s'étaient retirés dans leurs foyers. Ces compagnies se montrèrent capables, en moins d'un mois, de rivaliser les troupes les plus aguerries.

Après avoir ainsi pourvu à la défense des côtes, Bonaparte, impatient de se venger, parla ouvertement de son projet de descente en Angleterre, et fit un appel énergique au patriotisme français. Un cri d'approbation retentit sur toute l'étendue de la République; des adresses arrivèrent par milliers de toutes les villes, de tous les bourgs, de tous les hameaux; riches, pauvres, femmes, enfans, vieillards, tous proposèrent leurs bras, et firent des offrandes selon

leurs moyens : enfin la France entière protesta avec enthousiasme de son dévouement à la chose publique.

Il fut question de faire construire, pour la descente, des bateaux plats et des péniches, qui ne pouvaient offrir que peu de prise aux boulets ennemis.

A l'époque où les brouillards couvrent le canal de la Manche, et lorsque le gros temps force les vaisseaux de haut-bord à s'abriter, ces embarcations ne devant être manœuvrées qu'à la rame, pouvaient plus facilement échapper à la surveillance de la croisière.

Cent soixante mille hommes devaient être portés par ces faibles barques sur les côtes d'Angleterre.

Personne ne paraissait douter de la réussite de cette entreprise. Le délire et l'exaltation étaient à leur comble, et chaque Français, voyant dans cette opération gigantesque la conquête certaine de trois royaumes, s'empressa d'y concourir de tous ses moyens.

Les dons patriotiques se renouvelèrent comme à la première guerre de la révolution. Les grands corps de l'Etat votèrent des sommes assez considérables pour la construction des vaisseaux de haut-bord. Paris, les départemens souscrivirent dans le même but, et les citoyens de la classe indigente, qui ne pouvaient contribuer de leurs deniers, consacrèrent au service de la patrie leur temps et leurs bras.

Tous les ports furent aussitôt couverts de chantiers, ainsi que toutes les rivières navigables, et les travaux furent poussés avec une activité dont on avait vu peu d'exemples.

Le premier consul donna l'ordre à tous les corps qui composaient l'ancienne armée de se tenir prêts à marcher sur les divers points des côtes de l'Océan, où devaient se rassembler les divisions de la grande flottille.

Impatiens de verser de nouveau leur sang pour la patrie, les vainqueurs de l'Europe virent avec transport la tâche glorieuse que la France attendait de leur courage, et les officiers, comme les

soldats, firent l'abandon, sur leur paie, de plusieurs jours de solde.

Le premier consul partit de Paris dans le dessein de jeter le coup d'œil du maître sur le théâtre où devaient se déployer le courage et la constance des Français. Après avoir visité Amiens, Abbeville, Montreuil-sur-Mer, il resta quelques jours à Boulogne, et continua sa route en remontant jusqu'à Anvers, afin d'examiner avec attention toutes les côtes du nord de la Manche. Il ordonna, dans cette dernière ville, les travaux du magnifique canal de navigation, qui devait faire communiquer entre eux les trois fleuves du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, et, plus tard, rendre la ville d'Anvers l'entrepôt général du nord de l'Europe. Il reçut à son passage, dans toutes les villes de la Belgique, les plus grands témoignages de l'admiration et de la reconnaissance de tous les habitans, pour la part active qu'il paraissait prendre à la prospérité de ces nouveaux Français; et leurs vives acclamations lui prouvèrent que, dans ce beau pays, l'esprit public était compa-

rable à celui de l'ancienne France. Il revint ensuite par Mezières, Charleville, Sédan et Reims, et rentra le 12 août à Paris, dont il n'avait été absent que six semaines.

Deux mois après, il se rendit de nouveau à Boulogne, où il passa en revue les différens corps d'armée, qui se rassemblaient sur la côte, et les divisions de la grande flottille déjà réunie dans le port.

Le bon esprit dont l'armée lui parut animée lui donna la mesure de l'empressement avec lequel ces braves soldats seconderaient sa vaste entreprise. Ils exhalaient dans des chants belliqueux leur haine contre l'Angleterre, et tous se montraient impatiens de marcher au combat.

Après avoir assisté à quelques manœuvres de la flottille, le premier consul distribua les récompenses qu'il savait si bien présenter à propos; et, lorsqu'il partit de Boulogne, il chargea l'amiral et le général en chef de faire connaître aux soldats et aux matelots à quel point il avait été satisfait de leurs bonnes dispositions et de leur conduite.

Bonaparte, dans le voyage qu'il venait de faire, n'avait pas cru devoir visiter les côtes de la Belgique et de la Hollande ; il connaissait toute l'activité qui régnait dans leurs ports pour la confection des barques qui devaient compléter la flottille.

Tandis que le général pressait ainsi les préparatifs de la guerre, l'administration de l'intérieur de la République se ressentait également de l'influence de son génie ; il n'avait pas cessé un moment de l'environner de ses soins, et dans tous les actes qui attestaient chaque jour son perfectionnement, on reconnaissait la main puissante qui la dirigeait.

Cet homme extraordinaire exécutait aussi rapidement qu'il savait concevoir ; son ardent génie suffisait à tout, et, d'un seul coup d'œil comme d'un seul geste, il découvrait, il aplanissait les obstacles, et marchait à pas de géant au but que lui marquait son ambition secrète.

En même temps qu'il ajoutait, par un appareil formidable, à l'enthousiasme que l'espoir de conquérir l'Angleterre et de terminer la révolution

avait excité dans toute la France, il achevait de l'éblouir en ordonnant de toutes parts des travaux immenses, qui devaient à la fois, et comme par enchantement, l'embellir et la fertiliser; mais, tout en donnant de si belles espérances, il s'étudiait à étouffer l'esprit de liberté qui régnait encore, et sapait, dans ses fondemens, l'édifice d'une république toujours chancelante. Saisissant toutes les occasions qui lui semblaient favorables à ses ambitieux desseins, il affermissait chaque jour son pouvoir arbitraire, et l'on s'aperçut trop tard que toutes les institutions qu'il avait créées depuis le traité d'Amiens jusqu'au moment de son avénement à la couronne impériale, étaient autant de coups mortels qu'il avait portés à la constitution de l'an VIII; elle était déjà tellement modifiée, qu'elle ne pouvait plus entraver en rien les dispositions qu'il lui convenait de prendre. Privé depuis long-temps de la parole, le Corps-Législatif avait encore, suivant lui, trop de pouvoir; et, serviles exécuteurs de sa volonté suprême, les sénateurs s'étaient réunis, le 10 décembre 1803, à

l'effet de rendre un sénatus-consulte par lequel le Corps-Législatif vit ses attributions réduites à celle d'approuver les lois qui lui étaient présentées par le gouvernement, sans qu'il lui fût permis de nommer une commission pour examiner les projets, ni un rapporteur pour en faire connaître les développemens. Il avait ordre de délibérer en séance tenante; il était défendu à chacun de ses membres de prendre la parole pour la discussion, et leur besogne se réduisait à remettre une boule blanche ou une boule noire aux questeurs. Ainsi donc, avec un Sénat esclave, un Corps-Législatif muet, et un Tribunat dont la plupart des membres ne pouvaient manquer de se laisser séduire par la perspective des places et des honneurs réservés aux ames vénales, c'en était fait de la République. La liberté disparaissait du sol français, et Bonaparte était empereur!

La conscription militaire, empruntée aux Romains par la France républicaine, offrait au premier consul un moyen trop puissant pour qu'il négligeât de la faire servir au succès de son ambi-

tion; mais loin d'en adoucir la rigueur, il lui donna des formes plus sévères; et, voulant se ménager cependant l'affection de la classe riche et puissante, la seule qui pouvait profiter du bénéfice de la loi, il accorda une plus grande facilité aux conscrits qui avaient le moyen de se faire remplacer.

L'impôt sur les boissons était, de toutes les taxes qui existaient avant la révolution, celle qui pesait plus particulièrement sur la dernière classe du peuple, et Napoléon n'aurait pas dû oublier que cet impôt avait été une des premières causes de l'insurrection de 1789. Le Directoire s'en était si bien souvenu, qu'il n'osa jamais recourir à ce moyen odieux, et qu'il se borna à créer un droit d'octroi municipal et de bienfaisance, dont le produit était uniquement destiné à l'entretien des hospices. Malgré ce terrible précédent, et bravant d'avance les suites que pourrait entraîner le retour d'une taxe qui avait appelé la dangereuse animadversion du peuple sur le gouvernement monarchique, Bonaparte fit rétablir les droits réunis.

Mais, se souvenant seulement que Louis XIV

ne dut une partie de sa renommée qu'aux travaux qu'il fit exécuter pendant son règne, ainsi qu'à l'éclatante protection que ce prince ne cessa d'accorder aux sciences, aux lettres et aux arts, Napoléon s'empressa de l'imiter ; il ordonna à Paris et dans toute la France des canaux et des routes magnifiques, qui devaient étendre et faciliter, par de nouvelles communications, la circulation des denrées et des produits de l'industrie française sur ce vaste territoire.

Les soins vigilans d'un homme dont le zèle et la science produisirent les plus heureux résultats le secondèrent victorieusement dans une circonstance où il était important pour lui de fasciner tous les yeux.

Cependant la nation française se rappellera toujours avec reconnaissance que c'est à la bienfaisante administration du savant ministre Chaptal, que l'agriculture et l'industrie ont dû leur premier élan, leurs progrès rapides, et cette étonnante impulsion dont on ressent plus que jamais l'heureuse influence.

Napoléon ne se montra pas moins jaloux d'encourager les lettres et les beaux-arts. Maître du gouvernement par le consulat à vie, il s'était empressé d'attirer à lui les savans, les littérateurs, les peintres, les statuaires, enfin les artistes de tout genre; il les accueillit plus que jamais, les combla de faveurs, et l'on peut dire à sa louange qu'il se montra toujours leur plus zélé protecteur.

Tant d'actes, précurseurs de la gloire et de la prospérité de la nation française, détournaient de l'esprit de la multitude toutes les arrières-pensées qui auraient pu traverser les projets du futur empereur; prête à soutenir une guerre dont la réussite pouvait être douteuse, la France ne s'était jamais montrée plus tranquille, et les hommes clairvoyans, qui auraient pu troubler cette sécurité, se virent contraints de garder le silence.

Sur tous les points de la République agrandie, les impositions furent payées avec la plus scrupuleuse exactitude; et d'après le budget de 1802, quoique les dépenses publiques se fussent élevées

à cinq cent cinquante millions, le ministre des finances annonça que la recette avait surpassé la dépense, et fit espérer un semblable résultat pour l'année suivante.

Ce fut dans le même temps que Bonaparte entreprit de réunir en un seul code les lois civiles qui devaient régir la France, et diminuer les causes des procès, et qu'il fit aussi rédiger un code criminel et un code civil de commerce.

Au moment où la République s'enorgueillissait de ces nouvelles institutions, et prenait un aspect formidable par ses préparatifs de guerre, une conspiration, dans laquelle des noms illustres n'ont malheureusement que trop figuré, fut sur le point de tout bouleverser. Toutefois la politique anglaise, qui avait imaginé et préparé ce moyen de diversion, n'en vint pas encore à ses fins : ce complot, tramé de longue main, fut découvert au commencement de l'année 1804; Georges Cadoudal, qui le dirigeait, fut pris, et son arrestation fut bientôt suivie de celle des principaux conjurés. Nous ne croyons pas qu'il

soit nécessaire de rapporter ici les détails de ce procès célèbre : il est d'ailleurs pénible de revenir encore sur des faits qui se rattachent d'une manière si fâcheuse à la renommée d'un général fameux par ses talens militaires, et qui, nouveau Coriolan, perdit en un jour toute sa gloire.

L'issue de cette conspiration acheva de détruire tous les obstacles qui auraient pu empêcher Bonaparte d'arriver au trône; aussi ses affidés commencèrent-ils à s'expliquer assez ouvertement, et bientôt ils achevèrent de lever le masque.

Un nommé Curée, membre obscur du Tribunat, déposa sur le bureau de cette chambre législative une proposition dont le but était d'investir Napoléon Bonaparte de la dignité impériale, et de déclarer l'Empire français héréditaire dans sa famille.

Infidèles mandataires du peuple français, les tribuns, préparés à un changement de gouvernement par les innovations anti-républicaines qui

se multipliaient chaque jour dans l'administration intérieure, excités par la crainte ou par l'appât des faveurs, se firent un devoir de parler dans le sens de leur collégue, et votèrent contre les droits du peuple.

Carnot seul, qui déjà avait refusé de voter pour le consulat à vie, osa s'opposer énergiquement au vœu que la chambre venait d'émettre presqu'à l'unanimité : il prononça un discours éloquent; mais loin de produire une juste impression sur les représentans d'une nation qui leur avait confié ses intérêts les plus chers, il ne fit au contraire qu'augmenter l'enthousiasme de la majeure partie des tribuns pour le rétablissement de la monarchie : l'un d'eux, Jard-Panvilliers, orateur de la commission nommée pour examiner la proposition de Curée, fit son rapport, et le Tribunat émit le vœu suivant :

« Considérant, etc., etc., etc. ;

» Le Tribunat, exerçant le droit qui lui est at-
» tribué par l'article 29 de la Constitution, émet
» le vœu :

» 1° Que Napoléon Bonaparte, premier consul,
» soit proclamé empereur des Français, et, en
» cette qualité, chargé du gouvernement de la
» République française;

» 2° Que le titre d'empereur et le pouvoir im-
» périal soient héréditaires dans sa famille, de
» mâle en mâle, par ordre de progéniture;

» 3° Qu'en faisant, dans l'organisation des au-
» torités constituées, les modifications que pourra
» exiger l'établissement du pouvoir héréditaire,
» l'égalité, la liberté, les droits du peuple soient
» conservés dans leur intégrité;

» Le présent vœu sera présenté au Sénat par
» six orateurs, qui demeurent chargés d'exprimer
» le vœu du Tribunat. »

Le Sénat, qui avait été prévenu et préparé, sanctionna unanimement, le 4 mai, l'arrêté du Tribunat.

Le résultat des votes, sur la question présentée au peuple français, fut annoncé par un sénatus-consulte, le 6 novembre 1804; trois millions cinq cent soixante-douze mille trois cent vingt-

neuf citoyens avaient voté pour que la dignité impériale fût héréditaire, et deux mille cinq cent soixante-neuf pour l'avis contraire. En conséquence, Napoléon Bonaparte fut salué empereur des Français, et reconnu par le pape, qui vint sacrer, dans la capitale du nouvel Empire, celui qui, après s'être proclamé l'héritier de la république, se proclamait également l'héritier de la monarchie.

CHAPITRE IV.

Esquisse de la campagne de Boulogne.

(1804.)

Empereur des Français, Napoléon, tout en redoublant de soins pour les affaires intérieures, poussa avec plus de vigueur que jamais ses préparatifs d'invasion en Angleterre. Il ne fallait rien moins qu'une entreprise aussi nationale pour faire pardonner en quelque sorte le succès de cette ambition audacieuse qui venait de s'asseoir sur le trône de Louis XIV : tant d'espérances et d'illusions déçues avaient salué dans Bonaparte un Monck ou un Washington !

Conçue avant son élévation à l'empire, cette expédition servit merveilleusement à effacer ou à prévenir les impressions fâcheuses qu'une semblable révolution devait nécessairement produire; il ne fallait pas laisser le temps de la réflexion aux esprits portés en général à voir une usurpation dans le nouveau règne, soit qu'ils fussent attachés aux souvenirs de l'ancienne monarchie, soit que l'ère sanglante de la république ne les eût pas encore désabusés. Or, si les grandes actions du premier consul avaient excité une juste admiration, si la nation attendait beaucoup de son génie, elle n'était pas convaincue de la nécessité d'une monarchie relevée au profit d'un soldat; et, quoi qu'en ait dit un orateur [1], il pouvait *détrôner l'anarchie*, sans prendre la place de la liberté.

A la voix du nouvel empereur et dès le commencement de l'année 1804, tous les ports sur les côtes de France, et principalement sur

[1] M. de Fontanes : « Sire, disait-il, vous n'avez pris la place de personne ; vous avez seulement détrôné l'anarchie. »

celles de la Manche, furent encombrés de bâtimens destinés à la descente. Une armée formidable, et la plus belle que l'Europe eût encore vue sur pied, brûlait de seconder les vœux de son chef, et de marcher à une conquête qu'elle regardait comme assurée. Mais, pour sortir vainqueur d'une aussi vaste entreprise, sans rien livrer au hasard, il fallait peser, calculer tous les moyens de succès, et attendre que tous les travaux, et surtout les bâtimens de transports, eussent atteint le degré de perfection nécessaire pour ne point compromettre la sûreté des nombreuses troupes destinées à tenter la fortune sur les rivages anglais.

Il avait fallu tout créer pour cette gigantesque expédition, jusques aux ports qui devaient abriter les bateaux, en attendant le moment où l'on se croirait en état d'opérer la descente.

Presque tous les départemens avaient voté chacun un vaisseau de ligne, les grandes villes chacune une frégate, et chaque commune avait fait don d'une prame, d'une canonnière, d'un bateau plat ou d'une péniche.

Des chantiers et des cales, pour construire plus rapidement les bateaux de la flottille, avaient été établis dans tous les ports militaires et marchands, dans les moindres havres, et jusque sur les bords de toutes les rivières, dont le lit offrait plus de trois pieds de profondeur. Paris même était devenu un arsenal maritime, et comptait aussi deux chantiers, l'un en face des Invalides, et l'autre à la Rapée; et les nombreux habitans de la capitale s'y étaient portés en foule, pendant quelques mois, pour y admirer le spectacle imposant, et tout nouveau pour eux, d'un navire qu'on lance à l'eau.

Toulon, Rochefort, Brest et Lorient construisaient également de nouveaux vaisseaux, et la quille de huit autres vaisseaux de ligne avait été en même temps posée dans le port d'Anvers.

Les bateaux d'expédition devaient à la fois transporter des hommes et des chevaux, et être armés d'une ou plusieurs pièces de grosse artillerie pour qu'ils pussent se défendre contre les vaisseaux de ligne anglais, sans être appuyés par

une flotte française : ce dernier point, qui formait la base du plan d'invasion, n'avait pas réuni les suffrages de tous les marins éclairés, et l'amiral Truguet, aussi distingué par son patriotisme que par ses talens et son expérience dans l'art de la guerre maritime, s'était montré seul encore assez indépendant pour exposer à Napoléon que ce n'était pas avec des bateaux qu'on pouvait le plus avantageusement faire la guerre à l'Angleterre. Mais l'opinion de l'ex-ministre Forfait, habile ingénieur-constructeur, prévalut auprès du premier consul ; et l'empereur reconnut plus tard la nécessité d'en revenir aux avis du savant amiral.

En attendant que les bateaux dont Forfait avait fixé les dimensions et réglé les devis fussent achevés, on dirigea sur Boulogne, par divisions plus ou moins fortes, toutes les chaloupes canonnières et les bateaux plats anciens qui existaient ; et, malgré tous les efforts des croisières anglaises, la réunion de cette première partie de la flottille s'opéra victorieusement. Ce pre-

mier succès fit que la France crut plus que jamais au succès de la descente.

Les Anglais, qui s'étaient d'abord égayés sur l'apparition des barques à l'embouchure des rivières, frémirent à l'aspect de la flottille de Boulogne, et l'incrédulité moqueuse fit bientôt place chez eux à la crainte d'un danger réel.

Une flotte anglaise qui parut dans la rade de Torbay, où elle n'était point attendue et qui n'avait point répondu aux signaux de la côte, rendit l'alarme générale. Le bruit de l'apparition des Français se répandit rapidement sur ce point. Les habitans effrayés abandonnèrent leurs maisons, et se sauvèrent jusqu'à plus de vingt lieues dans les terres. Cette fausse alerte provoqua bientôt les mesures les plus violentes. Le drapeau rouge fut déployé sur toute l'étendue des côtes britanniques, avec ordre de ne faire aucun prisonnier. Des signaux furent établis dans toutes les directions, afin que cinquante mille hommes armés pussent se porter, dans le même temps et dans le plus court délai, sur le point qui se trou-

verait menacé. On n'oublia pas non plus la levée en masse ; les voitures et les chevaux furent mis en réquisition ; le nombre des fusils n'étant point suffisant pour cette milice innombrable, on en arma la majeure partie de piques et d'autres instrumens meurtriers. Afin de faciliter la levée de cent mille matelots, on eut recours à l'abominable mesure de la presse, qu'on exerça avec une rigueur jusqu'alors inconnue. Tout le pays d'Essex devait être inondé tout à coup, au moyen des écluses qu'en peu de temps on fit construire à grands frais. Les côtes furent garnies d'une artillerie formidable, et les ordres du gouvernement portaient qu'au premier signal du débarquement on mît le feu aux forêts, aux villages, aux villes même ; qu'on détruisît les chemins, les canaux, et que les bestiaux qu'on ne pourrait pas emmener dans l'intérieur du pays fussent égorgés.

Enfin l'Angleterre, doublement effrayée par les troubles qui, dans ce moment, se renouvelaient en Irlande, fut transformée tout à coup en

un vaste champ de bataille. Les ateliers déserts, les magasins fermés, l'agriculture abandonnée, les prises considérables que les corsaires des puissances alliées de la France faisaient journellement, tout annonçait la ruine prochaine d'une nation dont l'attitude était naguère si menaçante.

Malgré tout l'espoir de succès que Napoléon avait fondé sur son projet de descente en Angleterre, il sentit qu'il était important pour lui de partager l'attention de l'ennemi, et de ne pas concentrer les opérations de la guerre sur un point unique. Il ordonna d'équiper à la fois tous les vaisseaux qui étaient alors à Toulon et à Brest. Le commandement des forces navales qui se trouvaient réunies dans ce dernier port fut confié à l'amiral Truguet, et l'amiral La Touche-Tréville eut celui de la flotte de Toulon. L'empereur ordonna également d'autres armemens à Lorient, ainsi qu'à Rochefort, où plusieurs vaisseaux de ligne avaient été construits, et où quelques autres étaient sur le point d'être lancés.

Le port de Boulogne n'offrait alors qu'un faible havre que formait l'embouchure de la petite rivière de la Liane, qui se trouvait presque à sec à la marée descendante. Il parut d'abord difficile de lui donner une étendue suffisante pour contenir même une partie de la flottille. Le premier dessein de Napoléon fut de créer un port à Wissant, dont la baie, située entre les caps Grinet et Blanez, en face de la rade des Dunes, semblait lui offrir les localités les plus favorables ; mais le temps que ces travaux auraient exigé, et les dépenses énormes qu'ils eussent coûté, le firent changer de résolution, et l'on travailla jour et nuit à l'agrandissement du port de Boulogne.

Bientôt les deux rives furent bordées de quais ; on bâtit des jetées ; on creusa un grand bassin, et l'on établit un pont de service, afin de faciliter la communication entre les deux rives. On construisit un barrage à écluse, qui, en même temps qu'il retiendrait les eaux de la mer dans la Liane, devait servir à conserver des bâtimens à flot, et contribuer à fournir une chasse pour nettoyer le

port. On éleva, sur le musoir qui terminait la jetée de l'ouest, un fort en pierre, qui fut nommé *fort Napoléon*. Afin d'éviter les effets d'un bombardement, on établit en rade une ligne d'embossage, et, pour soutenir cette ligne, on construisit au large de la côte trois forts, qu'on arma comme le fort Napoléon.

La réunion de la flottille se trouva presque complète par l'arrivée de la flottille batave et de quelques divisions venant de l'ouest; l'on pouvait aisément se passer de ceux qui restaient encore à venir, puisqu'un nombre suffisant pour transporter toute l'armée se trouvait renfermé à Boulogne et dans les ports les plus voisins. Ainsi donc Napoléon était en mesure, depuis la fin de juillet 1805, de tenter l'expédition.

Afin de donner ici une idée des moyens préparés pour assurer la descente, ainsi que des chances de succès et des obstacles que présentait cette colossale entreprise, nous commencerons par présenter une espèce d'analyse de l'organisation de la flottille qui, d'après le plan de l'em-

pereur, fut partagée en six grandes divisions.

La première, placée au port d'Etaples, devait transporter les troupes rassemblées au camp de Montreuil, et commandées par le maréchal Ney.

Le port de Boulogne était occupé par les seconde et troisième divisions, qui formaient l'aile droite et l'aile gauche du centre de la flottille. Elles étaient destinées à porter les troupes réunies dans les camps établis à gauche et à droite de ce port, et dont le commandement était confié au maréchal Soult [1].

Vimereux contenait la quatrième division, qui composait l'aile droite de la flottille, et devait

[1] Bonaparte, que nous n'appellerons plus désormais que Napoléon, le lendemain du jour où il fut proclamé empereur (18 mai 1804), avait créé dix-huit maréchaux de l'Empire, dont quatorze choisis parmi les généraux de l'armée active, et quatre parmi ceux qui faisaient partie du Sénat conservateur.

Ces maréchaux étaient Berthier (Alex.), Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Mortier, Ney, Davoust et Bessières; Kellermann, Lefebvre, Pérignon et Serrurier (les quatre derniers, membres du Sénat.)

transporter le corps d'armée du maréchal Lannes, qui était formé de diverses divisions d'infanterie, notamment celles des grenadiers de l'avant-garde et de la réserve.

La cinquième division se composait de la flottille batave, réunie au port d'Ambleteuse, et devait porter les troupes commandées par le maréchal Davoust.

Enfin, la division italienne, et diverses divisions de dragons montés et non montés, qui formaient la réserve, devaient être portées par la sixième division de la flottille qui se trouvait dans le port de Calais.

Chacune des quatre premières divisions navales était partagée en deux parties appelées escadrilles ; chaque escadrille devait embarquer une division de l'armée, qui se composait de quatre régimens de ligne, d'un régiment d'infanterie légère, ainsi que sa cavalerie, son artillerie et ses bagages. L'escadrille était formée de deux sections de bateaux de première espèce ; de deux de seconde, destinés aux quatre régimens de

ligne; de deux sections de péniches qui devaient porter le régiment d'infanterie légère; de deux sections de bâtimens-écuries, l'une pour la cavalerie, et l'autre pour les chevaux d'artillerie; enfin d'une section entière de transports qui devaient contenir les bagages de la portion d'armée embarquée sur l'escadrille.

Le nombre des bâtimens de chaque section de la flottille destinés à transporter un régiment avait été fixé d'après la formation des régimens à cette époque. Ainsi les sections étaient partagées en deux demi-sections destinées aux deux bataillons du régiment; en conséquence, chaque demi-section avait été composée de neuf bâtimens affectés chacun à l'une des neuf compagnies qui formaient alors un bataillon.

On avait eu soin de placer à Boulogne, sur la rive droite du port, les divisions qui devaient porter les régimens du camp de droite, et, par la même raison, sur la rive gauche, celles qui étaient affectées au camp de gauche.

Les bâtimens étaient rangés par files de neuf,

dont chacune formait par conséquent une demi-section.

Sur le quai, vis-à-vis le centre de chaque escadrille, on voyait un poteau portant cette inscription : *escadrille, division* N. ; vis-à-vis l'intervalle qui séparait les deux divisions de même espèce, une autre inscription portait : *brigade* N. ; et vis-à-vis l'espace laissé entre les deux files de bâtimens de chaque division : *régiment de ligne* ou d'*infanterie légère*. On doit penser qu'avec de telles précautions toute espèce de confusion devenait impossible.

Un des moyens les plus certains pour assurer le succès d'une descente générale ou partielle de la flottille était de ne placer sur les transports que le gros matériel et les bagages d'armée. Quant aux vivres, aux munitions, et aux outils de campemens nécessaires aux troupes embarquées, tous ces objets devaient être placés sur les bâtimens de guerre destinés au passage des corps, afin qu'en débarquant, quel que fût le nombre des troupes, elles se trouvassent tou-

jours en état d'agir sans être obligées d'attendre d'autres bâtimens. On avait pris également des mesures pour que l'embarquement des hommes et des chevaux s'effectuât le plus promptement possible au moment du départ.

A l'heure indiquée pour l'embarquement, les troupes devaient arriver en colonnes serrées, la droite ou la gauche en tête suivant la position des quais; lorsque les colonnes s'arrêtaient, la tête de chaque bataillon se trouvait présentée vis-à-vis la file de bateaux qui lui était destinée; la compagnie de grenadiers traversait toute cette file pour se rendre au bâtiment le plus au large; la compagnie de fusiliers s'arrêtait sur le bâtiment le plus voisin de celui-ci, et ainsi de suite jusqu'à la dernière compagnie du bataillon qui se trouvait occuper le bateau le plus près du quai. Les chevaux devaient être hissés à bord des bateaux, avec le même ordre et la même célérité.

Voulant s'assurer positivement du degré de promptitude qu'il était possible d'apporter à cette grande opération, l'empereur la fit exécuter deux

fois en sa présence; et quoique les troupes occupassent des camps dont l'extrémité était éloignée de plus de dix-huit cents toises du point d'embarquement, une heure et demie après la générale battue, hommes et chevaux, tout était embarqué. A chacune de ces épreuves, les troupes avaient montré l'enthousiasme dont elles étaient animées pour leur chef, et le désir ardent qu'elles éprouvaient d'aborder sur les rives d'Angleterre.

Mais d'autres événemens se préparaient sur le continent, et la nouvelle coalition, formée par l'or des Anglais, devait bientôt forcer l'empereur d'abandonner des lieux d'où il excitait l'admiration des Français et faisait trembler la Grande-Bretagne.

Bien que la certitude de cette nouvelle coalition dût contrarier le projet de descente, une circonstance non moins importante la rendait presque impossible, ou devait en ajourner l'exécution.

L'empereur s'était long-temps flatté que les bateaux de la flottille, tels qu'on les avait cons-

truits et armés, pourraient se passer du secours d'une force navale composée de bâtimens de haut bord pour opérer leur débarquement. La facilité avec laquelle la réunion de la flottille s'était effectuée, avait contribué à l'entretenir dans cette erreur; mais les avantages qu'elle avait remportés contre les croisières anglaises étaient dus en partie à la protection des batteries des côtes, et de l'artillerie mobile qui la suivait sur la plage; alors le fort calibre des canons des bateaux, et leur faible tirant d'eau, qui leur permettait de naviguer sur les bas fonds, loin desquels les bâtimens anglais étaient forcés de se tenir, offraient de grands avantages. Mais la chance devenait bien différente au large de toute terre, c'est-à-dire pendant la traversée. Outre le danger que la flottille eût couru d'être submergée pendant un gros temps, il lui eût été aussi impossible de combattre dans sa marche, que d'atteindre une côte battue par des lames assez fortes pour briser les bâtimens en peu d'instans.

Par un calme parfait et à l'aide de leurs avi-

rons, ils auraient pu à la vérité passer à la vue des bâtimens de haut bord devenus immobiles; mais la moindre brise pouvait rendre à ces bâtimens la faculté de se mouvoir, et sans un calme plat de douze heures au moins, chose impossible dans le canal de la Manche, la flottille ne pouvait espérer d'opérer la descente. Napoléon ne reconnut donc que deux moyens de la faire arriver sur les côtes d'Angleterre; c'était de forcer le passage ou bien de le surprendre. Le premier fut encore reconnu impraticable, et le second ne parut pas plus facile. Les localités présentaient à cet égard des obstacles insurmontables, et la chance la plus heureuse qu'on eût pu désirer était l'absence totale des bâtimens de guerre dans le canal de la Manche. L'empereur sentit donc la nécessité de combiner la sortie de la flottille avec l'arrivée, dans le fond de la Manche, d'une force navale française supérieure à celle qui resterait dans ces parages aux Anglais.

Des escadres plus ou moins considérables, dans les ports de Toulon, de Cadix, du Férol,

de Rochefort, de Brest, du Texel, étaient alors à la disposition de la France. L'intention de Napoléon était de les faire arriver toutes ensemble dans la Manche, au moment où il aurait habilement forcé les Anglais à éloigner de l'Europe la presque totalité de leurs forces navales. Ce plan fut mis à exécution; mais les suites fatales du combat de Trafalgar, et le projet d'invasion de la Bavière par les Autrichiens, que l'empereur apprit coup sur coup, détruisirent tout l'espoir qu'il avait conçu, et lui firent prendre une prompte et vigoureuse résolution. Il quitta sur-le-champ Boulogne; l'armée reçut l'ordre de se porter sur le Rhin; la flottille fut désarmée, et les marins qui la montaient, transformés tout à coup en soldats, demeurèrent chargés d'entretenir et de défendre cet immense matériel d'une expédition qu'ils espéraient pourtant bientôt recommencer.

CHAPITRE V.

Rupture de l'Autriche.

(1805.)

Alors que la France entière admirait et secondait de tout son pouvoir les efforts que Napoléon faisait journellement pour accélérer l'exécution de sa grande entreprise, et que les cabinets des puissances alliées protestaient de leurs intentions pacifiques, les souverains de la Russie et de l'Autriche signaient secrètement une nouvelle coalition, conçue, payée, et organisée par le célèbre Pitt.

Le premier soin de l'empereur, en revenant

d'Italie, où il avait été prendre possession d'un nouveau trône, élevé sur les ruines d'une autre république, fut de faire sonder pour la dernière fois les intentions secrètes du souverain de l'Autriche, dont il croyait avoir quelque raison de se méfier. A cette époque le cabinet de Vienne s'empressa de donner à celui de Saint-Cloud l'assurance que le monarque autrichien n'aspirait qu'au maintien de la paix, et que ce prince en avait fourni la plus grande preuve en n'apportant aucun obstacle à l'érection de la république italienne en royaume, quoiqu'une couronne de plus sur la tête du souverain de la France dût exciter la jalousie et éveiller les soupçons des autres potentats de l'Europe. Ayant déjà acquis la certitude des préparatifs hostiles qui se faisaient en Autriche, Napoléon ne pouvait se fier à un tel langage : trop de récens souvenirs déposaient de la mauvaise foi du cabinet de Vienne, habitué à se jouer des traités; mais l'empereur espérait avoir assez de temps pour augmenter, et rendre plus désastreuse encore pour le commerce

de l'Angleterre, la consternation causée par les démonstrations menaçantes du camp de Boulogne.

Ce fut donc dans la saison la plus favorable de l'année pour tenter la descente, et au moment où, tous les bâtimens étant réunis, les matelots et les soldats demandaient à grands cris à être transportés sur la plage ennemie, que l'empereur apprit les fâcheuses nouvelles dont nous avons fait mention plus haut, et qui l'obligèrent à quitter aussitôt le théâtre de ces immenses préparatifs.

Arrivé à Paris le 4 septembre, Napoléon n'avait point encore connaissance de la proclamation que l'empereur d'Allemagne venait d'adresser à son armée ; il savait seulement que les troupes autrichiennes étaient en marche sur l'Inn, le Tyrol et sur les rives de l'Adige ; mais lorsqu'il apprit tout à coup l'invasion de la Bavière par l'armée du général Mack, il fit aussitôt remettre, par le ministre Talleyrand, à M. de Cobentzel, qui était encore à Paris, une note portant qu'au-

cune proposition ne serait entendue, et qu'aucune négociation ne pourrait avoir lieu avant que la Bavière eût été évacuée par les troupes autrichiennes, et qu'elles fussent rentrées sur leur territoire.

L'ambassadeur autrichien, qui avait ordre de parler ouvertement, répondit que la ferme intention de l'empereur son maître était de se maintenir en Bavière et d'étendre son armée sur le Lech. C'était, ajoutait-il, un faible dédommagement des usurpations que le souverain des Français avait faites en Italie; il annonçait en même temps que trois corps d'armée russes étaient sur le point d'entrer en Allemagne, pour soutenir les justes prétentions de l'Autriche; et que si la France voulait conserver la paix, il fallait qu'elle acceptât les propositions qui lui avaient été faites précédemment.

Cette note, qui équivalait à une formelle déclaration de guerre, fut remise le 17 septembre; et l'empereur, qui avait fort à propos donné l'ordre à tous les corps de la grande armée de

quitter leurs camps et de s'avancer à marche forcée sur le Rhin, fit connaître l'intention dans laquelle il était de marcher à la tête de ses légions; mais, pour prouver à la France qu'il n'avait point provoqué cette nouvelle guerre, il chargea son ministre des relations extérieures d'exposer toutes les démarches qu'il avait faites pour conserver la paix. En conséquence, une séance extraordinaire du Sénat fut convoquée le 23 septembre, et Napoléon en fit l'ouverture par le discours suivant :

« Sénateurs,

» Dans les circonstances présentes de l'Eu-
» rope, j'éprouve le besoin de me trouver au mi-
» lieu de vous, et de vous faire connaître mes
» sentimens.

» Je vais quitter ma capitale pour me mettre à
» la tête de l'armée, porter un prompt secours à
» mes alliés, et défendre les intérêts les plus
» chers de mes peuples.

» Les vœux des éternels ennemis du continent » sont accomplis : la guerre a commencé au mi- » lieu de l'Allemagne ; l'Autriche et la Russie se » sont réunies à l'Angleterre, et notre généra- » tion est entraînée de nouveau dans toutes les » calamités de la guerre. Il y a peu de jours j'es- » pérais encore que la paix ne serait point trou- » blée ; les menaces et les outrages m'avaient » trouvé impassible ; mais l'armée autrichienne » a passé l'Inn, Munich est envahi, l'électeur de » Bavière est chassé de sa capitale ; toutes mes » espérances se sont évanouies.

» C'est dans cet instant que s'est dévoilée la » méchanceté des ennemis du continent : ils crai- » gnaient encore la manifestation de mon amour » pour la paix ; ils craignaient que l'Autriche, » à l'aspect du gouffre qu'ils avaient creusé sous » ses pas, ne revînt à des sentimens de justice » et de modération : ils l'ont précipitée dans la » guerre ; je gémis encore du sang qu'il va en » coûter à l'Europe, mais le nom français en » obtiendra un nouveau lustre.

» Sénateurs, quand, à votre vœu, à la voix du
» peuple français tout entier, j'ai placé sur ma
» tête la couronne impériale, j'ai reçu de vous,
» de tous les citoyens l'engagement de la main-
» tenir pure et sans tache. Mon peuple m'a donné,
» dans toutes les circonstances, des preuves de
» sa confiance et de son amour; il volera sous les
» drapeaux de son empereur et de son armée,
» qui, dans peu de jours, auront dépassé les
» frontières.

» Magistrats, soldats, citoyens, tous veulent
» maintenir la patrie hors de l'influence de l'An-
» gleterre, qui, si elle prévalait, ne nous accor-
» derait qu'une paix environnée d'ignominie et
» de honte, et dont les principales conditions
» seraient la perte de nos flottes, le comblement
» de nos ports et l'anéantissement de notre in-
» dustrie.

» Toutes les promesses que j'ai faites au peuple
» français, je les ai tenues : le peuple français
» à son tour n'a pris aucun engagement avec moi
» qu'il n'ait surpassé. Dans cette circonstance si

» importante pour sa gloire et pour la mienne, » il continuera à mériter le nom de grand peuple » dont je le saluerai au milieu des champs de ba- » taille.

» Français, votre empereur fera son devoir, » mes soldats feront le leur, vous ferez le vôtre. »

M. de Talleyrand exposa au sénat la conduite que le gouvernement français avait tenue envers l'Autriche. Les conseillers d'Etat, Regnault (de Saint-Jean-d'Angely) et de Ségur, firent chacun un rapport, l'un tendant à obtenir une levée de quatre-vingt mille hommes sur la conscription de 1806, l'autre relatif à une autorisation demandée au gouvernement pour organiser la garde nationale de l'empire, de manière à la pouvoir utiliser au besoin. Ces demandes étaient d'autant plus justes, cette fois, que la France était attaquée pour ainsi dire à l'improviste par les deux plus fortes puissances du continent, et qu'elle se voyait obligée de dégarnir entièrement ses côtes pour opposer à temps une digue à ses nouveaux ennemis, et

qu'il était urgent de remplacer au même moment les corps qui devaient agir au-delà du Rhin. Ce dernier motif fit provoquer encore deux nouveaux sénatus-consultes : dans le premier, le sénat vota la mise en activité des conscrits de 1801, 1802, 1803, 1804 et 1805; par le second, tous les officiers, sous-officiers et soldats retirés eurent la faculté de reprendre du service.

Conformément aux dispositions de l'un des premiers sénatus-consultes, les gardes nationales des départemens du Léman, du Jura, du Doubs, du Haut et Bas-Rhin, du Mont-Tonnerre, de Rhin-et-Moselle, de la Roër, de la Lys, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme, furent organisées, par Napoléon, en cohortes et légions dites sédentaires, et chargées exclusivement de la défense des places et du territoire de ces mêmes départemens. Ces corps ne devaient, sous aucun prétexte, être appelés au-delà des frontières.

Le général sénateur Aboville fut chargé de l'organisation et du commandement dans les départemens du Doubs, du Jura et du Léman; le

maréchal Kellermann eut sous sa direction les cohortes du Haut et Bas-Rhin ; le maréchal Lefèvre, celles de la Roër, de Rhin-et-Moselle et du Mont-Tonnerre ; et le général sénateur Rampon, celles de la Lys, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme.

Le 24 septembre, l'empereur quitta Paris et alla attendre à Strasbourg l'arrivée et la concentration des troupes qui devaient composer la grande armée qu'il devait conduire en Allemagne et commander en personne.

Après s'être emparé de Munich, le général Mack avait fait marcher sur le Haut-Palatinat un corps d'armée qui devait se joindre aux Russes, qui s'avançaient à marche forcée ; et ce général, avec le reste de ses troupes, était venu se déployer en faisant face au Rhin, depuis la pointe méridionale de Wirtemberg jusqu'au lac de Constance. La gauche de l'armée autrichienne, dans cette position, s'appuyait à la droite du corps que le général Auffenberg achevait d'organiser dans le Tyrol. Maîtresse de tous les débouchés de la Fo-

rêt-Noire et des places qui bordaient la vaste ligne qu'elle occupait, ses communications étaient assurées sur tous les points, et elle pouvait encore tirer un grand parti des autres obstacles qu'un terrain coupé par des bois, des montagnes et des rivières opposait à la marche des Français.

Le maréchal Berthier, appelé aux fonctions de major-général de la grande armée, auprès de l'empereur Napoléon, reçut l'ordre de former les divisions réunies sur les côtes, de tracer l'itinéraire des colonnes sur Strasbourg, de presser la remonte de la cavalerie et du train, d'organiser les différens parcs d'artillerie, de diriger vers les frontières du Rhin les dépôts des corps et les détachemens qui étaient dans l'intérieur, et de porter, autant que possible, tous les régimens au complet. Les corps qui se trouvaient dans différentes villes, et qui n'avaient point été désignés pour l'expédition d'Angleterre, reçurent une destination soit pour la grande armée d'Allemagne, soit pour celle d'Italie, où le prince vice-roi devait organiser les divisions de son commandement.

Le maréchal Bernadotte, qui avait remplacé le maréchal Mortier dans le commandement de l'armée de Hanovre, avait eu ordre, dès les premiers jours de septembre, de se tenir prêt à marcher pour venir se lier à la gauche de la grande armée, au moment où elle pénétrait en Allemagne.

Les troupes françaises, réunies dans le camp de Zeist en Hollande, sous le commandement du général Marmont, devaient former un corps, dont la force fût également désignée à ce général, qui reçut en même temps l'ordre de remonter le Rhin, afin de se joindre aux corps nombreux qui marchaient sur l'Autriche.

En quittant l'électorat d'Hanovre, le maréchal Bernadotte devait craindre une difficulté que la prudence et l'adresse pouvaient seules surmonter. Il était important qu'il ménageât la susceptibilité d'un prince qui avait de grands moyens de résistance, et dont les intentions ne paraissaient pas très favorables. Il était surtout essentiel de ne pas engager une seconde lutte sur le territoire allemand, et d'éviter que la Prusse, ainsi

que les Hessois, ses alliés, se joignît à la coalition.

Déjà désignée comme premier corps de la grande armée française, l'armée d'Hanovre fut concentrée le 15 septembre à Munden, sur le Weser. Les divisions bivaquèrent le lendemain à deux lieues de Cassel, sur la lisière de la forêt de Munden.

M. Bignon, envoyé de France à la Cour de Hesse-Cassel, qui jouissait auprès de l'électeur de toute la considération que ses principes et ses talens diplomatiques lui méritèrent dans tous les temps, avait, suivant les instructions de son gouvernement, disposé le ministre de l'électeur à ne pas considérer comme une agression le passage qu'il demandait impérieusement pour les troupes françaises du Hanovre à travers la Hesse.

Un officier supérieur avait été envoyé par le maréchal Bernadotte auprès de l'électeur, afin d'obtenir son prompt assentiment. Toutefois, l'armée était prête à traverser de vive force, s'il était nécessaire, le pays de Hesse-Cassel, en remontant la rive droite de la Fulde par Lichtenau,

afin de gagner la ville de Fulde et la grande route de Wurtzbourg. Par ce mouvement, le maréchal pouvait éviter un engagement sérieux avec les troupes électorales, qui étaient depuis plusieurs jours rassemblées en partie à Cassel, dans ses environs et sur la rive gauche du Weser. La prudence était d'autant plus nécessaire, que ces troupes, excitées par la noblesse du pays, ennemie déclarée de la France, manifestaient des intentions hostiles.

Quoique initié aux intrigues secrètes de l'Angleterre avec la cour de Berlin, l'électeur n'avait point encore reçu du cabinet prussien des instructions telles qu'il les eût désirées, et sentit qu'il serait peut-être imprudent d'attirer d'abord sur lui seul une guerre qui, près d'éclater, pouvait exposer son pays à des ravages qu'il n'eût plus été en son pouvoir d'arrêter. Il fit en conséquence répondre au maréchal Bernadotte qu'il consentait au passage des troupes françaises dans ses États, bien persuadé que leur chef, dont la loyauté lui était connue, ferait toutes les dispo-

sitions nécessaires pour que l'ordre et l'harmonie ne fussent point troublés entre les soldats français et les sujets hessois ; que lui-même prendrait toutes les précautions que les circonstances exigeaient ; que le maréchal pouvait envoyer à l'instant à Hesse-Cassel un officier, muni de ses ordres, pour les arrangemens à prendre dans la journée même, et que le lendemain il pourrait commencer à effectuer son passage.

Il fut facile de reconnaître, dans cette réponse satisfaisante, l'influence du ministre de France Bignon, et les démarches actives qu'il avait faites pour la provoquer. Le général Léopold Berthier, chef d'état-major du maréchal, fut envoyé à l'instant même à l'électeur, qui se trouvait alors à son château de Wilhemsoë. Le général français, après une première entrevue avec S. A., régla et arrêta, dans une conférence avec les ministres, la marche de l'armée française, par Marburg et Giessen, en s'étendant autant que les localités le permettraient, pour ne laisser par gîte qu'une brigade de trois mille hommes au plus. L'armée entière

devant traverser Cassel, dans la journée du 17 septembre, il fut arrêté que les moyens de transport, ainsi que les vivres dont les troupes pourraient avoir besoin, seraient payés comptant. La commission des subsistances que les États du Hanovre avaient placée à la suite de l'armée, en vertu d'arrangemens faits avec le maréchal Bernadotte, s'empressa de remplir ponctuellement cette condition.

L'ordre et la discipline qu'on pouvait espérer de soldats ennemis furent observés scrupuleusement dans le mouvement de l'armée française à travers l'électorat.

La division de cavalerie commandée par le général Kellermann, les deux divisions d'infanterie sous les ordres des généraux Drouet et Rivaud, et l'artillerie sous ceux du général Éblé, traversèrent la ville de Cassel, en passant dans les rangs de la garde, et d'une partie des troupes de l'électeur, qui étaient sous les armes, et qui ne pouvaient s'empêcher d'admirer la belle tenue des braves dont ils connaissaient les exploits, et

qui semblaient marcher à de nouveaux succès.

Les trois divisions prirent position le 21 septembre dans le pays de Darmstadt, le parc d'artillerie et l'arrière-garde restèrent à une marche en arrière, et toute l'armée se trouva réunie devant Wurtzbourg le 30.

A peu près à la même époque, le général Marmont, qui avait remonté la rive gauche du Rhin, arriva à Mayence avec le corps d'armée stationné jusqu'alors en Hollande. Il devait se diriger ensuite sur Wurtzbourg, pour se joindre, ainsi que nous le verrons bientôt, à l'armée bavaroise et au corps du maréchal Bernadotte.

Du 20 au 26 septembre on vit arriver successivement sur le Rhin les diverses colonnes des autres corps de la grande armée, formés des troupes qui avaient campé sur les côtes de l'Océan; ces corps étaient commandés par les maréchaux Lannes, Ney, Davoust et Soult. La réserve de cavalerie était commandée par le maréchal prince Murat. Avant de passer le fleuve, toutes ces troupes occupèrent une ligne dont l'extrémité droite était à

Strasbourg, le centre à Spire et la gauche à Mayence.

Cinq divisions de carabiniers, cuirassiers et dragons composaient la réserve de cavalerie; elles étaient commandées par les généraux Walther, Beaumont, Klein, d'Haupoult et Nansouty.

Cette réserve passa le Rhin le 25 septembre à Kehl, et resta quelques jours en position devant les débouchés de la Forêt-Noire. Elle devait, par les mouvemens fréquens de ses patrouilles sur la ligne des postes ennemis, faire croire que l'intention de Napoléon était de pénétrer par ces débouchés. Le but de l'empereur était d'attirer sur ce point toute l'attention du général Mack.

La belle division de grenadiers, commandée par le général Oudinot, et une autre division d'infanterie aux ordres du général Suchet, composant toutes deux le corps du maréchal Lannes, passèrent également le Rhin à Kehl le 25 septembre. Elles firent halte pendant la nuit aux environs de Radstadt, et s'avancèrent le lendemain sur Ludwigsburg.

Le corps du maréchal Ney, qui se composait des divisions d'infanterie, commandées par les généraux Malher, Loison et Dupont, d'une division de dragons à pied aux ordres du général Baraguey-d'Hilliers, traversa le fleuve le 26 sur un pont jeté sur Durlach, et se porta sur Stuttgard.

Le corps du maréchal Soult effectua son passage à Spire; il était composé des divisions Saint-Hilaire, Legrand et Vandamme.

Le corps du maréchal Davoust, qui se composait des divisions Boursier, Friant et Gudin, passa aussi le Rhin le 26 à Manheim, et se porta, par Heildelberg et Neker-Eltz, sur le Neker.

Enfin, le corps sous les ordres du général Marmont, que nous avions laissé à Mayence, y passa le Rhin, vis-à-vis Cassel, traversa Francfort et le pont du Mayn, se dirigea sur Wurtzbourg par Offenbach et Séligenstadt.

Les négociations entamées à la cour de Bavière par Napoléon, et dont l'objet était que l'armée bavaroise fût mise à sa disposition, étant termi-

nées suivant ses vœux, le maréchal Bernadotte, qui établit son quartier-général à Wurtzbourg le 28 septembre, reçut, du ministre bavarois, l'avis officiel que les troupes électorales, commandées par les lieutenans-généraux de Wrede et Deroi, allaient être mises sous ses ordres. Le maréchal Berthier, major-général de la grande armée, envoya dans le même temps, par un de ses aides-de-camp, à Bernadotte, l'ordre de réunir les divisions bavaroises à l'armée de Hanovre, sous la dénomination commune de premier corps de la grande armée. Le maréchal marcha aussitôt sur Wurtzbourg pour opérer cette réunion, en faisant remonter la Rednitz aux troupes bavaroises qui se trouvaient sur cette rivière, par Forcheim et Nuremberg, tandis que les divisions françaises, qui étaient stationnées aux environs de Wurtzbourg, se dirigeraient par Offenheim, Anspach et Guzen-Hausen. Elles devaient être suivies, dans la même direction, par le corps du général Marmont, qui avait fait sa jonction avec celui du maréchal Bernadotte.

Le 27 septembre, pendant que tous les corps d'armées se dirigeaient sur les divers points qui leur avait été assignés, Napoléon arriva à Strasbourg, où il séjourna jusqu'au premier octobre; il y passa lui-même le fleuve à Kehl, après avoir fait traverser le Rhin au grand parc d'artillerie qu'il dirigea sur Heilbron, à peu près au centre de la ligne d'opération. Il coucha le même jour à Ettlingen. L'électeur et les princes de Bade, qui vinrent à sa rencontre, s'empressèrent de lui témoigner leur gratitude, et le proclamèrent leur libérateur.

Il se rendit le lendemain à Luwigsburg, résidence de l'électeur duc de Wurtemberg; il y fut reçu avec les mêmes honneurs et les mêmes expressions de reconnaissance que la veille à Ettlingen.

Nous croyons devoir rapporter ici la proclamation que Napoléon avait fait mettre à l'ordre de l'armée avant de passer le Rhin.

« Soldats!

» La guerre de la troisième coalition est com-
» mencée; l'armée autrichienne a passé l'Inn,
» violé les traités, attaqué et chassé de sa capi-
» tale notre allié... Vous-mêmes vous avez dû
» accourir à marches forcées à la défense de nos
» frontières; mais déjà vous avez passé le Rhin...
» Nous ne nous arrêterons plus que nous n'ayons
» assuré l'indépendance du corps germanique,
» secouru nos alliés et confondu l'orgueil de nos
» injustes agresseurs. Nous ne ferons plus de
» paix sans garantie, notre générosité ne trom-
» pera plus notre politique.

» Soldats! votre empereur est au milieu de
» vous; vous n'êtes que l'avant-garde du grand
» peuple : s'il est nécessaire, il se lèvera tout
» entier à ma voix pour confondre et dissoudre
» cette nouvelle ligue qu'ont tissue la haine et l'or
» de l'Angleterre.

» Mais, soldats, nous aurons des marches for-

» cées à faire, des fatigues, des privations de » de toute espèce à endurer; quelques obstacles » qu'on nous oppose, nous les vaincrons, et nous » ne prendrons pas de repos que nous n'ayons » planté nos aigles sur le territoire de nos en- » nemis. »

La proclamation suivante fut en même temps adressée aux soldats de l'électeur.

« Soldats Bavarois!

» Je viens me mettre à la tête de mon armée » pour délivrer votre patrie de la plus injuste » agression.

» La maison d'Autriche veut détruire votre » indépendance, et vous incorporer à ses vastes » Etats; vous serez fidèles à la mémoire de vos » ancêtres, qui, quelquefois opprimés, ne furent » jamais abattus, et conservèrent toujours cette » indépendance, cette existence politique qui sont » les premiers biens des nations, comme la fidé-

» lité à la maison palatine est le premier de vos » devoirs.

» En bon allié de votre souverain, j'ai été » touché des marques d'amour que vous lui avez » données dans cette circonstance importante. Je » connais votre bravoure : je me flatte qu'après » notre première bataille, je pourrai dire à votre » prince et à mon peuple que vous êtes dignes » de combattre dans les rangs de la grande » armée. »

Napoléon se trouvait à la tête d'une armée de cent soixante mille hommes, presque tous vieux soldats qui avaient illustré les armes de la République sur tant de champs de bataille; il était suivi de ses compagnons de Lodi, d'Arcole, de Marengo, et de l'élite de ces chefs intrépides qui avaient commencé sous lui l'apprentissage de la guerre, ou qui, dépassés par ce jeune général dans la carrière de la gloire, reconnaissaient en lui leur maître. C'était partout la même émulation de zèle, de dévouement et d'admiration; enfin Napoléon s'empare du théâtre qui a manqué

jusqu'ici à ses talens; il est entré dans cette Allemagne, où le vainqueur de Hohenlinden, le rival de Bonaparte, le célèbre Moreau a laissé des traces si glorieuses. Combien de fois les trophées de l'autre Miltiade, le bruit de cette gloire qui avait retenti jusque dans les murs de Vienne épouvantée, n'ont-ils pas troublé le sommeil du général devenu empereur? Car à l'époque récente d'un procès tristement fameux, la réputation seule de Moreau l'a protégé contre une ambition haineuse, contre toute la colère du despotisme ombrageux qui commence, et plus d'un parallèle entre les deux renommées a pu opposer le Rhin à l'Adige, et l'éclat des campagnes d'Allemagne aux brillans triomphes d'Italie. Napoléon va enfin répondre à ses critiques et à ses détracteurs, et deux grandes puissances viennent au devant de lui pour subir cette terrible épreuve!

CHAPITRE VI.

Combat de Wertingen. — Prise d'Ulm.

(1805.)

Avant de commencer ses opérations militaires, Napoléon, qui redoutait les dispositions équivoques du cabinet de Berlin, avait, le jour même où les mouvemens hostiles de l'Autriche et l'invasion de la Bavière lui avaient été connus, chargé le grand maréchal du palais, le général Duroc, de s'assurer à Berlin de la neutralité du roi de Prusse. Ce prince, en butte aux suggestions des diplomaties russe et anglaise, se trouvait placé dans une position embarrassante; pressé entre

tant de soldats qui s'avançaient pour vider une aussi grande querelle, il lui était difficile d'échapper aux conséquences de la guerre, et peut-être alors mieux conseillé, eût-il uni ses drapeaux à ceux de l'Autriche et de la Russie, en entrant dans la coalition des cabinets de Londres, de Pétersbourg et de Stockolm. Mais il temporisa lorsqu'il eût fallu agir; il eut recours à la mauvaise foi, et quelques jours s'étaient à peine écoulés depuis cette promesse de neutralité armée, qu'elle était démentie par un traité d'alliance offensive et défensive juré solennellement entre le souverain de la Prusse et l'autocrate de la Russie, sur la tombe même du grand Frédéric à Postdam; étrange conduite, qui sanctionnait la déloyauté par une insulte aux cendres d'un grand homme!

Cependant, le signal des combats est donné: les corps d'armée s'ébranlent; mais quel est le général que l'Autriche oppose au génie de Napoléon? C'est le général Mack, fameux par sa jactance et ses revers, Mack, dont Pichegru, Macdonald et Championnet, n'ont éprouvé que

l'inhabileté pusillanime. Cet élève de Lascy et de Laudon n'a jusqu'ici marqué les pas de sa carrière militaire que par des fautes : prisonnier de guerre, et libre sur parole à Paris, en 1800, il a manqué à l'honneur en s'évadant furtivement de la capitale, et le premier consul s'est vengé de cette infraction à la loi la plus sacrée, en lui renvoyant ses effets, ses chevaux et ses équipages; de retour à Vienne, il a trouvé moyen de faire excuser ses fautes, et plus habile dans l'art de l'intrigue que dans celui de la guerre, il a persuadé au conseil aulique que seul il peut rendre à la maison de Lorraine son ancienne prépondérance. Les vieux généraux de l'Autriche voient préférer à leur expérience la forfanterie du vaincu de Tournay et de Naples, du fugitif de Paris. Mack a juré à son souverain qu'il aurait bon marché de l'armée française et de son chef, et ce n'est pas sans surprise que Napoléon voit reparaître ce général à la tête des forces militaires de l'Autriche.

Mack s'est à peine trouvé en face de son en-

nemi, que déjà sa tactique est en défaut, il a pris le change sur la direction que l'empereur a donnée aux différens corps de son armée, et considérant comme un piége qu'on lui tendait les démonstrations de la cavalerie du maréchal Murat, vis-à-vis les débouchés de la Forêt-Noire, il ordonne quelques autres mouvemens; mais ne pouvant plus douter qu'afin d'éviter les montagnes Noires et la ligne des rivières parallèles qui se jettent dans la vallée du Danube, l'intention de l'empereur des Français ne soit de se porter sur ce fleuve, le général autrichien opère subitement un changement de front dans sa ligne. Cependant, incertain sur le point où son adversaire se propose de commencer son attaque, et ne pouvant toutefois saisir l'ensemble des vastes combinaisons de ce génie supérieur, il fait concentrer ses troupes dans les environs d'Ulm, de Stockach et de Memingen, et prend les mêmes positions où, cinq ans avant, les deux armées française et autrichienne s'étaient signalées par les plus savantes manœuvres.

Après avoir renforcé le corps d'armée établi sur la rive gauche du Danube, sous les ordres du général Kienmayer, il passe lui-même ce fleuve, pendant que l'armée française continue son grand mouvement, et que la gauche, composée des corps du maréchal Bernadotte, du général Marmont et de l'armée bavaroise, s'est mise en marche les 1er et 2 octobre pour se réunir à Weissenbourg.

Le maréchal Davoust, parti de Necker-Eltz, suivait la route de Meckmul, Ingelfingen, Chreishheim, Dinkelspuhl, Frembdingen, Œttingen et Haarbourg.

Le maréchal Soult s'était mis en marche d'Heilbron, et s'avançait sur le Danube par Œttingen, Hall, Gaildorf, Abst-Gmundt, Œalen et Nordlingen.

Le maréchal Ney, venant de Stuttgard, prenait la route d'Esslingen, Goppingen, Weissenstein, Heydenheim et Naltheim.

Le maréchal Lannes avait quitté Ludwisburg, et suivait la route de Bentalsbach, Plu-

dershausen, Gemund, Aalen et Nordlingen.

Ayant commencé son changement de direction au passage du Rhin, l'armée le continuait par un mouvement circulaire de conversion, dont la droite était le pivot. Chaque partie de la ligne parcourait son rayon, et venait faire face au Danube par cette seule manœuvre. Après avoir traversé une partie de la Souabe et de la Franconie, elle se trouvait portée en Bavière par une marche de quelques jours, et profitait de tous les avantages que les grandes plaines de cette contrée peuvent offrir; et, ayant évité les montagnes et les obstacles de la Forêt Noire, arrivait sur les derrières de l'armée ennemie qui, tournée et prise à revers, se trouvait dans une position dont il lui était presque impossible de sortir.

D'après la grande marche qu'elle venait de faire, l'armée française, au 6 octobre, était disposée de la manière suivante :

La cavalerie du prince Murat bordait le Danube; le maréchal Lannes était à Neresheim;

le maréchal Ney à Kossingen ; le maréchal Soult, maître du pont de Munster, était aux portes de Donawerth ; le corps du maréchal Davoust à OEttingen, à cheval sur la Wernitz ; et le corps du maréchal Bernadotte et l'armée bavaroise réunis étaient en position à Weissenbourg.

Par cette marche savante, l'empereur avait évité d'avoir en flanc les débouchés du Tyrol, inconvénient qu'il n'aurait pu éviter s'il eût suivi le système d'opérations dont les apparences causèrent l'erreur du général Mack.

Dès les premiers jours d'octobre, le corps autrichien du feld-maréchal-lieutenant comte Giulay, s'était réuni à Ulm ; et pendant la nuit du 4 au 5, le comte de Klenau arriva dans cette ville avec plusieurs régimens du corps d'avant-garde, et plus de six mille hommes que le général Mack faisait revenir en toute hâte des gorges de la Forêt-Noire et des bords de l'Iller.

Le général autrichien, entièrement dérouté par l'apparition subite de l'armée française sur ses derrières, perdit le seul instant qui lui res-

tait pour opérer un mouvement sur toute l'étendue de sa ligne, qui, facilitant le développement de ses troupes, l'aurait placé en bataille vis-à-vis de l'armée française, aurait favorisé sa jonction avec les troupes russes en marche vers le Danube, et lui aurait ménagé ses communications avec le Tyrol.

Le 6, à huit heures du soir, la deuxième division du corps du maréchal Soult, commandée par le général Vandamne, étant arrivée à Donnawerth, eut l'honneur de se mesurer la première avec l'armée autrichienne. Elle culbuta le régiment de Colloredo, qui défendait le pont de la ville, tua une soixantaine d'hommes, et fit cent cinquante prisonniers. Après avoir fait réparer le pont, le maréchal Soult le traversa avec les deux divisions Vandamne et Legrand, pour se porter sur Augsbourg. Pendant ce temps, la division du général Saint-Hilaire remontait le Danube par la rive gauche, afin d'observer le mouvement des troupes ennemies qui étaient réunies autour d'Ulm; cette division de-

vait ensuite se rabattre dans la même direction que les deux premières divisions.

Le 7 au matin, le prince Murat arriva à Donnawerth avec la division de dragons commandée par le général Walter; il traversa le fleuve pour se porter rapidement sur le Lech.

Pour s'emparer d'un pont situé sur la route de Rain, et gardé par un régiment de cuirassiers autrichiens, le colonel Wathier, à la tête de deux cents dragons du quatrième régiment, traversa cette rivière à la nage, chargea le régiment ennemi avec impétuosité, et resta maître du pont.

Le maréchal Murat, qui avait couché à Rain, se mit en route le 8 à la tête des divisions de dragons des généraux Beaumont et Klein, et de celle du général Nansouty composée d'une brigade de carabiniers et d'une brigade de cuirassiers. Le but de cette marche était de couper le chemin d'Ulm à Augsbourg. Murat apprit, à son arrivée à Wertingen, sur la rive gauche de la Zusam, qu'une forte division d'infanterie en-

nemie, composée de douze bataillons de grenadiers, et soutenue par quatre escadrons du régiment d'Albert (cuirassiers), se trouvait aux environs. Il ordonna sur-le-champ une manœuvre pour envelopper ces troupes, et, par suite d'un habile mouvement que fit la division du général Nansouty, toute l'infanterie autrichienne se trouva entourée; mais le général qui commandait cette colonne, arrivant à marche forcée du Tyrol pour renforcer l'armée, vit de sang-froid le danger qui le menaçait, et fit former ses bataillons en un énorme carré, qui fut flanqué à droite et à gauche par deux escadrons de cuirassiers d'Albert. Le combat s'engagea de la manière la plus opiniâtre, et les autrichiens firent une résistance dont la vigueur égala celle de l'attaque.

Le colonel Maupetit, chargeant à la tête de son régiment, fut blessé grièvement; les cuirassiers d'Albert furent assaillis par le premier régiment avec la plus grande impétuosité; le colonel Arrighi eut deux chevaux tués sous lui, et

sans le dévouement et la brillante intrépidité de ses dragons il serait tombé au pouvoir de l'ennemi.

Le colonel Beaumont, commandant le dixième de hussards, en chargeant à la tête de son régiment les cuirassiers autrichiens, fit prisonnier de sa propre main un capitaine de ce corps, et tua plusieurs cavaliers ; enfin, après deux heures d'un combat acharné, les cuirassiers d'Albert furent écrasés, et le carré enfoncé se dispersa.

Après avoir passé le Danube, le corps du maréchal Lannes avait suivi le mouvement de la division du prince Murat ; le général, marchant avec la division des grenadiers d'Oudinot qui faisait tête de colonne, ne put envoyer qu'une seule brigade pour seconder les braves dont nous venons de parler, et la vue de ce renfort avait encore contribué à accélérer la fuite de l'ennemi, qui abandonna dans sa retraite toute son artillerie ; les Français, qui s'étaient emparés de la plus grande partie des drapeaux autrichiens, firent prisonniers deux lieutenans-colonels, six

majors, soixante officiers, et près de quatre mille soldats, et le reste ne dut son salut qu'à un marais qui arrêta la marche de la seconde brigade des grenadiers d'Oudinot, qui, dans l'intention de tourner les fuyards, avait fait marcher sur eux au pas de charge.

Après ce combat, Murat continua son mouvement et se porta sur le village de Zusmers-Hauzen, situé sur la route d'Ulm à Augsbourg. La division Suchet rejoignit celle d'Oudinot; le maréchal Lannes suivit la réserve de cavalerie, et vint prendre position au même village le 9 au soir.

Après avoir établi son quartier-général à Zusmers-Hauzen, l'empereur, qui marchait avec ce corps d'armée, passa en revue les deux divisions d'Oudinot et de Suchet, ainsi que la cavalerie du maréchal Murat. Ce fut dans cette revue que le dragon Marente fut présenté à l'empereur; ce brave militaire, brigadier au quatrième de dragons, quelques momens avant le premier engagement de la cavalerie au pont du Lech, venait

d'être cassé par son capitaine pour une légère faute de discipline. Ce capitaine étant tombé dans la rivière en combattant, était sur le point de perdre la vie, lorsque Marente se précipite dans les flots et le ramène sain et sauf sur la rive.

Lorsque Napoléon, à qui l'on avait fait connaître ce généreux dévouement, lui témoigna sa satisfaction, le brave Marente répondit : « Je n'ai » fait que mon devoir ; mon capitaine m'a puni » parce que j'avais manqué à la discipline ; mais » en m'enlevant mon grade de brigadier, il n'a » pu oublier que j'avais toujours été bon soldat. » L'empereur lui donna l'étoile de la Légion-d'Honneur et le fit maréchal-des-logis.

Le chef d'escadron Excelmans, aide-de-camp du prince Murat, ayant apporté dans la même matinée les drapeaux pris au combat de Wertingen, l'empereur lui dit : « Je sais qu'on ne peut » être plus brave que vous ; je vous fais officier » de la Légion-d'Honneur. » Napoléon donna également la décoration d'honneur à un dragon de chaque régiment, et tous reçurent l'assurance de

sa satisfaction. Il récompensa de la même manière les grenadiers d'Oudinot, et les complimenta sur leur courage et leur belle tenue.

Après avoir manœuvré les 7 et 8 octobre avec la division Legrand, le maréchal Soult rejoignit celle de Vandamne, pour marcher avec elle sur Augsbourg, par la rive droite du Lech, en même temps que le général Saint-Hilaire s'y portait par la rive gauche. En passant par Aichach, le maréchal retrouva les débris de la colonne autrichienne qui avait été défaite à Wertingen; il les chassa de ce village, et le 9 il entra à Augsbourg.

Les difficultés du terrain ayant arrêté le maréchal Davoust dans sa marche, il n'était arrivé que le 8 octobre à Neubourg; et les trois divisions de ce corps remplacèrent, dans la soirée du lendemain, les troupes du maréchal Soult à Aichach. Après avoir passé le Danube, le général Marmont se porta sur le même point avec les divisions Boudet et Grouchy; et le général Dumonceau, qui commandait la division batave, prit position entre Aichach et Augsbourg. Les

divisions bavaroises Deroi et de Wrède, ainsi que le corps d'armée du maréchal Bernadotte, arrivèrent à Eischstadt le 10, et prirent ensuite position à Ingolstadt. Le maréchal Bessières, qui commandait la garde impériale, se rendit à Augsbourg, ainsi que la division de cuirassiers du général d'Hautpoult. Ces divers mouvemens, exécutés avec autant d'ensemble que de rapidité, préparaient infailliblement la défaite totale de l'armée autrichienne en Souabe.

Douze régimens détachés de l'armée autrichienne d'Italie étaient en marche pour renforcer celle d'Allemagne. L'empereur en avait été instruit; il fut également informé de l'entrée du premier corps d'armée russe en Moravie. Le gouvernement prussien, qui n'osait point encore lever le masque, n'avait point permis que ces troupes passassent sur son territoire, et elles avaient été obligées de faire un long détour. Mais ces nouvelles ne pouvaient plus causer d'inquiétude, et les savantes manœuvres qui venaient d'être si bien exécutées, indiquaient assez que l'armée

autrichienne était presque entièrement enveloppée, et qu'elle serait réduite avant que les renforts qu'elle attendait fussent arrivés.

Napoléon n'avait point oublié que c'était à son infatigable activité qu'il avait dû ses grands succès en Italie, et, de même que sur ce premier théâtre de sa gloire, il donnait en Allemagne l'exemple de la résignation, de la persévérance et du courage. Jour et nuit à cheval, il était sans cesse au milieu des troupes, et partout où il croyait sa présence nécessaire pour donner l'impulsion; son but principal, en se montrant le témoin continuel de leurs actions, était de persuader aux officiers comme aux soldats qu'il voulait apprécier leurs titres de gloire et leurs droits aux récompenses.

Justement effrayé du premier échec qu'il venait d'éprouver, et des dispositions formidables de la grande armée française, le général Mack avait à la hâte, dans la nuit du 6 au 7 octobre, rassemblé une masse assez considérable de troupes à Guntzbourg; l'ayant encore augmentée pendant la journée du 7, il s'y rendit lui-même avec

l'intention de tenter les chances d'un combat. Le 8, au point du jour, il expédia aux généraux des différens corps, qui se trouvaient au dessus d'Ulm, l'ordre de mettre leurs troupes en marche et de venir le joindre sur-le-champ. Le principal corps de l'armée autrichienne partit le même jour, dans la matinée, de Buchau et de Riedlingen, et descendit le Danube par les deux rives. Une partie du corps d'armée, jusqu'alors posté sur le lac de Constance, reçut en même temps l'ordre de se rapprocher à marches forcées du Danube, et de venir occuper Ulm et ses environs.

La plus grande partie des forces ennemies étant concentrée sur Guntzbourg, l'attaque sur ce point pouvait devenir très sérieuse; car, dans la direction donnée aux différens corps de l'armée française, celui que commandait le maréchal Ney, chargé par l'empereur de marcher sur Ulm, se trouvait très-inférieur en nombre aux troupes qui lui étaient opposées; mais l'intrépide maréchal, que rien ne pouvait intimider, fondit sur le

général Mack à l'instant même où celui-ci se disposait à l'attaquer.

Le corps de ce maréchal était composé, ainsi que nous l'avons dit, des divisions Gazan, Loison, Malher, Dupont, et de la division de dragons à pied du général Baraguey-d'Hilliers : ce corps se trouvait, le 6 octobre, à Kossingen et aux environs; le maréchal avait ensuite remonté le Danube, et, tandis qu'il attaquait avec le gros de ses troupes la position de Grunberg, le général Loison se portait sur Langenau, et le général Malher sur Guntzbourg : malgré la résistance vigoureuse que les Autrichiens opposèrent à ce mouvement offensif, ils furent culbutés sur tous les points. L'archiduc Ferdinand accourut en personne pour défendre Guntzbourg, que le général Malher faisait attaquer par le 59e régiment : le pont fut emporté par les Français, après une longue et vive résistance; les pièces de canon furent enlevées aux ennemis, et Guntzbourg resta au pouvoir des vainqueurs. La France eut à regretter, dans cette glorieuse action, la perte

du colonel Gérard Lacuée, commandant du 50e régiment. Cet officier, qui donnait les plus grandes espérances, était aide-de-camp de Napoléon.

Au même moment, la cavalerie du maréchal Murat marchait sur Burgau, et manœuvrait déjà pour couper la retraite aux ennemis.

Pendant la nuit du 9 au 10, l'archiduc Ferdinand rentra dans Ulm avec un grand nombre d'officiers généraux : il fut bientôt suivi par le général Mack qui, à l'approche de la cavalerie française, avait été forcé d'évacuer, avec le quartier-général autrichien, la petite ville de Burgau.

Dans le combat de Guntzbourg les Français n'avaient eu que six cents hommes tués ou blessés; la perte de l'ennemi s'élevait à plus de deux mille cinq cents hommes tués ou faits prisonniers.

Une partie des communications que l'armée ennemie s'était ménagées avait été coupée par les avantages successifs que les Français venaient de remporter. L'empereur, qui était arrivé le 10 au soir à Augsbourg, songea à lui enlever celles

qui lui restaient encore. Le maréchal Soult reçut à cet effet l'ordre de se porter sur Landsberg. A peine arrivé à cette destination, l'avant-garde française rencontre le régiment de cuirassiers de l'archiduc Ferdinand qui se rendait à Ulm, à marches forcées, avec six pièces de canon. Le vingt-sixième régiment de chasseurs à cheval ayant reçu du maréchal Soult l'ordre d'attaquer ce corps, fondit sur lui avec tant d'impétuosité, qu'il le mit presque aussitôt en pleine déroute, après lui avoir pris un lieutenant-colonel, deux capitaines et cent vingt cavaliers.

Ayant appris que vingt pièces d'artillerie et un grand équipage de pont avaient passé la veille à Lansberg, le maréchal Soult envoya le général Sébastiani avec sa brigade de dragons à la poursuite de ce convoi. Le maréchal, qui s'était porté le lendemain, 12, sur Memingen avec ses trois division, fit investir cette place que le général Mack avait fait fortifier à la hâte, et qui était défendue par une garnison assez forte et un certain nombre de bouches à feu. Mais, après vingt-quatre heures

d'investissement, les Autrichiens, découragés par les premiers revers de leur armée, consentirent à capituler.

Neuf bataillons, qui formaient la garnison, restèrent prisonniers de guerre; les officiers conservèrent leurs armes, leurs chevaux et leurs équipages; ils eurent la permission de se retirer dans leurs foyers, sous parole de ne servir qu'après qu'ils auraient été échangés grade par grade. Dix pièces de canon et un grand nombre de bagages et de munitions demeurèrent au pouvoir des Français.

Le maréchal Soult se dirigea ensuite par Ochsenhausen sur Biberach, afin de couper la retraite aux ennemis qui tenteraient de s'échapper sur ce point.

Afin d'éloigner du principal champ de bataille les forces qui pouvaient tenter de s'avancer entre l'Inn et le Danube pour dégager l'armée du général Mack, le maréchal Bernadotte, qui avait reçu l'ordre de laisser une division de six mille hommes à Ingolstadt, et de se porter avec le reste de ses

troupes sur Munich, se rendit le 10 octobre, avec le premier corps, à Pfaffen-Offen, et fit occuper Reeicheerhausen par son avant-garde.

Bernadotte, qui n'avait pas encore été instruit des avantages que les autres corps avaient remportés du côté d'Ulm, remarquait avec étonnement que le général Kienmayer, commandant à Munich, éloigné de son armée, avec une seule division, dans un pays qu'il devait considérer comme ennemi, n'avait pris aucune précaution pour se faire rendre compté des forces qu'il avait à craindre. Cette négligence inexplicable, qu'on pouvait peut-être considérer comme un piège, n'empêcha pas le maréchal de continuer sa marche sur la capitale de la Bavière, et de porter son avant-garde, avec la division bavaroise du général de Wrède, en avant de Gross-Schleisheim, à deux lieues de Munich.

Ayant été informé, pendant la nuit du 10 au 11, que les Autrichiens faisaient des dispositions de retraite vers l'Inn, le maréchal ne douta plus que Napoléon n'eût coupé les communications

de l'armée ennemie avec les troupes placées en Bavière, et se mit en marche dès le point du jour pour arriver avec toutes ses forces devant Munich. Le général Kienmayer évacua la ville à l'apparition des troupes françaises, et fut prendre position derrière l'Iser, à l'embranchement des routes de Wasserbourg et de Braunau. Suivie de près par la cavalerie du général Kellermann, la division bavaroise de Wrède traversa rapidement la ville aux acclamations des habitans, et ces troupes réunies joignirent le général Kienmayer, qu'elles forcèrent de se retirer précipitamment, après un combat dans lequel il perdit près de cinq cents hommes et trois pièces de canon.

Le général bavarois prit position à Rienn, sur la route de Wasserbourg; le général Kellermann s'arrêta à une lieue en arrière, couvrant la route de Braunau; le maréchal Bernadotte, qui avait fait environ huit cents prisonniers dans Munich, établit ses autres divisions sur l'Iser, occupant Munich, et couvrant les routes de Kuffstein et d'Inspruck.

Dans le même temps, le maréchal Davoust s'était avancé sur Dachau : son avant-garde s'était portée sur Moisach.

La réserve de la cavalerie et les corps des maréchaux Ney et Lannes faisaient face à l'armée ennemie dont la gauche occupait la ville d'Ulm, et la droite s'étendait vers Memingen. Les troupes du maréchal Ney étaient placées sur les deux rives du Danube, vis-à-vis Ulm; celles du maréchal Lannes étaient portées à Weissenhorn; la gauche, appuyée à Liller, se liait, par sa droite, aux troupes du maréchal Ney; et le général Marmont, qui s'était avancé à marches forcées, avait pris position sur les hauteurs d'Illersheim; le maréchal Soult, placé à Biberach, débordait la droite des Autrichiens; la garde, qui avait quitté Augsbourg le 11 octobre, arriva le 12 à Burgau, où l'empereur la suivit de près.

Les troupes ennemies, qui occupaient le camp retranché devant Ulm, attaquèrent, dans la journée du 11 octobre, la division du général Dupont, qui était en position à Albeck, sur la rive gauche

du Danube : leur intention étant de faire une trouée, il s'ensuivit un combat des plus opiniâtres, dans lequel les 4e et 9e régimens d'infanterie légère, 32e, 69e et 96e de ligne, formant la division Dupont, tinrent tête à vingt-cinq mille hommes qui leur étaient opposés; les six mille Français restèrent maîtres du champ de bataille après avoir fait quinze cents prisonniers à l'ennemi.

Le général Dupont, dans son rapport sur cette affaire si honorable pour lui, cita particulièrement la belle conduite du colonel du 96e de ligne, Barrois, que l'empereur nomma peu de temps après commandant de la Légion-d'Honneur.

Le maréchal Ney, d'après l'ordre de l'empereur, attaqua, le 14, à la pointe du jour, le pont d'Elchingen avec la division Loison. Ce pont, défendu par quinze ou seize mille combattans, fut enlevé et traversé par les Français au pas de course : le 69e régiment de ligne, ayant le premier forcé le passage, s'était déployé sous le feu

de l'ennemi avec un ordre et un sang-froid admirables ; il commença l'attaque, et fut soutenu par le 76e d'infanterie, le 18e de dragons, et le 18e de chasseurs commandé par le colonel Auguste Colbert, qui eut son cheval tué sous lui. Repoussés dans deux charges successives, ces quatre régimens, qui avaient rivalisé d'intrépidité et de dévouement, recommencèrent l'attaque pour la troisième fois, et, après quatre heures d'un engagement meurtrier, l'ennemi, culbuté, fut obligé d'abandonner sa position, et se retira en désordre dans les retranchemens d'Ulm, jusqu'où il fut poursuivi par les troupes françaises.

Cette affaire brillante, qui valut quelque temps après au maréchal Ney le titre de duc d'Elchingen, coûta à l'ennemi trois mille prisonniers, parmi lesquels se trouvait un général-major. Beaucoup de pièces d'artillerie restèrent également au pouvoir des vainqueurs.

Pendant cette deuxième action, les tirailleurs du maréchal Lannes, dont le corps occupait les hauteurs au dessus du village de Pfuhl, atta-

quèrent et enlevèrent la tête de pont de la ville d'Ulm, tandis qu'au même moment, les divisions des généraux Klein et Beaumont, commandées par le prince Murat, manœuvraient dans la plaine, et renversaient tous les partis de cavalerie ennemie qui se trouvaient sur leur passage.

Le même jour, le général Marmont priva l'ennemi de toutes ses communications avec l'Iller, et compléta le blocus d'Ulm, sur la rive droite du Danube, en occupant les ponts d'Unter et d'Oberkirehberg, à l'embouchure de ces deux rivières; et, afin d'être à portée de tout voir par lui-même, et de diriger plus sûrement les mouvemens ultérieurs, l'empereur établit son quartier général dans l'abbaye d'Elchingen.

La réserve de cavalerie, ainsi que les corps des maréchaux Lannes et Ney, avaient pris une position qui les mettaient à même d'attaquer avec avantage les retranchemens d'Ulm, au premier signal. Le général Mack avait avec lui quarante mille hommes des meilleures troupes de l'Empire; il pouvait encore combattre, disputer la victoire

et anoblir sa défaite. Mais il laissa son ennemi s'avancer, et l'envelopper sans chercher à sauver une partie des troupes qu'enflammait la présence de l'intrépide archiduc Ferdinand, et qui auraient pu se faire jour à travers l'armée française. Mack semblait attendre que l'ennemi lui proposât une capitulation déshonorante.

Voulant profiter de la terreur qu'avaient dû inspirer à l'ennemi les rapides succès de l'armée française et les fautes commises par le général autrichien, surtout dans un moment où la situation des Autrichiens paraissait désespérée, l'empereur fit savoir qu'il désirait avoir une entrevue avec le prince de Lichtenstein, général-major, qui était resté dans la place.

Le prince se rendit aussitôt auprès de Napoléon, qui le reçut de la manière la plus distinguée, et l'invita à user de son crédit auprès de l'archiduc Ferdinand et du général Mack, pour qu'ils épargnassent aux troupes renfermées dans Ulm et aux habitans de cette ville, les suites inévitables d'une prise d'assaut.

Le prince, sans être convaincu de l'absolue nécessité d'une capitulation, mais forcé de suivre les intentions de Mack, se montra décidé à accéder aux propositions de Napoléon, demandant toutefois que la garnison, officiers et soldats, eût la faculté de retourner dans ses foyers. « Je pourrais l'accorder aux officiers, répondit l'empereur; mais, quant aux soldats, qui me garantira qu'on ne les fera pas servir de nouveau? » Cependant il ajouta, après avoir réfléchi un moment : « Eh bien! je me fie à la parole du prince Ferdinand; s'il est dans la place, je veux lui donner une preuve de mon estime, et je lui accorde ce que vous me demandez, dans l'espoir que la cour de Vienne ne démentira point la parole d'un de ses princes. » Le prince déclara que l'archidue Ferdinand n'était plus dans Ulm. En effet, ce prince, indigné de la lâcheté du feld maréchal autrichien, et instruit de ses projets, s'était décidé à s'ouvrir, le fer à la main, un chemin à travers les lignes des Français; à la tête de douze mille hommes environ de cavalerie, il parvint à opérer sa re-

traite, et gagna la Bohême, après un combat sanglant. « En ce cas, reprit Napoléon, je ne vois pas qui peut me donner la garantie que je demande. »

L'empereur ajouta qu'il donnait deux jours au général Mack pour se décider. Le général autrichien réunit alors un conseil de guerre et fit connaître la proposition de l'empereur des Français ; la plupart des généraux témoignèrent hautement leur indignation, et voulurent en vain rappeler à Mack les devoirs que lui dictait l'honneur national ; à l'entendre, il n'y avait de salut que dans la honte, et cependant il lui restait encore une armée de trente mille hommes, avec une artillerie formidable. Comme il ne pouvait convaincre les officiers supérieurs qui composaient le conseil, il mit un terme à toute discussion, en tirant de son porte-feuille un ordre signé de l'empereur. Il lui accordait voix décisive dans toutes les délibérations importantes, et les autres chefs devaient se soumettre aux avis du feld-maréchal. Ainsi, Mack tranchait une question à laquelle

se rattachaient les intérêts les plus précieux de son pays ; ainsi il ne trouvait plus de résistance pour consommer son déshonneur et imprimer aux drapeaux autrichiens une tache ineffaçable.

La capitulation suivante fut arrêtée dans Ulm, le 17 octobre, entre le maréchal Berthier et le feld-maréchal quartier-maître-général Mack :

« Art. 1er. La place d'Ulm sera remise à l'armée française avec tous ses magasins et son artillerie.

» 2. La garnison sortira de la place avec tous les honneurs de la guerre, et, après avoir défilé, elle remettra ses armes. MM. les officiers seront renvoyés, sur parole, en Autriche, et les soldats et sous-officiers seront conduits en France, où ils resteront jusqu'à parfait échange.

» 3. Tous les effets appartenant aux officiers et soldats leur seront laissés, et les caisses de régiment aussi.

» 4. Les malades et les blessés seront soignés comme les malades et les blessés français.

» 5. Si, jusqu'au 25 octobre exclusivement, des troupes autrichiennes ou russes débloquaient

la ville de quelque côté ou porte que ce soit, la garnison sortira librement, avec ses armes, son artillerie et cavalerie, pour joindre les troupes qui l'auront débloquée.

» 6. Une des portes de la ville d'Ulm (la porte de Stuttgard) sera remise à sept heures du matin à l'armée française, ainsi qu'un quartier suffisant pour pouvoir contenir une brigade.

» 7. L'armée française pourra faire usage du grand pont sur le Danube, et communiquer librement d'une rive à l'autre. (*N. B.* Comme ce pont est brûlé, on fera l'impossible pour le refaire. »

» 8. Le service sera réglé de part et d'autre de manière à ce qu'il ne se commette aucun désordre, et que tout soit dans la meilleure harmonie entre les deux armées.

» 9. Tous les chevaux de cavalerie, d'artillerie, de charrois appartenant à S. M. l'empereur d'Autriche et roi de Hongrie, seront remis à l'armée française.

» 10. Les articles 1, 2, 3, 4 et 9 n'auront leur exécution que lorsque le voudra M. le général

commandant les troupes autrichiennes, pourvu que cela ne puisse dépasser le 3 brumaire an 14 (25 octobre 1805 avant midi).

» Et si à cette époque une armée assez forte se présentait pour faire lever le blocus, la garnison serait libre, conformément à l'article 5, de faire ce qu'elle voudrait. »

Telle fut cette fameuse capitulation d'Ulm par laquelle une armée de trente mille hommes d'élite de l'armée autrichienne s'engageait à mettre bas les armes et à se rendre prisonnière de guerre sans avoir combattu !

Le maréchal Murat, qui poursuivait le corps de Werneck, auquel il avait tué ou pris quatre mille hommes dans deux combats qu'il avait déjà eus avec lui à Langenau et à Neresheim, parvint à l'entourer. Ces troupes, harassées par la poursuite continuelle de la cavalerie, n'étant plus en état de se défendre, le général Werneck demanda à capituler. Les lieutenans-généraux Hohenzollern et Baillet, les généraux majors Wogels, Mitkiery, Hohenfeld, Weiber et

Dieuresberg faisaient partie de ce corps. Les conditions suivantes furent arrêtées à Trochtelfingen, entre le général de division Belliard, chef de l'état-major-général du prince Murat, et le général Werneck :

« 1° Que le corps d'armée autrichien déposerait ses armes, serait prisonnier de guerre, et envoyé en France ;

» 2° Que les officiers généraux et officiers particuliers seraient prisonniers sur parole, et renvoyés en Autriche, ne pouvant servir contre les armées françaises, ou contre celles des alliés de la France, qu'après avoir été échangés ;

» 3° Que les chevaux de la cavalerie, les canons avec leurs attelages, ainsi que les caissons et munitions seraient remis à l'armée française ;

» 4° Que tous les régimens, bataillons, escadrons ou détachemens du corps d'armée du lieutenant-général Werneck, et qui pourraient s'en trouver séparés dans ce moment, seraient également prisonniers de guerre, et que les conditions présentes leur seraient applicables ;

» 5° Que tous les chevaux et équipages des officiers généraux et officiers particuliers leur seraient laissés ;

» 6° Enfin, que tous les prisonniers de guerre français qui pourraient se trouver dans les lieux occupés par les troupes du général Werneck, seraient rendus sur-le-champ. »

Dans le même moment le général Fauconet, à la tête de sa brigade, qui était composée des 13e et 14e régimens de chasseurs, fit capituler le major Locatelli, du régiment de Hohenlohe dragons, qui escortait un convoi consistant dans une grande partie des bagages et du parc de réserve de l'armée autrichienne.

Le général Mack se rendit au quartier-général de l'empereur le 19 octobre à deux heures après midi. Après avoir eu une conférence avec Napoléon, ce général signa avec le maréchal Berthier une addition à la capitulation arrêtée le 17, en exécution de laquelle les troupes autrichiennes renfermées à Ulm et à Trochtelfingen, défilèrent le 20 octobre, depuis deux heures après-midi

jusqu'à sept heures du soir, au nombre de trente mille hommes, dont deux mille de cavalerie; soixante pièces de canon et quarante drapeaux furent remis entre les mains des troupes victorieuses.

L'armée française était rangée en bataille sur les hauteurs de la ville. L'empereur, entouré de sa garde, fit appeler les généraux autrichiens, qui étaient au nombre de seize. Il leur témoigna les plus grands égards, les garda auprès de lui jusqu'à ce que les troupes eussent défilé, et leur dit:

« L'empereur votre maître me fait une guerre » injuste; je vous le dis avec franchise, je ne sais » pourquoi je me bats; je ne sais ce qu'on veut » de moi; *(puis leur montrant les troupes fran-» çaises rangées en bataille sur les hauteurs)*: » ce n'est pas dans cette seule armée que consis-» tent mes ressources: cela serait-il vrai, je ferais » bien du chemin avec cette seule armée; mais » j'en appelle au rapport de vos soldats prison-» niers qui vont traverser la France: ils verront » quel esprit anime mon peuple, et avec quel em-

» pressement il viendra se ranger sous mes dra-
» peaux. Voilà l'avantage de ma nation et de ma
» position ; avec un mot, deux cent mille hommes
» de bonne volonté accourront près de moi, et
» en six semaines seront de bons soldats ; au lieu
» que vos recrues ne marcheront que par force,
» et ne pourront qu'après plusieurs années faire
» des soldats.

» Je donne encore un conseil à mon frère
» l'empereur d'Allemagne : qu'il se hâte de faire
» la paix. C'est le moment de se rappeler que
» tous les empires ont un terme : l'idée que la
» fin de la dynastie de la maison de Lorraine se-
» rait arrivée doit l'effrayer. Je ne veux rien sur
» le continent ; ce sont des vaisseaux, des colonies
» de commerce que je veux, et cela vous est avan-
» tageux comme à nous. »

Le général Mack fit observer à Napoléon que l'empereur d'Autriche avait été forcé à la guerre par la Russie. « En ce cas, vous n'êtes donc plus » une puissance », lui répondit l'empereur des Français.

Mack, admis à être prisonnier sur parole, obtint la permission de se rendre à Vienne, où la nouvelle de la capitulation avait causé une stupeur et une consternation difficiles à décrire. Il crut pouvoir braver les reproches et les cris d'indignation qui s'élevaient de toutes parts contre lui, et se présenta pour se justifier; mais il fut arrêté aux portes de la ville. L'opinion de l'Allemagne tout entière le dénonçait comme un traître; une commission militaire, présidée par le comte de Colloredo, satisfit à l'indignation publique, en condamnant le négociateur d'Ulm à la peine de mort. En vain, Mack avait publié un mémoire, dans lequel il cherchait à jeter l'excuse de la nécessité sur cette capitulation honteuse, en prétendant que la perfidie et la haine de ses ennemis avaient bouleversé tous ses plans, entravé toutes ses opérations; il alléguait aussi pour sa défense la réunion des Bavarois aux armées françaises, et l'imprudence qu'on avait commise en commençant les hostilités avant que tous les corps d'armée autrichiens pussent entrer en ligne. Mais une

particularité bien remarquable, un épisode très curieux de ce procès, c'est le certificat que Mack avait obtenu de Napoléon, et qu'il présenta à ses juges, pour prouver qu'il était un général habile, mais malheureux : cette attestation ne devait sans doute qu'augmenter la sévérité d'un tribunal composé de militaires peu disposés, d'ailleurs, à l'indulgence, et ils y virent peut-être une sanglante ironie de la victoire. Cependant la clémence du souverain vint heureusement se placer entre Mack et les juges qui l'avaient condamné, et commua sa peine en la dégradation militaire, suivie d'une détention dans une forteresse de l'état ; Mack recouvra même la liberté après un an de prison, pour terminer sa vie dans l'obscurité ; triste et nouvel exemple de ces fortunes militaires créées par l'intrigue des cours, et dont la décadence rapide et honteuse rappelle les humiliations de la France, vers la fin du règne de Louis XV, quand le caprice d'une favorite opposait des Contades et des Soubise aux armes du grand Frédéric !

Le lendemain même de la reddition d'Ulm, l'infatigable Murat avait un engagement très vif avec un fort détachement de cavalerie autrichienne, qu'il trouva sur la route de Fuld à Nuremberg; cette troupe, qu'il prit d'abord pour la colonne à la tête de laquelle l'archiduc Ferdinand s'était retiré dans la direction de Donnawerth, quelque temps avant le combat de Neresheim, n'était que l'escorte d'une partie du parc de l'armée ennemie. Les chasseurs de la garde, le premier régiment de hussards, et le premier de carabiniers français, chargèrent cette cavalerie avec tant d'impétuosité, qu'elle prit la fuite dans plusieurs directions, laissant au pouvoir des vainqueurs tout le reste du parc d'artillerie, et tous les bagages de l'armée que commandait le général Mack.

Les colonels Morland des chasseurs de la garde, Rouvillois du premier de hussards, Cauchois du premier de carabiniers, Lagrange et Flahaut, aides-de-camp, furent cités de la manière la plus honorable dans le rapport que le maréchal Murat

adressa à l'empereur. La marche rapide de ce maréchal, d'Albert à Nuremberg, avait eu pour résultat matériel la prise de quinze cents chariots, de cinquante pièces de canon et d'un grand nombre de drapeaux ; seize mille hommes et dix généraux avaient posé les armes.

Depuis le commencement de la campagne, soixante mille hommes, dont vingt-neuf officiers-généraux et deux mille officiers inférieurs, avaient été faits prisonniers de guerre.

Le succès du plan d'opérations, si savamment conçu par Napoléon, et si rapidement exécuté par sa brave armée, n'avait guère coûté à l'armée française que deux mille hommes ; la perte immense de l'ennemi consistait surtout en prisonniers de guerre qui, désarmés, étaient aussitôt dirigés sur la France, où leur présence attestait la supériorité éclatante de nos armes. Aussi les soldats disaient-ils dans leurs bivouacs : « L'empereur a trouvé une nouvelle manière de faire la guerre : il se sert de nos jambes plus que de nos baïonnettes. »

Cependant un nouvel ennemi s'avançait pour venger les revers de son allié ; c'étaient ces Russes dont l'Angleterre accusait la lenteur, et sur qui reposaient les espérances d'une formidable coalition. C'étaient les vainqueurs de Novi, les soldats de ce Suwarow, dont l'épée avait mis un moment en problème les destinées de la République française. On vantait à juste titre la persévérance courageuse de cette infanterie redoutable, contre laquelle s'était plus d'une fois brisée l'impétuosité française ; on rappelait cette héroïque immobilité, épuisant sans reculer tous les traits de la mort, et ce courage opiniâtre s'ensevelissant dans des retranchemens devenus son tombeau. Un tel ennemi promettait au soldat français des combats et des dangers, et il pouvait espérer alors qu'il se *servirait enfin de ses baïonnettes*.

Les premières colonnes de l'armée russe arrivaient sur la rive droite de l'Inn, et les débris de l'armée autrichienne, qui s'étaient retirés sur ce point, se réunissaient à elles. Napoléon, qui ne

voyait, dans des périls renaissans, que de nouveaux triomphes, prit de nouvelles mesures pour faire face à cette armée combinée qui s'augmentait de jour en jour, et pour forcer enfin l'empereur d'Autriche à demander la paix. Avant de quitter Ulm, l'empereur, afin de témoigner sa satisfaction à son armée et de la soutenir dans son généreux élan, mit à l'ordre du jour la proclamation suivante :

« SOLDATS DE LA GRANDE ARMÉE !

» En quinze jours nous avons fait une cam-
» pagne ; ce que nous nous proposions est rempli :
» nous avons chassé de la Bavière les troupes de
» la maison d'Autriche, et rétabli notre allié dans
» la souveraineté de ses Etats.

» Cette armée qui, avec autant d'ostentation
» que d'imprudence, était venue se placer sur nos
» frontières, est anéantie.

» Mais qu'importe à l'Angleterre ? son but est
» rempli : nous ne sommes plus à Boulogne, et
» son subside ne sera ni plus ni moins grand.

» De cent mille hommes qui composaient cette » armée; soixante mille sont prisonniers; ils » iront remplacer nos conscrits dans les travaux » de la campagne.

» Deux cents pièces de canon, tout le parc, » quatre-vingt-dix drapeaux, tous leurs généraux, » sont en notre pouvoir; il ne s'est pas échappé » de cette armée quinze mille hommes.

» Soldats, je vous avais annoncé une grande » bataille; mais, grâce aux mauvaises combinai- » sons de l'ennemi, j'ai pu obtenir les mêmes » succès sans courir aucune chance; et, ce qui » est sans exemple dans l'histoire des nations, » un si grand résultat ne nous affaiblit pas de » plus de quinze cents hommes hors de combat.

» Soldats ! ce succès est dû à votre confiance » sans bornes dans votre empereur, à votre pa- » tience à supporter les fatigues et les privations » de toute espèce, à votre rare intrépidité.

» Mais nous ne nous arrêterons pas là; vous êtes » impatiens de commencer une seconde campagne.

» Cette armée russe que l'or de l'Angleterre a

» transportée des extrémités de l'univers, nous
» allons lui faire éprouver le même sort.

» A ce combat est attaché plus spécialement
» l'honneur de l'infanterie française; c'est là que
» va se décider pour la seconde fois cette ques-
» tion qui l'a été une fois en Suisse et en Hol-
» lande : si l'infanterie française est la première
» ou la seconde en Europe?

» Il n'y a pas là de généraux contre lesquels je
» puisse avoir de la gloire à acquérir : tout mon
» soin sera d'obtenir la victoire avec le moins
» possible d'effusion de sang; mes soldats sont
» mes enfans. »

L'empereur envoya au Sénat, par une grande députation, tous les drapeaux pris à l'ennemi.

La nation reçut avec enthousiasme la nouvelle des succès obtenus par la grande armée, et, de ce moment, Napoléon arriva au but qu'il s'était proposé en aspirant au trône. Le fanatisme de la gloire militaire effaça les dernières impressions de l'amour de la liberté.

CHAPITRE VII.

Combats de Lambach, d'Amstetten et de Darnstein. — Entrée des Français dans Vienne.

(1805.)

Cette campagne, si glorieuse pour la grande armée, n'avait été qu'une succession de revers pour l'empereur d'Autriche; ses armes n'étaient pas plus heureuses en Italie qu'en Allemagne; et le passage de l'Adige par l'armée française, les combats de San-Michele, de Caldiero; celui de Casa-Albertini, où cinq mille Autrichiens mirent bas les armes; enfin le passage de la Brenta, de la Piave, du Taglamiento, tout faisait

expier cruellement à ce souverain l'imprudente agression dans laquelle l'avait précipité l'influence du cabinet britannique. Le Haut-Adige, l'Isonzo, Gradisca, Udine et Palma-Nova, ses plus belles possessions échappent au sceptre de François II ; Napoléon est au centre de l'Empire dont il menace déjà la capitale.

Le lendemain de l'entrée des troupes françaises dans Ulm, l'empereur des Français se rendit à Augsbourg. Les princes de Bade et de Wurtemberg n'avaient point hésité à le seconder, et les renforts qu'ils lui envoyaient s'étaient mis en marche. Aislingen fut occupée, le 22 octobre, par la division wurtembergeoise, et quatre mille hommes des troupes de Bade se rendaient à Augsbourg.

Impatient de poursuivre les débris de l'armée autrichienne, qui s'étaient retirés sur l'Inn, et de forcer la marche sur l'armée russe, Napoléon donna ordre à tous les corps de la grande armée, à l'exception du septième, qui était commandé par le maréchal Augereau, de se concentrer en

Bavière, et désigna Munich comme point central de leur rassemblement. L'empereur y fit son entrée le 24 octobre, à neuf heures du soir, et fut reçu avec tous les hommages et les honneurs que cette nation crut devoir rendre à son libérateur.

Napoléon donna ordre au maréchal Bernadotte, dont le corps avait été renforcé par la division de cuirassiers du général d'Hautpoult, de se porter sur Wasserbourg avec toutes ses forces. Le maréchal prit position, le 26, à Sprenglbach et Standheim, poussant son avant-garde jusque sur les hauteurs en arrière de Wasserbourg, et la route était éclairée par un fort parti de cavalerie, sous les ordres du colonel bavarois Manucci.

Les troupes autrichiennes occupaient encore la rive droite de l'Inn, dont elles avaient détruit les ponts. La journée du 27 fut employée à réparer, sous la protection de l'artillerie, ceux de Wasserbourg et de Rossenheim. L'ennemi s'étant mis en retraite à l'apparition de quelques bataillons et escadrons français et bavarois, les colonels du génie Morio et Somis procédèrent en

très peu de temps au rétablissement de ces deux ponts; le corps d'armée passa en entier, le 28 après midi, sur la rive droite, et s'établit, le soir, à Altenmarckt. Les troupes bavaroises occupèrent le lendemain Traunstein et Teissendorf; leur avant-garde s'étendit jusqu'à Dorfpeting. Le maréchal établit son quartier-général à Wegin. Les cuirassiers du général d'Hautpoult marchèrent avec une division d'infanterie sur Dittmerning, pour remonter ensuite la Salzach par la route de Laufen, vers Salzbourg. Pensant que l'ennemi défendrait l'approche de cette place, l'intention du maréchal était d'y arriver promptement.

L'ennemi avait en effet pris cette direction, et détruit le pont entre Salzbourg et Reichenhall; mais, aux premiers coups de canon, il s'éloigna de la rive droite de la Saal. Au moyen d'une espèce de pont construit à la hâte, l'avant-garde du corps d'armée passa cette rivière, et prit position sur la rive opposée; le colonel Morio et le capitaine du génie Valazé firent, pendant ce temps, réparer le pont détruit, et le reste du

corps continua son mouvement sur Salzbourg.

Le maréchal Bernadotte, qui avait des nouvelles de sa gauche, commença, dès que ses troupes eurent débouché en partie par le pont de la Saal, par porter son avant-garde et la division de Wrède devant Salzbourg. Le général Kienmayer avait déjà évacué la ville haute; il fit défendre le pont et la basse ville quelques instans par son arrière-garde, et se retira sur Wels. L'arrière-garde ennemie fut poussée par la division de Wrède jusqu'à Rechl; le gros du corps d'armée occupa Salzbourg le 30 octobre, et le général Deroi, qui commandait la réserve, s'établit à Nonnberg, vers Hellbrunn; dans le même temps, tous les corps de la grande armée qui se trouvaient en ligne se mirent en mouvement pour s'avancer sur l'Inn.

Le maréchal Davoust arriva le 27, avec ses divisions à Muhldorf. L'ennemi était retranché sur la rive droite de l'Inn; il avait eu le soin de détruire le pont, et de fortes batteries étaient placées dans des positions avantageuses. Mais,

sous la protection de l'artillerie française, le pont fut promptement rétabli ; le corps d'armée effectua en partie son passage, et le 1er régiment de chasseurs, qui arriva le premier sur la rive droite, chargea l'ennemi avec tant d'impétuosité, qu'il lui tua une vingtaine d'hommes et fit cinquante prisonniers, dont un capitaine de hussards.

La réserve de cavalerie commandée par Murat, qui s'était dirigée sur l'Inn, arriva à Haag ; Murat fit passer une de ses brigades au pont de Muhldorf pour protéger le rétablissement des ponts de New-Œttingen et de Markl, où il passa aussitôt avec une partie de ses troupes.

Le maréchal Lannes, qui avait descendu l'Iser, prit la route de Landshut sur Braunau, se porta tout de suite en avant avec sa cavalerie légère, et trouvant le pont de cette derrière ville coupé, il fit embarquer une soixantaine d'hommes du 13e régiment de chasseurs sur deux bateaux, pour reconnaître l'ennemi, qui avait déjà abandonné la ville. Les braves chasseurs eurent la

témérité, malgré leur petit nombre, de poursuivre les Autrichiens sur la route d'Altheim. Le corps du maréchal Marmont bivaqua le 28 à Vilsbourg et à Binabibourg ; il était arrivé par Horlkofen et Erdingen.

Le maréchal Soult marcha également sur Braunau, et prit position en avant de cette ville le 28. L'empereur Napoléon, qui avait suivi la même direction, établit son quartier général à Haag ; et le maréchal Ney arriva le même jour à Landsberg.

Cependant la première des trois armées russes, commandée par le général Kutusow, était arrivée en Autriche. Ce général, auquel on reconnaissait quelque mérite, pressé par le cabinet de Vienne, avait fait venir ses troupes en poste pour partager un triomphe que l'Autriche avait considéré comme certain. Mais lorsqu'il apprit la destruction complète de l'armée à laquelle il venait se réunir, son orgueil lui persuada qu'on devait le considérer comme le seul soutien de la maison d'Autriche ; il prétendit diriger seul toutes les

opérations, et se vanta de donner très prochainement une leçon aux Français, ajoutant encore qu'il était plus difficile de battre les Russes que les Autrichiens. Il s'occupa aussitôt de rallier sur l'Inn les débris de l'armée autrichienne.

S'étant pourtant convaincu, après avoir étudié la défense de l'Inn, qu'il ne pourrait pas tenir cette ligne contre les forces considérables de Napoléon, il donna ordre aux troupes qui s'y trouvaient de se retirer lentement à l'apparition des colonnes françaises, et manœuvra ensuite comme s'il eût eu l'intention de se fortifier sur l'Ens, dernière barrière de l'Autriche, qui, dès qu'elle était franchie, ouvrait au vainqueur les portes de la capitale. Par ce mouvement, le général Kutusow réunissait à la fois l'avantage de concentrer ces troupes, et de les reposer jusqu'à l'arrivée de ses dernières colonnes, et du second corps d'armée que le général Buxhowden amenait à marches forcées.

Napoléon, pénétrant déjà une partie des intentions du général russe, sentit toute l'importance

d'une marche rapide pour empêcher l'armée russe de se réunir et de se fortifier sur la ligne de l'Ens. Mais des pluies continuelles, des chemins presque partout rompus, avaient entravé la marche des colonnes françaises. Le soldat était obligé de marcher jour et nuit dans la boue ; l'artillerie, ne trouvant que des fondrières, ne pouvait passer qu'avec les plus grandes difficultés ; les chevaux succombaient dans ce pays couvert de sapins, et ne présentant aucune ressource en vivres et en fourrages, qu'il fallait faire venir d'Augsbourg, de Munich, et des autres villes environnantes.

Toutefois, l'empereur établit son quartier-général à Muhldorf, où il passa en revue, le 29 octobre, les divisions du corps d'armée du maréchal Davoust, qui n'avaient pas encore traversé l'Inn; et ces troupes furent dirigées, dans la soirée, ainsi que l'artillerie, vers Ried et Haag, sur la route qui conduit de Braunau à Lambach.

Le prince Murat, qui avait joint avec sa cavalerie les troupes du maréchal Lannes à Braunau, et qui s'était mis aussitôt à la poursuite de l'en-

nemi, rencontra sur la route de Merebach une arrière-garde autrichienne composée de six mille hommes ; il la fit charger par les escadrons qui l'avaient suivi. L'ennemi, effrayé de cette attaque imprévue, gagna presque en déroute les hauteurs de Ried ; alors sa cavalerie se rallia pour protéger le passage de l'infanterie à travers un défilé. Mais la division de dragons commandée par le général Beaumont, arrivée alors en ligne, et le premier régiment de chasseurs, qui venait d'opérer une si belle charge, précipitèrent les escadrons autrichiens dans le défilé, sur l'infanterie, et s'y jetèrent pêle-mêle avec eux. L'infanterie ennemie commença alors une fusillade qui arrêta la cavalerie française, et profita de l'obscurité pour se sauver à travers les bois. Le colonel du 1er régiment de chasseurs, Montbrun, fit des prodiges de valeur dans ce combat ; le 8e de dragons de la division Beaumont ne s'était pas moins distingué.

Le lendemain, Murat, qui avait poursuivi l'ennemi l'épée dans les reins, l'atteignit en avant de Lambach, sur la Traun. Les Autrichiens appelè-

rent à leur secours une division d'infanterie russe qui se trouvait sur cette rivière, et huit bataillons s'avancèrent pour protéger leur retraite. Murat avait été joint par une des divisions du maréchal Davoust; le général Bisson, qui la commandait, fit avancer sa première brigade, appuyée par le 1er régiment de chasseurs et le 8e de dragons. Le colonel Conroux, à la tête du 17e de ligne, ayant engagé fortement l'action avec les Russes, et ébranlé leur première ligne, les dragons et les chasseurs chargèrent si vigoureusement, que l'ennemi se retira dans le plus grand désordre, en laissant plusieurs pièces de canon, dont deux de l'artillerie russe, et cinq cents prisonniers. La division Bisson, et les dragons du général Beaumont, prirent position à Lambach, dont l'ennemi avait coupé le pont.

L'avant-garde du maréchal Bernadotte, sous les ordres du général Kellermann, poursuivit une colonne ennemie que le général Kienmayer avait jetée dans la vallée de la Salzach, pour rallier et soutenir les milices insurgées du Tyrol, et qui

s'était retirée par la route de la Carinthie. Pressée vivement, près du défilé de Golling, par l'avant-garde française, la colonne ennemie essaya de se mettre à couvert derrière le fort Leng-Pass; mais cette troupe, quoique forte de trois mille hommes, et dans une position avantageuse, fut bientôt contrainte de céder à la valeur française : elle s'éparpilla dans les sommités du défilé, et laissa cinq cents hommes prisonniers de guerre.

Après le combat de Lambach, le prince Murat avait remonté la rive gauche de la Traun pour se porter vers le Danube. En arrivant à Linz, il trouva cette ville déjà occupée par le général Milhaud, qu'il avait envoyé précédemment, avec sa brigade, dans cette direction, à la poursuite de l'ennemi. Milhaud avait attaqué vivement les troupes qui voulaient défendre Linz, et s'était emparé de cette ville après un combat assez opiniâtre.

Le corps du maréchal Soult arriva le 2 novembre à Wels; le maréchal Lannes entra le même jour à Linz; le général Marmont marchait

sur Lambach, et le quartier-général de l'empereur s'établissait à Ried.

L'ennemi, en se retirant de Linz, avait laissé, dans Ebersberg, un détachement de quatre cents hommes pour défendre le passage de la Traun; mais le prince Murat avait dirigé sur ce point le général Walther, qui, ayant fait passer sous la protection de son artillerie légère un certain nombre de dragons dans des bateaux, pour attaquer la ville, força bientôt l'ennemi de se retirer. Le pont n'étant plus défendu, la division le traversa rapidement, et se porta de suite sur Ens; la brigade du général Milhaud, qui rencontra l'ennemi au village d'Esten, le culbuta, le poursuivit jusque dans l'Ens, et lui fit deux cents prisonniers, dont cinquante hussards russes.

Le maréchal Davoust, après avoir enlevé quelques centaines de prisonniers à un détachement qui voulut défendre Steyer, entra dans cette ville le 4 novembre. L'empereur porta son quartier-général à Linz, et le maréchal Soult marcha sur Steyer.

Le maréchal Bernadotte, en laissant une brigade de troupes bavaroises à Salzbourg, marcha sur Woeklabruck; et, afin d'éclairer l'extrême droite vers les Alpes-Carniennes, il envoya des partis de cavalerie vers Ischel et Alten-Aussée, sur la route de Salzbourg à Léoben.

La division Deroi, que le maréchal avait détachée, par ordre de l'empereur, pour observer la route d'Inspruck, attaqua une colonne de cinq régimens autrichiens, qui s'était postée dans un défilé presque inaccessible. Dans cette affaire, les Bavarois se conduisirent avec une audace et une bravoure dignes de la grande armée dont ils faisaient partie; ils forcèrent les retranchemens, s'emparèrent des forts, et firent six cents prisonniers à l'ennemi. Le général Deroi, qui combattait à la tête de ses troupes, fut blessé d'un coup de pistolet; douze officiers furent tués ou blessés, enfin les Bavarois perdirent trois cent vingt-cinq hommes, dont cinquante restèrent sur le champ de bataille.

L'autre division bavaroise, commandée par le

général de Wrède, partit le 3 novembre de Rechl, pour marcher sur Frankenmarkt. Les divisions des généraux Drouet, Rivaud et Kellermann la suivirent de près, et toutes ces troupes passèrent le 5 la Traun, et arrivèrent le lendemain à Steyer.

Ne croyant pas pouvoir défendre avec succès la ligne de l'Ens, le général Kutusow l'avait évacuée dès l'apparition des premières colonnes françaises, et avait fait prendre position à ses troupes sur-les hauteurs d'Amstetten; mais le prince Murat s'était avancé dans cette même direction aussitôt la prise de l'Ens, et la division de grenadiers du général Oudinot s'était jointe à sa cavalerie légère.

Après avoir reconnu la position de l'ennemi, et à la suite de quelques engagemens sérieux entre la cavalerie française et celle des Austro-Russes, Murat fit avancer la division de grenadiers; le général Oudinot la forma en plusieurs colonnes d'attaque. L'ennemi opposa d'abord une très forte résistance; mais Oudinot ayant ordonné une charge générale à la baïonnette, les

Austro-Russes furent culbutés sur tous les points, quatre cents hommes des leurs restèrent sur le champ de bataille, et trois cents furent faits prisonniers; les 9e et 10e de hussards, qui les poursuivirent, leur firent encore quinze cents prisonniers.

Le prince Murat, continuant sa poursuite, arriva le 7 sous les murs de l'abbaye de Molck, que l'empereur d'Autriche venait de quitter; il y établit le lendemain son quartier-général, et poussa ses avant-postes sur Saint-Polten.

Ayant eu connaissance de la direction que prenait l'armée ennemie, Napoléon dirigea vers Léoben le corps d'armée du général Marmont, par Weyer, Reissing, Eisnartz, et Worderenberg, pour ouvrir les communications avec l'armée du maréchal Masséna. Il ordonna au maréchal Davoust de s'avancer de Steyer, par Nardoffen, Marienzell et Lilienfeld, afin de déborder la gauche des Autro-Russes, que l'on supposa occuper les hauteurs de Saint-Polten. Le maréchal Mortier, à la tête des divisions Dupont et Gazan,

dont on lui avait formé un nouveau corps d'armée, passa le Danube à Linz, pour manœuvrer sur la rive gauche de ce fleuve, et prévenir le passage de l'ennemi sur ce côté; enfin l'empereur dirigea une reconnaissance sur les frontières de la Bohême, par Katzbach, Galneykirchen et Freystadt.

Le prince Murat arriva, le 9 au matin, de Molk à Saint-Polten, et poussa le général Sébastiani, avec sa brigade de dragons, sur Vienne. Napoléon avait établi la veille son quartier-général à l'abbaye de Molk, située sur le Danube, qu'elle domine en partie.

Sur ces entrefaites, la plus grande consternation régnait en Autriche. L'empereur d'Allemagne avait ordonné au général Mack de se rendre dans la forteresse de Brünn, et avait envoyé le général comte Giulay à Napoléon, pour lui demander un armistice. L'empereur des Français lui fit répondre que « ce n'était point à la tête » d'une armée de deux cent mille hommes qu'on » traitait d'armistice avec une armée qui fuyait. »

D'après les dispositions qu'il venait de faire, il était à présumer que l'intention de l'empereur était d'amener le général Kutusow à livrer bataille sur les hauteurs de Saint-Polten, seul moyen qui restait à ce général de préserver la capitale de l'Autriche d'une invasion inévitable; mais, se souvenant du combat d'Amstetten, et redoutant sans doute un engagement général, il s'était rapidement dirigé, avec son armée, sur le pont de Stein, où il passa le Danube, le 9 novembre, bien éloigné de croire qu'il rencontrerait sur la rive gauche ces mêmes Français qu'il s'était empressé d'éviter.

Après avoir passé le Danube, le maréchal Mortier avait partagé son corps d'armée en deux colonnes qui marchaient à un jour de distance.

La première de ces colonnes était formée de la division Gazan, qui se composait des régimens d'infanterie, 4e léger, 100e et 103e de ligne, un escadron du 4e régiment de dragons, et deux pièces de huit.

Le maréchal, qui marchait avec son état-major,

à la tête de cette colonne, n'avait pas eu lieu de soupçonner qu'un corps considérable de l'armée ennemie marchait devant lui.

Ce corps était commandé par le quartier-maître général autrichien Schmidt; il avait traversé le Danube, le 9 novembre, sur le pont de Stein; et, ayant été informé qu'une colonne de troupes françaises s'avançait sur Diernstein, il avait ordonné qu'on la laissât s'enfoncer dans le bassin de cette ville, où il espérait la faire capituler.

Tous les rapports des habitans de Diernstein, où le maréchal Mortier était arrivé le 10, se contredisaient; et les reconnaissances qu'il avait envoyées en avant ne signalaient que quelques postes assez faibles, sur une hauteur, à droite, en avant de Stein. Quoique ces postes ne prouvassent pas que l'ennemi ne fût en force au delà de Krems, le maréchal ne crut pas devoir quitter la position qu'il venait de prendre.

Cette division, qui était bivaquée dans le bassin, en avant de Diernstein, fut attaquée, le 11 à la pointe du jour, par une masse énorme d'Aus-

tro-Russes : le combat se prolongea jusque bien avant dans la nuit, quatre mille Français tinrent tête à plus de trente mille Russes ; deux fois cette division faillit être écrasée ou prise par la multitude des assaillans, et deux fois la valeur des troupes, et surtout l'intrépidité et la présence d'esprit du major Henriod, qui commandait deux bataillons du 100e de ligne, la sauvèrent du plus imminent péril. Dans la nuit du 11, au moment où le corps se trouvait dans une situation désespérée, le général Gazan commanda une charge à la baïonnette, dont la pleine réussite fit ranger la victoire du côté des Français.

Dans cette affaire si mémorable, la division Gazan perdit à peu près douze cents hommes, tués, blessés ou faits prisonniers.

Les Russes se retirèrent en désordre, après avoir éprouvé une perte de six mille hommes. Le général Schmidt, deux autres généraux, plusieurs officiers supérieurs furent tués, et des milliers de fusils, des drapeaux, des pièces de canon restèrent au pouvoir des Français.

Le maréchal Mortier, dont la présence et le courage n'avaient pas peu contribué à électriser ses troupes, avait envoyé demander des renforts au général Dupont, qui marchait à une journée de distance; mais, malgré toute la diligence possible, ce général, qui lui-même avait eu un engagement sérieux avec l'ennemi, ne joignit le maréchal qu'après l'affaire brillante dont nous venons de rendre compte.

Murat n'était plus qu'à quatre lieues de Vienne. Cette ville étant entièrement évacuée par les troupes ennemies : le général Sébastiani y entra avec sa brigade le 14 novembre, jour où la capitulation fut signée. Il fut bientôt suivi du prince Murat, qui fit occuper les principaux postes, et plaça des réserves sur les places publiques. Cependant, cette conquête, tout en flattant l'orgueil des vainqueurs, ne termine pas la guerre. Le souverain de l'Autriche a quitté sa capitale; il l'a abandonnée parce qu'il n'a pu la défendre, mais il lui reste encore des soldats, et les armées russes vont bientôt opérer leur jonction; une

seule victoire pourrait lui rouvrir les portes de Vienne, et le monarque n'a pas désespéré du salut de son empire, parce qu'il ne s'est pas trouvé un autre Sobieski pour en sauver la capitale. Quelle leçon donnait alors pour l'avenir à Napoléon celui dont il devait incessamment devenir le gendre!

CHAPITRE VIII.

Bataille d'Austerlitz. — Traité de Presbourg.

(1805.)

Malgré tous ses succès, et quoique maître de Vienne, Napoléon se trouve dans une position embarrassante; il est aventuré pour ainsi dire au centre de la monarchie autrichienne: une espace de deux cents lieues sépare de ses frontières le théâtre sur lequel il a porté la guerre et où il est entouré d'ennemis; sa ligne d'opérations embrasse près de quatre-vingt-dix lieues: à sa gauche, la Bohême toute en armes; à sa droite, la belliqueuse Hongrie qui s'est levée pour repousser

l'invasion étrangère ; devant lui, les deux armées réunies de l'archiduc Charles et de Kutusow, de l'archiduc Charles qui semble s'offrir pour donner un démenti à sa dernière proclamation[1], et cette Prusse dont il a pu apprécier les assurances pacifiques. Que d'obstacles il lui reste encore à vaincre! que de périls menacent de compromettre son salut et celui de son armée!

Après être resté jusqu'au 13 à l'abbaye de Molk, il se rendit à Vienne, puis alla s'établir au château impérial de Schœbrunn. La cavalerie, commandée par Murat, avait passé, le 13 dans la soirée, sur la rive gauche du Danube, ainsi que le corps du maréchal Lannes. Les maréchaux Soult et Davoust traversèrent Vienne le 14, et passèrent le lendemain le Danube.

Le général Milhaud, dont la brigade formait l'avant-garde du maréchal Davoust, poursuivit l'ennemi jusqu'à Wolkersdorf, lui fit six cents

[1] « Il n'y a pas là de généraux contre lesquels je puisse » avoir de la gloire à acquérir. »

prisonniers, et prit quarante pièces de canon attelées.

Le maréchal Lannes arriva le 14 à Stokerau, où il trouva un magasin considérable d'effets militaires.

Le général Marmont était déjà maître de la Haute-Styrie, et s'avançait sur Gratz.

Le corps de Bernadotte était en avant de Krems, et celui de Mortier occupait Weikersdorf et Meissau.

Le corps du maréchal Lannes, précédé de trois brigades de cavalerie légère, à la tête desquelles était le prince Murat, poussa, le 15, jusqu'à Hollabrun, où il joignit l'arrière-garde de l'armée Russe, et la fit charger aussitôt par sa cavalerie; l'ennemi prit la fuite, en abandonnant cent voitures d'équipages toutes chargées.

Les maréchaux Lannes et Murat allaient poursuivre cet avantage, lorsqu'un officier autrichien s'avança en parlementaire, et demanda qu'il fût permis aux troupes de l'empereur d'Allemagne de se séparer des Russes. Murat, pensant que

cet acte de générosité pourrait amener des ouvertures de paix, accéda à la demande de l'envoyé.

Le baron de Wintzingerode, aide-de-camp-général de l'empereur de Russie, se présenta quelques instans après aux avant-postes français, et demanda, au nom de l'armée russe, à capituler. Murat trouvant cette proposition trop avantageuse pour ne pas en profiter, le général Belliard, son chef d'état-major, fut chargé de régler les articles de la capitulation avec le baron de Wintzingerode, par laquelle le prince Murat consentait à suspendre sa marche sur la Moravie, et l'armée russe devait quitter aussitôt l'Allemagne par la route qu'elle avait prise pour s'y rendre.

Mais Napoléon, à qui Murat avait envoyé cette capitulation, considéra cette démarche comme une ruse du général ennemi pour gagner du temps, et déclara qu'il n'approuverait cette convention que lorsque l'empereur de Russie, qui était en Moravie, l'aurait ratifiée. Il partit, en conséquence, de Schœnbrunn pour se rendre

aux avant-postes, et fit marcher le corps d'armée du maréchal Soult sur Hollabrunn. Murat, qui, d'après les ordres de l'empereur, avait déclaré la rupture de l'armistice qu'il avait provisoirement accordé au général Bagration, commandant l'arrière-garde de l'armée ennemie, se mit en marche le 16 novembre, et les troupes françaises se trouvèrent, à quatre heures après midi, en avant d'Hollabrunn et du village de Guntersdorf, en présence des Russes. L'ennemi avait pris position au delà d'un défilé défendu par six mille hommes de ses meilleures troupes; les corps des maréchaux Lannes et Soult se trouvaient réunis à celui du prince Murat, qui voulut attaquer à l'instant même. Après un combat opiniâtre qui avait duré jusqu'à onze heures du soir, les Russes furent culbutés et taillés en pièces; les Français restèrent maîtres du champ de bataille, de dix-huit cents prisonniers, de douze pièces de canon, et d'une centaine de voitures de bagages. Le général Oudinot, déjà couvert de tant de cicatrices, fut blessé grièvement dans ce combat. Les Russes

furent poursuivis dans leur fuite par le général Walther, qui, à la tête d'une de ses brigades, leur fit encore trois cents prisonniers. Le 17, dans la matinée, Napoléon, qui avait rejoint le prince Murat, porta son quartier-général à Znaïm.

Le général Baraguay-d'Hilliers s'était avancé, avec la division de dragons à pied, vers la frontière de Bohême, d'où, après avoir forcé un corps de trois mille Autrichiens à quitter la position de Wadmunchen, il s'avança jusqu'à Pilsen, à vingt lieues de Prague.

Le corps du maréchal Ney avait été dirigé sur Landsberg, avec ordre de faire une invasion dans le Tyrol, et de s'emparer de ce pays.

Le maréchal Ney, après avoir fait capituler trois cents hommes qui défendaient le poste de Luetasch, arriva le 5 novembre à Seelfeld, village en avant du Pas-de-Scharnitz, qu'il voulait attaquer. Le général Loison dirigea, le 8 novembre, à deux heures du matin, sur ce fort, deux colonnes, dont l'une devait tourner ce poste, tandis que l'autre l'attaquerait de front. Le 69e régi-

ment, qui s'était tant distingué au combat d'Elchingen, escalada des rochers à piç qui avaient plusieurs centaines de toises d'élévation. Les braves soldats qui le composaient attachèrent leurs havre-sacs sur leur tête, pour parer les balles et les pierres qui pleuvaient sur eux de toutes les sommités. Saisissant les pointes, les racines, les arbustes, et enfonçant leurs baïonnettes dans les crevasses, ils arrivèrent sur le plateau au travers d'une grêle de balles et de mitraille partant des remparts. Le 69e s'étant promptement formé, escalada les murs et s'empara du fort, où il ne trouva qu'une centaine de chasseurs tyroliens. Les Autrichiens avaient évacué la place, afin de se diriger sur Inspruck. En opérant ce mouvement, ils rencontrèrent la première colonne que le général Loison avait dirigée sur ee point pour leur couper la retraite. Le combat s'engagea; il devint opiniâtre, et la colonne française, qui était bien inférieure en force, était sur le point de livrer le passage aux ennemis. Le 69e, qui venait de s'emparer du fort, et qui marchait

à la poursuite des fuyards, se présenta à temps pour changer la face des choses. Les Autrichiens, pris entre deux feux, furent forcés de mettre bas les armes ; ils perdirent dans cette affaire dix-huit cents hommes, un drapeau et seize pièces de canon attelées.

Le maréchal Ney arriva à Inspruck le 7 novembre, à cinq heures du soir. L'ennemi avait abandonné cette ville, en y laissant un arsenal rempli d'une artillerie considérable, seize mille fusils et beaucoup de poudre. Il n'y resta que le temps nécessaire pour faire reposer ses troupes, et se remit en marche le 9. Les Autrichiens évacuèrent successivement les autres postes qu'ils occupaient encore; et, le 17 novembre, après avoir fait occuper Brixen et Clausen, le maréchal établit son quartier-général à Bolzen. Il se dirigea ensuite sur Villach et Clagenfurth, où il opéra sa jonction avec l'aile gauche de l'armée d'Italie.

Le maréchal Augereau, commandant un corps d'armée dont les troupes, venant de Brest, n'é-

taient arrivées que vers le milieu d'octobre, reçut l'ordre de se porter, après avoir passé le Rhin, sur le Voralberg, afin de contenir et de refouler même sur le Tyrol le corps autrichien du général Jellachich, auquel l'occupation de ce pays par le maréchal Ney fermait toute retraite sur ce point. Augereau franchit le Rhin, les défilés de la Forêt-Noire, s'avance sur le lac de Constance, force les Autrichiens d'abandonner Lindau et Bregentz, et marche ensuite sur Feldkirch, où se trouvait le gros de l'armée commandée par le général Jellachich. Bientôt cerné dans ses positions, et menacé du côté du Tyrol par le maréchal Ney, qui s'était déjà avancé jusqu'à Brixen, ce général se vit contraint de capituler: huit drapeaux, une artillerie nombreuse et des magasins considérables restèrent au pouvoir des Français.

Après le combat de Guntersdorf, les Autrichiens avaient précipité leur retraite sur Brunn, et d'après les ordres du prince Murat, le général Sébastiani ayant poursuivi les débris de leur ar-

rière-garde, les atteignit à la hauteur de Pohrlitz, et leur fit près de deux mille prisonniers.

Napoléon, par égard pour l'empereur Alexandre, qui se trouvait alors à Brunn, avait ordonné à Murat de ne point le poursuivre avec trop d'ardeur. Le monarque russe s'empressa de quitter cette ville, accompagné du général Kutusow, pour se porter au devant de la tête de colonne du second corps d'armée russe, sous les ordres du général Buxhoewden, qui venait d'opérer sa jonction avec l'avant-garde de la première armée, à Wischau. En venant établir, le 20 novembre, son quartier-général à Brunn, Napoléon trouva, à son grand étonnement, la citadelle de cette ville abandonnée par l'ennemi, quoiqu'elle fût en état de soutenir un siége en règle, et approvisionnée de munitions de toute espèce.

Le général Kutusow, investi du commandement général de l'armée ennemie, l'avait réunie entre Wischau et Dieditz. Elle était forte de cent quatre bataillons, dont vingt autrichiens, et de cent cinquante-neuf escadrons, dont cinquante-

quatre autrichiens et quarante de cosaques. Les troupes autrichiennes étaient commandées par le lieutenant-général prince Jean de Lichstenstein.

Cependant l'archiduc Ferdinand, après s'être retiré en Bohême avec les débris de son armée, avait réuni dans ce pays les troupes de nouvelles levées qui s'y trouvaient, et couvrait, avec un corps de dix-huit à vingt mille hommes, la droite de l'armée combinée de Moravie, qui pouvait être évaluée, dans ce moment, à quatre-vingt mille hommes, n'ayant en tête que les corps de cavalerie du prince Murat, des maréchaux Lannes et Soult, et la garde impériale française, commandée par le maréchal Bessières; le nombre de ces troupes s'élevait tout au plus à cinquante mille hommes. Mais les Russes et les Autrichiens se trouvaient tellement fatigués des longues marches qu'ils avaient faites, qu'il fut décidé, à Wischau, qu'ils continueraient leur mouvement rétrograde jusqu'à Olmutz, où ils pourraient prendre quelque repos en attendant les troupes qui devaient encore les joindre.

Le général Kutusow avait placé un corps de six mille hommes en arrière-garde, pour défendre les points de jonction des routes de Brunn et d'Olmutz. Murat, sorti de cette première ville aussitôt après y être entré, continuait à suivre l'ennemi. La division Walther, qui marchait en tête de la cavalerie française, rencontra ce corps de cavaliers russes, et contint l'ennemi jusqu'à l'arrivée de la division de cuirassiers du général d'Hautpoult et de quatre escadrons de la garde impériale, que le maréchal Bessières commandait en personne. Bien que les chevaux fussent épuisés de fatigue, les généraux n'en firent pas moins sonner la charge; les Russes opposèrent une résistance vigoureuse, et il fallut renouveler l'attaque à plusieurs reprises; mais le maréchal Bessières, à la tête des escadrons de la garde, tomba sur les Russes avec tant d'impétuosité, qu'ils furent enfin culbutés, en laissant plus de deux cents cavaliers sur le champ de bataille, et cent chevaux au pouvoir des Français.

Le 21 novembre, l'armée combinée partit de

Wischau et des environs, et prit position le lendemain matin devant Olmutz, en arrière du village d'Ollschau. Elle était disposée sur trois lignes; sa droite s'étendait sur les hauteurs de Topolan, sa gauche était appuyée à la rivière de March; les troupes autrichiennes, commandées par le prince de Lichstenstein, formaient la réserve, sur les hauteurs en arrière de Schnobolin, et devaient assurer, en cas d'échec, le passage au delà de la March.

Quoique cette position de l'armée ennemie fût fort avantageuse, les empereurs d'Autriche et de Russie, qui se trouvaient réunis à Olmutz depuis le 18 octobre, voulant se trouver plus en mesure par l'arrivée des troupes que le grand duc Constantin et le général Essen amenaient, essayèrent de gagner du temps, et envoyèrent au quartier-général de l'armée française les comtes Giulay et Stadion, avec des pleins pouvoirs pour entamer une négociation. Napoléon, afin d'épargner le sang, proposa un armistice, si toutefois les démonstrations qu'on lui faisait étaient sincères;

mais il eut bientôt lieu de s'apercevoir que la mission des plénipotentiaires autrichiens n'était qu'une ruse de guerre pour endormir sa vigilance.

Les différens corps de la grande armée française étaient placés ainsi au 27 novembre :

La garde impériale, la division des grenadiers d'Oudinot, alors commandée par le général Duroc, et le reste du corps d'armée du maréchal Lannes étaient à Brunn et dans les environs de cette place.

Austerlitz, Butschowitz, Neuwieslitz et Stunitz étaient occupés par les troupes du maréchal Soult, qui avait à Gaya, sur la route de Hongrie, un fort détachement qui se liait avec une des divisions du maréchal Davoust, observant la rivière de March, pour assurer la droite de l'armée qui était en ligne.

Murat avait sa cavalerie à droite et à gauche de la route d'Olmutz, entre Posoritz et Brunn; ses avant-postes dépassaient Wischau.

Le corps du maréchal Bernadotte, détaché sur

la gauche de Brunn, occupait Iglau sur la route et près des frontières de la Bohême. Les divisions de Wrède et Drouet, qui s'étaient avancées jusqu'à Deutschbrod, avaient pris une compagnie d'artillerie, cent chevaux de troupes, cinquante cuirassiers et plusieurs officiers appartenant au corps d'armée du prince Ferdinand. Le colonel d'état-major Maison, premier aide-de-camp du maréchal Bernadotte, avait fait prisonniers, sur la route de Brunn à Iglau, trois cent cinquante dragons de Latour et des cuirassiers de Hohenlohe.

Le maréchal Mortier couvrait Vienne avec les deux divisions qui composaient son corps d'armée.

Les troupes du maréchal Davoust s'échelonnaient en remontant la March, qui se jette dans le Danube en de çà de Presbourg, et se trouvaient par conséquent en communication avec la droite du maréchal Soult, vers Gaya.

Léoben était occupé par les troupes du général Marmont; sa gauche s'étendait dans la direction de Vienne, et sa droite vers Gratz.

Le maréchal Ney s'avançait du Tyrol vers la Carinthie, à l'effet d'opérer sa jonction avec l'armée d'Italie.

Le maréchal Augereau assurait ses communications avec la France, par la Bavière et la Souabe.

Afin de se rapprocher de son avant-garde, commandée par le prince Bagration, l'armée combinée se mit en marche sur cinq colonnes le 27 novembre, à huit heures du matin, et l'avant-garde ne fit aucun mouvement dans la journée, pour ne pas faire connaître cette manœuvre aux Français.

Les colonnes ennemies suivaient cinq routes parallèles. L'aile droite, divisée en deux colonnes, marchait le long du pied des montagnes, à droite de la chaussée; ces deux colonnes n'étaient composées que d'infanterie russe, commandée par le général Buxhoewden, ayant sous ses ordres les lieutenans-généraux Wimpfen et Langeron. Le général en chef Kutusow dirigeait la troisième colonne, qui formait le centre; il avait sous son

commandement immédiat le lieutenant-général Przybyszewsky ; il s'avança par la route de Prosnitz. Les quatrième et cinquième colonnes, composées en partie de troupes autrichiennes, étaient dirigées par le lieutenant-général prince de Lichstenstein, et commandées en sous ordre par les lieutenans-généraux Kollowrath, Essen, prince de Hohenlohe, et Uwarow; elles formaient la gauche de l'armée combinée. Le grand duc Constantin, ayant sous ses ordres les lieutenans-généraux Kollagriwof et Malutin, commandait la réserve, et marchait à quelque distance de la colonne du centre, sur la route de Prosnitz; ce corps était composé de troupes de la garde impériale russe, au nombre de dix bataillons, dix-huit escadrons et quatre compagnies d'artillerie. Toutes ces colonnes réunies présentaient un effectif de quatre-vingt-deux mille hommes, dont dix-huit mille Autrichiens.

Le général Kutusow, ne connaissant pas les mouvemens des Français, marchait avec beaucoup de précaution ; son intention était de refuser

sa gauche et de faire gagner du terrain à sa droite, afin de déborder la gauche des Français dans le cas où il les rencontrerait. Les deux empereurs établirent leurs quartiers généraux à Prosnitz, aussitôt que le grand duc Constantin y fut arrivé avec sa réserve. L'armée française occupait toujours, pendant cette marche, ses mêmes positions; l'avant-garde, qui n'était ni affaiblie ni renforcée, se trouvait à Wischau. Encouragé par cette inaction apparente, Kutusow ordonna au prince Bagration de commencer l'attaque dès le lendemain 28. L'armée devait suivre, dans le même ordre de marche que la veille, le chemin que lui fraierait son avant-garde. Le prince Bagration se dirigea, dès la pointe du jour, avec son avant-garde, sur Wischau.

Dès que les troupes françaises, qui occupaient cette petite ville, eurent connaissance du mouvement de l'avant-garde ennemie, elles évacuèrent Wischau, suivant les instructions données par Napoléon; la cavalerie française se replia sur Rausnitz, où était le gros de l'avant-garde qui, dans

la soirée, quitta encore cette position pour suivre le mouvement rétrograde et général de l'armée.

Napoléon avait choisi un terrain qui lui avait paru le plus avantageux pour combattre avec succès les forces nombreuses qu'il avait devant lui ; il accéléra en conséquence la retraite de ses troupes, pour leur faire prendre une nouvelle position entre Turas et Brunn. Elles occupèrent d'abord les villages de Monitz, Telnitz, Sokolnitz, Kobelnitz, Schlapanitz, qui couvraient le front de l'armée, tandis que l'avant-garde couronnait les hauteurs d'Augezd, de Pratzen, de Jirzokowith et de Kruh : et comme si ses intentions eussent été de garder ces positions, l'empereur fit travailler avec beaucoup d'appareil à des retranchemens qu'il fit garnir d'artillerie. Son intention était d'accréditer l'opinion répandue dans l'armée ennemie, que Napoléon n'oserait point risquer le sort d'une bataille devant Brunn. A cet effet, il fit demander une entrevue à l'empereur Alexandre, qui se borna à envoyer le prince d'Olgorouçki, son aide-de-camp. Ce jeune favori du mo-

narque russe, en arrivant aux avant-postes français, où Napoléon s'était rendu lui-même, crut découvrir, dans la contenance des troupes et dans le sombre silence avec lequel elles travaillaient aux retranchemens, les marques certaines d'une terreur, dont il attribua la cause à la présence et à la valeur indomptable des guerriers russes.

Son langage se ressentit de ces impressions, lorsqu'il fit part au chef du gouvernement français des ridicules propositions que son maître l'avait chargé de faire, et que l'empereur écouta avec le plus grand sang-froid. Cette feinte modération acheva de persuader à l'envoyé d'Alexandre, que l'armée française allait être anéantie; et, de retour au quartier-général russe, il ne manqua pas de faire partager son espoir aux jeunes officiers qui avaient une si grande influence sur l'esprit du czar. Malgré les observations de quelques vieux généraux autrichiens qui avaient fait la guerre contre le vainqueur de l'Italie, toute la jeunesse russe, et presque tous les généraux

de cette nation, annonçaient hautement que l'armée qu'ils allaient combattre passerait bientôt sous le joug.

Placé sur les hauteurs de Pratzen, Napoléon examinait par lui-même, et par les reconnaissances qu'il envoyait successivement sur la ligne ennemie, tous les mouvemens des Russes. Calculant l'effet des forces dans chaque position, il les visitait successivement; l'avant-veille de la bataille, après avoir parcouru les villages de Monitz, de Sokolnitz et de Telnitz, il dit aux généraux qui l'entouraient: « Si mon dessein était d'empêcher l'ennemi de passer, c'est ici que je l'attendrais, mais cela n'amènerait qu'une bataille ordinaire; au lieu que si, au contraire, je renforce ma droite en la retirant vers Brunn, et que ce mouvement fasse abandonner aux Russes les hauteurs qu'ils occupent, fussent-ils au nombre de trois cent mille, ils sont pris en défaut et perdus sans ressource. » La prédiction se vérifia; l'armée alliée commença, le premier décembre, le mouvement de flanc que le général

Kutusow avait imaginé pour tourner la droite des Français : Napoléon, convaincu par cette manœuvre que l'ennemi donnait dans le piége qu'il lui avait tendu, dit au major-général Berthier : « Avant demain au soir, cette armée est à moi. »

En quittant Herspitz et Wachau, la première des cinq colonnes ennemies vint prendre position en deux lignes sur les hauteurs d'Hosteriadek. Le village d'Augezd, situé entre la montagne et les étangs de Monitz, fut occupé par un régiment d'infanterie légère; marchant par Austerlitz, Krenowitz, la seconde colonne vint prendre position également sur deux lignes, sur les hauteurs de Pratzen, à droite de la première colonne; la troisième, marchant sur la droite d'Austerlitz, se porta sur Pratzen, et prit position sur les hauteurs, à droite de ce village; la quatrième, marchant sur sa droite, coupa la grande route d'Austerlitz sur Brunn, et se plaça sur deux lignes derrière la troisième colonne; la cinquième, qui avait suivi la direction de la troisième, vint se placer derrière elle, sous les hauteurs, à droite de Pratzen.

La réserve, composée de la garde impériale russe, traversa Austerlitz, et vint se placer sur les hauteurs, en avant de ce village.

Le prince Bagration avait, dès le matin, étendu son avant-garde au delà d'Holubitz et de Blazowitz; le corps de cavalerie du général Kienmayer avait été renforcé de huit escadrons autrichiens, de dix de Cosaques, et de cinq bataillons de Croates; il vint prendre position en avant d'Augezd; et le général en chef Kutusow établit son quartier-général à Krenowitz.

Ce grand mouvement fut exécuté sans que Napoléon fît la moindre démonstration pour l'inquiéter. Il s'était contenté de faire faire, par l'avant-garde du prince Murat, une reconnaissance générale dans la plaine; puis il avait fait retirer ses avant-postes jusqu'à Schlapanitz, Sokolnitz et Telnitz, comme s'il eût été effrayé de l'apparition des forces considérables qu'il allait combattre. Accompagné des maréchaux Soult, Bernadotte et Bessières, Napoléon monta à cheval vers le milieu de la journée, pour inspecter l'infanterie et

la cavalerie de sa garde qui était sous les armes dans la plaine de Schlapanitz. Le ciel était magnifique ; le soleil brillait du plus vif éclat, et tout semblait annoncer que ce beau temps se prolongerait jusqu'au lendemain, jour anniversaire du couronnement de l'empereur des Français.

Tandis que la cavalerie de Murat échangeait quelques coups de carabine avec la cavalerie ennemie, Napoléon s'avança sur la ligne des tirailleurs, et, après avoir observé quelque temps les mouvemens des différentes colonnes qui se présentaient devant lui, il se retira, afin de faire ses dispositions pour la bataille du lendemain ; et, dans la soirée même, il fit mettre à l'ordre de l'armée cette proclamation :

« Soldats !

» L'armée russe se présente devant vous pour
» venger l'armée autrichienne d'Ulm ; ce sont ces
» mêmes bataillons que vous avez battus à Hol-
» labrunn, et que depuis vous avez poursuivis

» constamment jusqu'ici. Les positions que nous
» occupons sont formidables, et, pendant qu'ils
» marcheront pour tourner ma droite, ils me
» présenteront le flanc.

» Soldats, je dirigerai moi-même vos batail-
» lons. Je me tiendrai loin du feu, si, avec votre
» bravoure accoutumée, vous portez le désordre
» et la confusion dans les rangs ennemis ; mais
» si la victoire était un moment indécise, vous
» verriez votre empereur s'exposer aux premiers
» coups, car la victoire ne saurait hésiter, dans
» cette journée surtout où il y va de l'honneur de
» l'infanterie française, qui importe tant à l'hon-
» neur de toute la nation.

» Que, sous prétexte d'emmener les blessés,
» on ne dégarnisse pas les rangs, et que chacun
» soit bien pénétré de cette pensée, qu'il faut
» vaincre ces stipendiés de l'Angleterre qui sont
» animés d'une si grande haine contre notre
» nation.

» Cette victoire finira notre campagne, et nous
» pourrons reprendre nos quartiers d'hiver, où

» nous serons joints par les nouvelles armées qui » se forment en France, et alors la paix que je » ferai sera digne de mon peuple, de vous et de » moi. »

Le corps du maréchal Bernadotte avait bivaqué, dès le 30, derrière Brunn, et celui du maréchal Davoust avait joint la droite de l'armée dans la matinée. L'empereur fit diriger deux divisions, l'une commandée par le général Friant, et une autre de dragons, sur le couvent de Reygern, pour contenir la gauche de l'ennemi, dans le cas où elle s'avancerait par la route d'Auspitz. La division Gudin reçut ordre de se porter sur Nikolsbourg, sur la droite de la ligne française, pour faire face au général Meerveldt qui avait rassemblé les débris de ses troupes battues à Marienzel, et s'était avancé par la Hongrie jusqu'à Luntenbourg.

Les autres corps de l'armée française se trouvaient placés, dans la nuit du 1er au 2 décembre, ainsi qu'il suit :

Le corps du maréchal Bernadotte, formant le

centre, et composé des divisions Drouet et Rivaud, était placé derrière le village de Jirzokowith qui était lui-même fortement occupé; le corps de cavalerie du prince Murat était placé à la gauche et un peu en arrière des troupes de Bernadotte; les divisions Caffarelli et Suchet, du corps du maréchal Lannes, formaient la gauche de l'armée, et touchaient la cavalerie de Murat; le maréchal avait appuyé sa gauche à une hauteur sur laquelle on voyait autrefois une chapelle funéraire musulmane, construite par les Turcs lorsqu'ils étaient maîtres de la Hongrie et d'une partie de la Moravie, ce qui avait fait donner à cette hauteur la dénomination de Santon. Napoléon, qui considérait cette position comme la clef de ses opérations offensives, l'avait fait fortifier et occuper avec soin : dix-huit pièces de canon y étaient placées en batterie, et elle était gardée par le 17e régiment d'infanterie légère, sous les ordres du général de brigade Claparède, faisant partie de la division Suchet.

L'aile droite, commandée par le maréchal Soult,

et composée de la division Legrand, qui en formait l'extrémité, était en position entre les villages de Sokolnitz et Telnitz; la division Vandamne tenait la gauche, et la division Saint-Hilaire, formant le centre, était placée à gauche de Kobelnitz. De forts régimens d'infanterie occupaient les villages de Kobelnitz, Sokolnitz et de Telnitz.

La réserve de l'armée, composée de dix bataillons de la garde impériale et de dix bataillons des grenadiers d'Oudinot, était près de Turas, entre ce village et Schlapanitz. Cette réserve, disposée sur deux lignes en colonnes serrées, par bataillons, à distance de déploiement, avait dans les intervalles quarante pièces de canon : c'était avec cette colonne formidable que l'empereur avait le projet de se précipiter partout où il croirait sa présence nécessaire.

L'armée française se composait de soixante à soixante-dix mille combattans; les alliés en avaient près de cent mille; la force de l'artillerie était égale des deux côtés; l'armée austro-russe était

supérieure à celle des Français en cavalerie.

Le 2 décembre, vers une heure du matin, les colonnes de l'armée austro-russe reçurent enfin leurs instructions pour l'attaque de l'armée française. Quoique le général en chef russe n'eût que des notions vagues sur la position des Français, son plan était d'attaquer Napoléon par son flanc droit, sur lequel de grandes masses devaient se porter avec rapidité. Suivant lui, la vallée entre Telnitz et Sokolnitz devait être franchie au pas de course; la cavalerie du prince Lichstenstein et l'avant-garde du prince Bagration, formant la droite, devaient couvrir ce mouvement : le général autrichien, dans la plaine entre Kruh et Schlapanitz, à cheval sur la chaussée; et le général russe en soutenant cette cavalerie et garnissant avec son artillerie les hauteurs entre le village de Dwaroschun et la cassine ou cabaret de Lefch.

Napoléon avait passé la nuit à faire ses dernières dispositions : le jour parut, et le soleil, aussi resplendissant que la veille, semblait vouloir éclai-

rer l'action terrible et mémorable qui devait avoir lieu. L'empereur, se portant sur le front de bandière, afin d'animer et d'électriser ses troupes par ces heureux à-propos qui ne manquaient jamais leur effet, dit, en passant devant le front du 57e régiment :

« Souvenez-vous qu'il y a bien des années, je » vous ai surnommé *le terrible*. » Il dit encore, en passant devant le 28e, composé en grande partie de conscrits des départemens du Calvados et de la Seine-Inférieure : « J'espère que les Nor- » mands se distingueront aujourd'hui. »

L'armée austro-russe s'était mise en mouvement dès cinq heures du matin ; et, à mesure que le jour augmentait, on voyait les hauteurs de Pratzen se dégarnir successivement, et ses nombreuses colonnes inonder les plaines.

Remarquant que la direction de marche des colonnes d'infanterie ennemie devait mettre entre elles de grands intervalles à mesure que leurs têtes s'approchaient de la vallée de Telnitz, Napoléon demanda au maréchal Soult combien il croyait

qu'il fallût de temps pour s'avancer vers les hauteurs de Pratzen. « Moins de vingt minutes, ré-» pondit le maréchal. Le brouillard qui couvre » encore le fond de la vallée, où nos troupes » sont placées, et la fumée des bivacs qui s'étei-» gnent, déroberont ce mouvement à l'ennemi. » —En ce cas, reprit l'empereur, attendons en-» core un quart d'heure. » Bernadotte avait reçu l'ordre de passer le ruisseau de Jirzokowith, et de se tenir prêt à marcher offensivement.

Napoléon, au moment où l'attaque allait commencer, parla en ces termes aux troupes qui l'entouraient : « Soldats, souvenez-vous que cette » bataille doit être un combat de géants. Il faut » finir cette campagne par un coup de tonnerre » qui confonde l'orgueil de nos ennemis, et ap-» prenne enfin au monde que nous n'avons pas de » rivaux. »

En quittant l'empereur, le maréchal Soult s'était porté sur le village de Kobelnitz, en arrière duquel était placée la division Saint-Hilaire, sous les armes. Le maréchal, qui excitait en passant

l'ardeur et l'enthousiasme des troupes, s'arrêta devant le 10e d'infanterie légère : « Rappelez-» vous, dit-il aux officiers et aux soldats, que » vous avez battu les Russes en Suisse. — Nous » ne l'avons pas oublié, répondirent-ils, encore » moins aujourd'hui que jamais. » Cette division, ainsi que celle du général Vandamme qui était à droite, se prépara à marcher en avant : la division Legrand, formant l'extrême droite, par où le combat allait s'engager, devait garder sa position.

Afin de frayer le chemin à la première colonne ennemie, le corps du général Kienmayer, qui se trouvait le plus rapproché de la ligne française, s'était avancé d'Augezd pour forcer le défilé de Telnitz.

Quelques escadrons de hussards autrichiens traversèrent assez rapidement une plaine qui se trouve entre Augezd et Telnitz ; mais le 3e régiment d'infanterie de ligne occupait le dernier village, et un bataillon des tirailleurs du Pô se trouvait sur une hauteur, en avant, pour en dé-

fendre l'approche. De petits partis de cavalerie, tirés d'une masse qui se trouvait auprès des étangs de Menitz, se montrèrent sur la droite; on reconnut bientôt que ces partis appartenaient à la division de dragons qui avait été placée, avec celle du général Friant, du corps du maréchal Davoust, au couvent de Raygern.

Un détachement de cavalerie se porta, d'après l'ordre du général Kienmayer, sur la cavalerie française; il fit en même temps avancer un bataillon sur la hauteur occupée par les tirailleurs du Pô, qui furent eux-mêmes renforcés par un bataillon de ligne.

Après avoir été repoussé deux fois de la hauteur qu'il fallait enlever pour arriver au village, le général autrichien Sutterheim parvint cependant à s'en rendre maître; mais les tirailleurs du Pô et le 3e de ligne défendirent le village et les vignes qui l'environnaient avec beaucoup plus d'opiniâtreté encore que la hauteur. Le général Carneville, que le général Kienmayer avait fait avancer avec les trois bataillons qui lui restaient,

pour renforcer les deux premiers qui avaient peine à se maintenir sur la hauteur dont ils venaient de s'emparer, ranima leur courage, et l'action recommença avec plus de vigueur. Les deux bataillons de Szeckler, infanterie, parvinrent cependant à percer jusque dans le village; mais ils furent repoussés avec tant de vigueur, qu'ils perdirent les deux tiers de leurs soldats.

Le combat durait depuis plus d'une heure : ne voyant point arriver la tête de la première colonne russe, et des troupes de la division Legrand se montrant au delà du défilé de Telnitz, le général Kienmayer songea, dans cette position critique, à faire un mouvement rétrograde; mais le général Buxhoewden envoya un bataillon de chasseurs pour soutenir les Autrichiens, et une brigade russe vint se placer en réserve : l'attaque du village se renouvela; il fut emporté; à l'approche de cette énorme colonne ennemie, les Français évacuèrent le défilé pour se former au delà en bataille.

Le général Friant, qui s'était avancé sur trois

colonnes du couvent de Raygern vers Sokolnitz, arriva vers neuf heures pour soutenir la division Legrand, et, profitant d'un brouillard épais qui s'éleva tout à coup dans la vallée, attaqua le village de Telnitz. Les chasseurs du 7e régiment russe et un bataillon autrichien qui le défendaient furent culbutés, se retirèrent en désordre au delà de la hauteur, et entraînèrent dans leur fuite un régiment d'infanterie russe qui devait les soutenir. Toutefois, le général Nostiz chargea vivement, avec deux escadrons de hussards, l'infanterie française et arrêta ses progrès. Lorsque le brouillard fut dissipé, le général Buxhoewden déploya sa colonne en plusieurs lignes sur la hauteur, et les Français se déterminèrent, en voyant cette masse, a évacuer Telnitz que les Autrichiens occupèrent aussitôt. Après quelque résistance, le défilé fut encore passé par une division de cavalerie ennemie qui se forma au delà en bataille, et les Français se retirèrent dans la direction de Turas.

Sur ces entrefaites, les deuxième et troisième colonnes de l'armée alliée s'étaient avancées vers

Sokolnitz et Kobelnitz qui étaient gardés par deux bataillons de la division Legrand; dès qu'ils aperçurent les chasseurs russes qui marchaient en avant de chaque colonne, ils s'apprêtèrent à la plus vigoureuse défense. Une batterie de canon, qu'ils avaient à gauche sur une hauteur, prenait en écharpe l'ennemi qui riposta vigoureusement; cette canonnade, engagée ainsi à gauche et devant Sokolnitz, abîma ce village.

Contre les instructions du général en chef Kutusow, les généraux Przybyszewky et Langeron, commandant les deuxième et troisième colonnes russes, poursuivirent leur marche sur Sokolnitz, sans s'inquiéter de ce qui passait à la quatrième colonne, sans communication directe avec elle, et sans chercher à avoir connaissance des mouvemens offensifs de la ligne française. Après une longue et inutile canonnade, leurs troupes emportèrent le village, dont les Français se retirèrent en bon ordre. Le général Muller, qui commandait une des brigades de chasseurs russes, fut blessé et pris ensuite au delà de ce village.

Tandis que les choses se passaient ainsi à l'extrême droite de l'armée française, Napoléon, qui avait jugé que les mouvemens de l'armée ennemie manquaient d'ensemble et de consistance, et que, par le grand circuit que l'aile gauche avait à faire, elle s'éloignait du centre à mesure qu'elle avançait, Napoléon avait déjà fait marcher contre ce centre une partie des masses qu'il tenait réunies, afin de couper les trois colonnes qui n'avaient point cessé de s'avancer imprudemment pour tourner et envelopper l'armée française dans une position où elle n'était pas ; il garda toujours près de lui, sur les hauteurs de Schlapanitz, ses dix bataillons de la garde impériale et les dix de grenadiers, dont le général Oudinot, à peine rétabli de sa première blessure, avait repris le commandement. Cette réserve ne tira pas un coup de fusil pendant la bataille.

La division Saint-Hilaire avait reçu, du maréchal Soult, l'ordre d'attaquer les hauteurs et le village de Pratzen ; dans le même moment, le maréchal Bernadotte, qui venait de passer le ruisseau de

Jirzokowitz avec les divisions Rivaud sur la droite, et Drouet sur la gauche, se dirigeait sur les hauteurs de Blazowitz. La cavalerie du prince Murat se plaçait à gauche de ces deux divisions, sur plusieurs lignes, afin de se porter entre Jirzokowitz et Kruh. Le maréchal Lannes, avec les divisions Suchet et Caffarelli, l'une à sa droite et l'autre à sa gauche, se portait en avant, sur la gauche de Murat, à cheval sur la chaussée.

Bientôt le combat s'engagea sur tous les points de cette ligne du centre et de la gauche des Français.

Ayant quitté, à l'heure indiquée, les hauteurs d'Austerlitz, le grand duc Constantin se porta sur celles de Blazowitz et de Kruh, et se trouva sur ce point en première ligne en face des divisions Rivaud et Drouet, et de la cavalerie légère de Murat, que commandait le général Kellermann. Ses tirailleurs s'engagèrent avec ceux des Français, et le grand duc fit occuper le village de Blazowitz par un bataillon de chasseurs de la garde.

Le prince de Lichstenstein arriva avec sa colonne de cavalerie : elle devait se porter sur la gauche du prince Bagration pour occuper la plaine entre Kruh et le cabaret de Lesch ; mais, comme elle marchait dernière la troisième colonne, elle fut croisée par les troupes d'infanterie, lesquelles descendirent des hauteurs de Pratzen au commencement de l'action ; et ce retard fut cause que le prince ne put placer à la hâte que dix escadrons, sous les ordres du général Uwarow, sur la gauche du prince Bagration, afin d'assurer le flanc de ce général qui avait déjà devant lui une partie de la cavalerie du prince Murat. Trouvant le grand duc engagé avec les tirailleurs de la division du général Kellermann, soutenu à droite et à gauche par ceux des divisions Caffarelli et Rivaud, il s'était décidé à se mettre en bataille et à charger ces dernières troupes. Le premier des régimens qui se déploya fut celui des uhlans du grand duc Constantin : cette troupe, entraînée par l'ardeur du général Essen qui la conduisait, n'attendit point que les autres régi-

mens fussent formés ; et, sans être soutenue, elle fondit sur la cavalerie du général Kellermann, qui se retira par les intervalles de l'infanterie. Les uhlans la suivirent malgré le feu des bataillons qu'ils traversaient : ils arrivèrent en désordre au delà de cette première ligne, et se trouvèrent en présence d'une seconde, formée par la cavalerie qui les reçut d'une manière vigoureuse, tandis que les divisions Rivaud et Caffarelli, formant une ligne sur leur droite et sur leur gauche, les prirent entre leurs feux, blessèrent grièvement le général Essen qui les avait conduits, et leur mirent en un instant quatre cents hommes hors de combat : le reste de ce régiment fut mis dans une déroute complète, et regagna avec peine, par sa droite, le corps du prince Bagration, qui s'était porté en avant de la poste de Posorzitz, pour s'opposer à la division Suchet, formant la gauche du maréchal Lannes, qui s'appuyait au Santon.

Le centre de l'armée alliée, soit par méprise ou par de fautives dispositions, était bien plus

faible que les deux ailes ; la réserve, qui aurait pu le soutenir, se trouvait elle-même engagée en première ligne ; ce centre, formé par la quatrième colonne, et commandé par le général Kollowrath, était composé de vingt-sept bataillons assez faibles : la force totale de ces troupes était à peu près de quinze mille hommes.

Au moment où cette colonne allait commencer son mouvement, Alexandre, accompagnant le général en chef Kutusow, se rendit auprès d'elle. Afin de donner aux autres colonnes de la gauche le temps d'avancer par le circuit qu'elles avaient à faire, le général Kollowrath avait eu ordre de ne s'ébranler qu'à huit heures du matin. Ainsi, le combat de Telnitz était engagé, et les trois colonnes de la gauche en pleine marche lorsque celle du centre se forma et se rompit par pelotons par la gauche. Cette colonne du centre ennemi arriva à neuf heures du matin sur les hauteurs de la droite de Pratzen que la troisième colonne avait occupé pendant la nuit : elle aperçut tout à coup, dans un fond, en avant de ce village, une

masse d'infanterie française ; c'étaient les trois brigades de la division Saint-Hilaire, commandées par les généraux Varé, Thiébault et Morand, et formées en colonnes d'attaque. Le général Kutusow, surpris de ce mouvement, et se voyant attaqué lorsqu'il croyait attaquer le premier, sentit combien il était important de conserver Pratzen : l'occupation de ce plateau décidait de la bataille ; il prit donc ses dispositions pour faire face aux colonnes françaises qui marchaient sur lui, et pour occuper la hauteur. Il fit demander, par un de ses aides-de-camp, quelque cavalerie au prince de Lichstenstein, qui lui envoya sur-le-champ quatre régimens russes.

Pendant ce temps, les brigades Morand et Thiébault s'avançaient d'un pas égal et dans le plus grand ordre : celle du général Varé, marchant sur la droite de ce village, menaçait de passer dans l'intervalle de la colonne russe, et des quatre régimens envoyés par le prince de Lichstenstein ; le général Kutusow fit avancer son infanterie de ce côté, et dirigea un renfort vers son avant-

garde : mais les colonnes d'attaque des généraux Thiébault et Morand avaient déjà joint cette troupe, qui fut bientôt forcée d'abandonner la hauteur.

Tandis que les Russes cherchaient à regagner le terrain qu'ils venaient de perdre, les colonnes françaises s'avançaient toujours sans répondre au feu que le renfort envoyé à l'avant-garde faisait sur elles, et ne commencèrent à tirer qu'à cent pas de distance des premiers rangs de l'ennemi. Cette fusillade, bien nourrie, fit beaucoup de ravage. Le général Saint-Hilaire, appuyant sa gauche à l'église de Pratzen, et sa droite sur le point culminant des hauteurs, le général Morand plaça le 10e régiment d'infanterie légère en potence, pour faire face à une brigade de la queue de la troisième colonne.

S'exposant comme un simple officier pour essayer de donner de l'élan à ses troupes, l'empereur Alexandre, qui était avec le gros de l'infanterie de la colonne, et qui faisait, pour ainsi dire, ses premières armes, ordonna à ses bataillons de

se porter rapidement en avant et de prendre les Français en flanc. Le général Kollowrath reçut l'ordre de les arrêter sur la gauche, et se porta en conséquence, avec deux brigades autrichiennes, contre les hauteurs sur lesquelles les brigades françaises s'étendaient de plus en plus, en poursuivant les bataillons russes qui avaient été poussés en avant.

Les Autrichiens se portèrent à cette attaque avec beaucoup de sang-froid et d'intrépidité; ils s'acharnèrent contre le 36e régiment de ligne français, qui se défendit long-temps contre des forces doubles des siennes; il fut cependant forcé de céder un moment du terrain; mais le général Saint-Hilaire ayant fait resserrer ses troupes, ce régiment reprit l'offensive ainsi que le 14e : l'un et l'autre formaient la brigade du général Thiébault, qui eut un cheval tué sous lui; son aide-de-camp resta sur le champ de bataille : le colonel Mazas, du 14e, fut tué, et le colonel du 32e, Lamothe-Houdard, fut blessé.

Dans ce moment, la division Vandamne étant

arrivée à la gauche du général Saint-Hilaire, Kutusow fit venir en toute hâte une brigade de la seconde colonne russe commandée par le général Langeron.

Afin de se lier aux troupes du centre, et d'éviter que l'ennemi ne se portât sur ses derrières, le maréchal Soult avait fait appuyer à gauche une des brigades de la division Vandamne, commandée par le général Schinner. A peine arrivée, cette troupe fut chargée par une partie de la cavalerie de la garde russe, qui se portait rapidement sur le terrain où l'infanterie de cette garde était aux prises avec les divisions du maréchal Bernadotte. Un bataillon du 4e de ligne fut entouré, sabré, et perdit son aigle : cependant la brigade Schinner eut peu de monde tué. Pressés et culbutés par le choc impétueux de la cavalerie ennemie, les soldats, après avoir essuyé cette charge, se mirent ventre à terre, et la plus grande partie des deux régimens français rejoignit ensuite la seconde brigade.

Les troupes françaises qui occupaient les hau-

teurs de Pratzen faisant de nouveaux progrès, le général ennemi pensa qu'il n'y avait qu'une charge à la baïonnette qui pût leur faire céder un terrain sur lequel elles se maintenaient avec tant d'audace. Il fit avancer les brigades russes et autrichiennes, qui marchèrent au pas de charge et en poussant des *hurrahs*, sur celles des Français. Ceux-ci les reçurent avec un feu bien nourri. Cette terrible fusillade éclaircit bientôt les rangs serrés des Russes. Les bataillons du général Miloradowich s'avancèrent ensuite sur la droite, et subirent le même sort; les généraux majors Berg et Repneinskoi furent blessés; et dès ce moment l'incertitude se montra dans les rangs russes et autrichiens, qui ne se défendirent plus que par un feu mal dirigé. Les Français, poussant vivement leurs adversaires, restèrent maîtres des hauteurs de Pratzen et d'une nombreuse artillerie que, dans sa fuite précipitée, l'ennemi ne put emmener.

Dans cette action, qui décida du sort de la journée, les troupes autrichiennes furent les plus

maltraitées ; elles perdirent un général, six officiers supérieurs et deux mille soldats.

Après avoir laissé les troupes suffisantes pour garder les hauteurs, dont il était en pleine possession, le maréchal Soult se porta avec les autres sur les derrières des deuxième et troisième colonnes russes, dont les têtes étaient engagées dans les défilés de Telnitz et de Sokolnitz.

Laissons-le poursuivre ses succès, et reportons-nous un moment à l'autre partie du centre et à la gauche de l'armée française. Après la charge meurtrière faite par les uhlans du grand-duc Constantin, une partie du terrain entre Blazowitz et Pratzen avaient été couverte par la cavalerie du prince de Lichstenstein, et les Français avaient cédé un peu de ce même terrain, pour éloigner davantage cette cinquième colonne ennemie de la quatrième. Les cuirassiers de Lorraine, commandés par le général autrichien Caramelli, chargèrent une colonne de l'infanterie française, qui s'avançait de Jirzokowitz, pour essayer de prendre en flanc les troupes russes, qui combat-

taient sur les hauteurs de Pratzen. Les cuirassiers autrichiens arrêtèrent quelques instans cette infanterie ; mais ils furent bientôt repoussés avec perte, ainsi que le régiment de Nassau, que le prince de Lichstenstein avait fait avancer pour soutenir le premier, et qui chargea après lui. C'était alors que les troupes du maréchal Soult achevaient la déroute de la quatrième colonne austro-russe, sur les hauteurs de Pratzen.

Dans le même moment, la réserve du grand-duc Constantin était engagée dans un combat non moins opiniâtre. Le village de Blazowitz, que ce prince avait fait occuper par un bataillon de chasseurs de la garde russe, fut attaqué et emporté par les troupes de Bernadotte. Voulant reprendre Blazowitz, le grand-duc descendit avec ses bataillons des hauteurs sur lesquelles il était placé; le combat s'engagea par une fusillade très vive. Le maréchal Bernadotte fit porter en avant une compagnie d'artillerie légère, dont le feu ravagea les rangs de l'infanterie russe. Les régimens 27e léger, 94e et 95e de ligne, commandés par le gé-

néral Drouet, s'avancèrent et culbutèrent les bataillons de la garde russe. La cavalerie de cette garde ayant chargé la division française sans avoir pu l'entamer, passa dans les intervalles des régimens; mais elle se trouva tout à coup en présence de la cavalerie de la garde impériale française, que Napoléon avait fait avancer pour appuyer le mouvement offensif du maréchal Bernadotte, et qui était commandée par le maréchal Bessières. Le brave colonel Morland et l'intrépide général Rapp, à la tête des chasseurs, mameloucks et grenadiers à cheval, chargèrent vigoureusement la garde russe, et la rejetèrent sur les divisions des généraux Rivaud et Drouet, dont ces troupes fugitives traversèrent encore les intervalles, en recevant leur feu qui leur tua encore beaucoup d'hommes. Le général Rapp blessa et fit lui-même prisonnier le prince Repnin : un certain nombre d'officiers et de cavaliers éprouvèrent le même sort.

Aussitôt que cette cavalerie russe eut franchi les obstacles que les troupes françaises avaient

présentés à sa retraite, celles-ci continuèrent leur mouvement en avant sur le plateau de Blazowitz, et furent suivies par la cavalerie de la garde. Le colonel Morland, dans la poursuite de la garde impériale russe, fut tué par la mitraille d'une pièce à laquelle les canonniers russes, désespérant de la sauver, avaient mis le feu; cette même décharge blessa à la cuisse le colonel Gérard, premier aide-de-camp du maréchal Bernadotte. Le chef d'escadron Chaloppin, autre aide-de-camp du maréchal, fut tué dans une dernière charge qui eut lieu sur la troupe en retraite.

Krenowitz fut occupé sur-le-champ par le 27e régiment d'infanterie légère, et le maréchal Bernadotte plaça sur le front de la ligne, sur la hauteur à gauche du village, s'étendant vers Blazowitz, toute son artillerie, qui fut encore augmentée de deux batteries de la garde : la garde russe éprouva beaucoup de pertes jusqu'à ce qu'elle fût hors de portée, et elle se retira ainsi maltraitée sur Austerlitz.

Pendant ce temps, le maréchal Lannes, que

nous avons laissé à la gauche, s'avançait avec les deux divisions Suchet et Caffarelli, des deux côtés de la chaussée de Brunn à Olmutz : il trouva, en avant de la poste de Posorzitz, la gauche des troupes du prince Bagration, marchant pour occuper les hauteurs en avant de Dwaroschaw avec son infanterie, tandis que le général Uwarow, détaché de la colonne du prince de Lichstenstein, restait près d'Holbitz qui était occupé, ainsi que le village de Kruh, par l'infanterie ennemie.

Pour couvrir sa gauche, et sa retraite en cas d'échec, le maréchal Lannes avait la belle position du Santon que nous avons déjà fait connaître, défendue par dix-huit pièces de canon et gardée par le 17e d'infanterie légère, sous les ordres du général Claparède. C'était cette position que le général Bagration avait eu ordre d'occuper, et où il se trouvait prévenu par l'effet des savantes dispositions de Napoléon. Le prince russe, attaqué par sa gauche, fut non seulement obligé de la renforcer, mais d'envoyer presque toute sa cavalerie pour soutenir celle du général Uwarow;

elle se trouvait menacée par le maréchal Lannes, qui venait de chasser des villages de Kruh et d'Holubitz l'infanterie russe du général Ulanius, et s'avançait avec ses colonnes, que la cavalerie du prince Murat protégeait.

Ignorant encore la manière dont la position du Santon était gardée, le prince Bagration n'hésita pas à l'attaquer, bien persuadé qu'il s'en rendrait aisément maître, mais il reconnut promptement son erreur : l'artillerie française obligea bientôt les troupes russes à rétrograder jusqu'à Posorzitz, où, sans les efforts du général Uwarow, qui se trouvait à la tête du renfort, elles auraient été coupées et prises. Au moyen de la résistance de ce général, le prince Bagration put se maintenir dans Posorzitz jusqu'au moment où la cavalerie de la garde russe, culbutée en arrière de Blazowitz par la cavalerie de la garde de Napoléon, lui fit craindre d'être entièrement tourné. Protégé alors par la cavalerie du général Uwarow, il fit sa retraite sur Austerlitz.

Les troupes de Murat et celles du maréchal se

jetèrent sur la route de Wischau, qui se trouvait découverte, et s'emparèrent de la plus grande partie des équipages de l'armée qui filaient vers cette ville.

Revenons maintenant à la droite de l'armée française, où l'attaque avait commencé, comme on l'a vu plus haut.

Après l'occupation de Telnitz et de Sokolnitz, les première, deuxième et troisième colonnes de l'armée russe, sans s'assurer des mouvemens qui pouvaient s'opérer à leur droite, avaient poursuivi leur marche. Ces masses ennemies, dirigées par le général Buxhoéwden, étaient fortes de cinquante-cinq bataillons, en ne comptant pas les deux brigades des deuxième et troisième colonnes qui étaient présentes au combat des hauteurs de Pratzen, et qui avaient suivi la chance de la quatrième colonne. Ces masses, qui offraient un total de près de trente mille combattans, n'avaient dans ce moment devant elles qu'une brigade de la division Legrand, et la division Friant, du corps du maréchal Davoust.

La première colonne ennemie s'était avancée par le défilé de Telnitz, et les deuxième et troisième colonnes, s'étant croisées dans Sokolnitz, il en était résulté un encombrement, dont le général Legrand avait profité pour faire tourner le village par le colonel Francheschi, à la tête des troupes qui venaient de se retirer de Telnitz, au moment où le maréchal Soult était déjà maître des hauteurs de Pratzen. Pendant ce temps, le général Friant attaquait le village de Sokolnitz avec sa première brigade, commandée par le général Heudelet, et composée du 108e régiment de ligne, de trois compagnies de voltigeurs du 15e léger, et du 1er régiment de dragons. Ces troupes se précipitant au pas de charge dans le village, renversèrent tout ce qui se trouva devant elles; elles commençaient à s'y établir lorsqu'un feu très vif, parti d'un des bataillons de la colonne Francheschi, qui prit la troupe française pour un des corps ennemis, força le général Heudelet à se jeter, avec les siens, dans un petit bois qui se trouve à gauche du village. L'ennemi y rentra

aussitôt ; mais le général Friant avait pendant ce temps fait avancer la seconde brigade, commandée par le général Lochet. Elle arriva au pas de charge. Le 48e régiment, qui marchait en tête, la baïonnette en avant, culbuta tout ce qui voulut s'opposer à son passage, et parvint à se rendre maître de la partie droite du village. Il prit deux drapeaux, deux pièces de canon et plusieurs caissons. Voyant l'ennemi déborder la gauche du village par suite des succès du 48e, le 111e envoya un nombre assez considérable de tirailleurs sur la droite, et s'avança contre lui de ce côté. Les Russes furent repoussés et jetés sur un autre corps de la troisième colonne ennemie, commandée par le général Kister, qui marchait en ce moment pour couper la deuxième brigade du général Friant. Ce dernier fit charger le 33e de ligne et le 15e, qui la composaient. Le choc fut des plus terribles. Le corps russe fut poussé sur Sokolnitz, où le 15e léger entra pêle-mêle avec lui. Cette action où cinq à six mille Français eurent à lutter contre une force qua-

druple, ne fut pas une des moins mémorables de la journée. Le combat durait depuis trois heures avec des chances variées; le général Friant avait été forcé de faire un mouvement rétrograde; mais se reformant rapidement, et exhortant ses troupes, avec autant d'éloquence que d'énergie, à faire un dernier effort pour couronner la gloire qu'elles avaient acquise dans cette matinée, il fit avancer ses trois brigades à la baïonnette sur le village et les hauteurs. Les Russes, malgré leur nombre, ne purent résister à cette nouvelle attaque, vivement secondée par la brigade de la division Legrand. Le village, les hauteurs, tout fut enlevé, sans retour, et en peu d'instans.

Battues et dispersées, ces deux colonnes russes se retirèrent en partie et dans le plus grand désordre vers un étang, entre Kobelnitz et Sokolnitz, qu'elles cherchèrent à passer sur la glace qui le couvrait.

Pendant cette action d'éclat du général Friant, la division Saint-Hilaire, qui avait été dirigée par

le maréchal Soult sur ce même point de Sokolnitz, afin de prendre en queue les colonnes russes qui s'y trouvaient, parvint, sans rencontrer d'ennemis, jusqu'au château de Sokolnitz, à un grand quart de lieue du village de ce nom. Ce château et ses dépendances étaient fortement occupés.

La brigade du général Thiébaut, qui marchait la première, attaqua cette position avec autant de valeur qu'elle en avait déployé peu de temps avant à Pratzen; et après la résistance la plus opiniâtre, elle parvint à chasser les Russes. Le général Thiébault fut grièvement blessé dans cette action; et l'ennemi, qui avait perdu beaucoup d'hommes, fut poussé vigoureusement jusqu'à l'étang de Sokolnitz, où les troupes, battues par le général Friant, étaient déjà encombrées. C'est là qu'un triomphe horrible était réservé au vainqueur; jusque-là il a vu fuir les bataillons ennemis épouvantés par son audace; mais ces débris fugitifs de l'armée austro-russe, il n'aura pas besoin de son glaive pour les anéantir; ils ont devant eux une mer de glace, et ils ne balancent

pas à se précipiter sur cette route qui leur est offerte pour échapper à la captivité ou à la mort. Une masse d'infanterie et de cavalerie se lance à travers l'égang, suivie de la foule des fuyards; la glace résiste à ce poids énorme, et déjà quelques hommes ont atteint la terre, lorsque les boulets de l'artillerie française, des obus, tombent au milieu de l'étang ; l'abîme s'entrouvre tout à coup ; des milliers de victimes disparaissent. L'artillerie, multipliant ses ravages, confond ses éclats horribles avec les cris de cette multitude qui voit la mort au dessus de sa tête, devant elle et sous ses pieds; bientôt on ne voit plus que des bras qui s'agitent au dessus des eaux ensanglantées, et quelques soldats qui s'attachent à des glaçons, ou espèrent se sauver à la nage; mais la mitraille les atteint et les rend à l'abîme; enfin tout à disparu, quand le canon gronde encore sur le lac qui vient d'engloutir une armée. Au récit de cette scène de deuil, à la vue de ce vaste tombeau, l'humanité gémit et pleure, et peut à peine pardonner à la victoire.

Six mille hommes, parmi lesquels se trouvait le général Przybyschewsky, furent faits prisonniers dans la vallée de Sokolnitz. L'on compta à peu près un pareil nombre de tués et de noyés, et toute l'artillerie des deux colonnes fut prise.

Le général Langeron s'était retiré en désordre avec les débris de sa colonne sur Augezd ; tout ce qui pouvait rentrer en ligne se replia sur les troupes de la première colonne. Le général Buxhoewden, commandant l'aile gauche, et qui se trouvait avec cette colonne, instruit trop tard de l'attaque que le maréchal Soult avait faite sur le centre de l'armée alliée, venait d'ordonner un mouvement pour le secourir. Mais il avait pris une fausse direction pour opérer la diversion qu'il voulait faire. On doit se rappeler que la cavalerie de la première colonne s'était mise en bataille sans oser poursuivre la troupe française avec laquelle elle avait été engagée dans la plaine entre Telnitz et Turas. Cette cavalerie avait repassé, par ordre du général Buxhoewden, le village de Telnitz, que l'infanterie évacua également.

Afin d'assurer la marche du reste de la colonne sur Augezd, par où elle était venue, on plaça sur la hauteur quelques bataillons et escadrons; deux régimens autrichiens de cavalerie légère et deux de cosaques s'avancèrent dans la plaine entre le pied des hauteurs et les villages de Telnitz et de Sokolnitz, pour protéger le flanc de l'infanterie russe.

Le maréchal Soult, une fois maître des hauteurs de Pratzen, s'était porté, comme nous l'avons dit, vers le château de Sokolnitz et la chapelle au dessus du village d'Augezd. A la suite des divisions Saint-Hilaire et Vandamne, et de la brigade Levasseur, Napoléon avait fait avancer les vingt bataillons de grenadiers de sa réserve, la garde à pied et la division Oudinot, et lui-même, avec l'artillerie légère de la garde, descendait vers la chapelle Saint-Antoine.

La division Vandamne, descendant de la hauteur et de la chapelle, au moment où la colonne ennemie commençait à traverser Augezd, se précipita dans le village et s'en empara, après une

très faible résistance ; le général Buxhoewden se trouva coupé avec deux bataillons ; et réussit à rejoindre les troupes de l'armée qui s'étaient dirigées sur Austerlitz. On fit plus de quatre mille prisonniers dans Augezd et ses environs.

La queue et le centre de la première colonne, protégés par la cavalerie qui marchait sur leur flanc gauche, s'étaient repliés presque en désordre dans la plaine, entre Telnitz et le lac d'Augezd. Le lieutenant-général Dochtorow réunit et reforma ses corps. Mais la retraite de cette portion de colonne ne pouvait s'effectuer que sur une digue très étroite entre les deux lacs d'Augezd et Staschau, et sur laquelle on ne pouvait faire passer que deux ou trois hommes de front. Il était à craindre que les Français, en coupant cette digue, n'enlevassent aux Russes tout espoir de salut. Le général Kienmayer, reconnaissant ce danger, se porta en avant avec un régiment de hussards, et se plaça sur les hauteurs entre Satschau et Olnitz. L'infanterie russe, toujours sous la protection de la cavalerie, se

porta sur une hauteur dont la droite touche au lac de Monitz, et Telnitz fut occupé pour donner le temps à la colonne de filer. Mais la division Vandamne, ayant avec elle la division de dragons du général Boursier, alors commandée par le général Margaron, emporta le village de Telnitz. La cavalerie ennemie fut foudroyée par la mitraille de l'artillerie légère de la garde, que l'empereur avait fait avancer avec la division Vandamne, qui se porta ensuite sur la hauteur où se trouvait la colonne d'infanterie, qui filait sur la digue entre les deux lacs, et la mit en désordre; pendant que cette infanterie précipitait sa retraite par la digue, une batterie d'artillerie légère russe ripostait vivement à celle de la garde, et permettait à la cavalerie de garder sa position assez de temps pour que le passage s'effectuât; cependant beaucoup d'hommes se noyèrent encore dans les deux lacs.

Le général Dochtorow, protégé par le dévouement de la cavalerie, presque toute autrichienne, s'arrêta sur les hauteurs de Neudorf, et s'efforça

de rétablir l'ordre dans ses bataillons, qui présentaient encore une masse de huit mille hommes. Il était quatre heures du soir, et l'obscurité seule put sauver ces débris de la gauche ennemie de la poursuite victorieuse des Français. La retraite se continua par Bosckowitz. Les Austro-Russes marchèrent toute la nuit, pendant une pluie glaciale, qui acheva d'abîmer les chemins et d'embourber tout ce qui restait d'artillerie. La cavalerie autrichienne fit l'arrière garde, sans être suivie par les Français, qui restèrent en de çà de la digue.

Les empereurs d'Autriche et de Russie se retirèrent derrière Austerlitz, dans la position d'Odiegitz, et l'armée victorieuse couronna la position qu'avait occupée l'armée vaincue dans la nuit précédente.

Dans cette mémorable journée, à laquelle Napoléon donna le nom d'Austerlitz, quarante mille hommes de l'armée ennemie furent mis hors de combat, dix-huit mille Russes et six cents Autrichiens furent tués ou noyés, le reste blessé ou

fait prisonnier, et, parmi les prisonniers, on comptait quinze généraux et plus de quatre cents officiers russes de tout grade. Vingt mille soldats de l'armée française n'avaient pas brûlé une cartouche, et, d'après les rapports des différens corps, la perte des Français était évaluée à deux mille morts et à quatre ou cinq mille blessés. Parmi ces derniers se trouvaient le général Saint-Hilaire, qui, frappé au commencement de l'action, demeura sur le champ de bataille, et commanda sa division toute la journée; les généraux de division Walter et Kellermann, les généraux de brigade Valhubert, qui mourut quelque temps après de ses blessures; Compans, Sébastiani, Thiébaut. Les colonels Mazas et Morland, le chef d'escadron Chaloppin, aide-de-camp du maréchal Bernadotte, et plusieurs autres officiers d'état-major avaient été tués.

On comptait parmi les blessés les colonels Digeon, du 26e de chasseurs, Lacour, du 5e de dragons, Bessières (frère du maréchal), du 11e de la même arme, Gérard, premier aide-de-camp du

maréchal Bernadotte, Marez, aide-de-camp du général Davoust; les chefs de bataillon Profit, Mobillard, Rabier, Obrissot, Schwitter, Guy et Perrier; les chefs d'escadron David Trévillé, Boudinhon, Grumblot, Thiry, Robin et Beyermann; les capitaines Tervé et Geist, des chasseurs de la garde; les lieutenans Rollet, Menager, Bayeux, Adet Fournier, Guyot, Barbanègre et Bureau de Puzy. Il faudrait plus d'un volume pour citer les noms des officiers et des soldats qui se distinguèrent dans cette fameuse journée, et toutes les actions d'éclat qui honorèrent l'armée française. Enfin, chacun avait si bien fait son devoir, qu'en recevant les nombreux rapports des chefs, Napoléon ne put s'empêcher de s'écrier : « Il faudrait une puissance encore plus » grande que la mienne pour récompenser digne- » ment tous ces braves. »

Aussi l'empereur s'empressa-t-il d'acquitter, de la manière la plus éclatante, la dette de la patrie; des pensions furent accordées aux veuves des généraux, officiers et soldats morts dans cette

glorieuse bataille ; Napoléon adopta leurs enfans, se chargea de leur éducation, de l'avancement des fils et de la dot des filles ; trois mois de solde furent accordés aux blessés, et l'étoile de la Légion-d'Honneur fut donnée à ceux qui l'avaient particulièrement méritée. Enfin, le 8 décembre, la proclamation suivante fut adressée à l'armée :

« Soldats !

» Je suis content de vous ; vous avez, à la jour-
» née d'Austerlitz, justifié tout ce que j'attendais
» de votre intrépidité, vous avez décoré vos aigles
» d'une immortelle gloire ; une armée de cent
» mille hommes, commandée par les empereurs
» de Russie et d'Autriche, a été en moins de
» quatre heures ou coupée ou dispersée ; ce qui
» a échappé à votre feu s'est noyé dans les lacs.

» Quarante drapeaux, les étendards de la garde
» impériale de Russie, cent vingt pièces de canon,
» vingt généraux, plus de trente mille prison-
» niers, sont le résultat de cette journée à jamais

» célèbre. Cette infanterie tant vantée et en nombre supérieur n'a pu résister à votre choc, et désormais vous n'avez plus de rivaux à redouter. » Ainsi, en deux mois, cette troisième coalition » a été vaincue et dissoute : la paix ne peut être » éloignée, mais comme je l'ai promis avant de » passer le Rhin, je ne ferai qu'une paix qui nous » donne des garanties, et assure des récompenses » à nos alliés.

» Soldats, lorsque le peuple français plaça sur » ma tête la couronne impériale, je me confiai à » vous pour la maintenir toujours dans ce haut » état de gloire qui seul pouvait lui donner du » prix à mes yeux. Mais dans le même moment » nos ennemis pensaient à la détruire et à l'avilir ; » et cette couronne de fer, conquise par le sang » de tant de Français, ils voulaient m'obliger de » la placer sur la tête de nos plus cruels ennemis ; projets téméraires et insensés, que, le » jour même de l'anniversaire de votre empereur, vous avez anéantis et confondus. Vous » leur avez appris qu'il est plus facile de nous

» braver et de nous menacer que de nous vaincre.

» Soldats, lorsque tout ce qui est nécessaire » pour assurer le bonheur et la prospérité de » notre patrie sera accompli, je vous ramènerai » en France. Là vous serez l'objet de mes tendres » sollicitudes ; mon peuple vous reverra avec joie, » et il vous suffira de dire : j'étais à la bataille » d'Austerlitz, pour qu'on vous réponde : voilà » un brave. »

Napoléon parcourut le champ de bataille dans la soirée même. Il y passa une partie de la nuit à faire compter les morts et relever les blessés, qui oubliaient leurs souffrances pour se réjouir de la victoire qu'ils avaient scellée de leur sang.

« La victoire est sans doute à nous, disait l'un d'entre eux ; l'empereur avait pris de trop bonnes dispositions pour qu'elle lui échappât. Il y a huit heures que je suis abandonné et que j'endure des souffrances inouies ; mais j'ai pris patience en pensant que j'avais fait mon devoir, et que mes camarades ont fait le leur. »

« Vous devez être content de vos soldats, » disaient ceux-ci en voyant passer l'empereur.

Pendant la bataille, les grenadiers d'Oudinot témoignaient leur impatience de n'être pas mis aux prises avec l'ennemi. « Réjouissez-vous de ne rien faire, répondit l'empereur, je vous garde en réserve. »

Un carabinier du 10[e] régiment d'infanterie légère avait eu le bras gauche emporté par un boulet. « Donne-moi mon sac et mon fusil, dit-il à un de ses camarades qui le conduisait à l'ambulance, retourne au combat, je marcherai sans toi. » Il prit son sac et son fusil et alla seul à l'ambulance.

Les soldats s'empressaient autour du général Valhubert, qui venait d'avoir la cuisse emportée, et se disposaient à le transporter : « Souvenez-vous de l'ordre du jour, leur dit-il, et reprenez vos rangs ; si vous êtes vainqueurs vous m'enleverez du champ de bataille, si vous êtes vaincus que m'importe un reste de vie ? Ah ! que n'ai-je perdu plutôt un bras ! je pourrais combattre en-

core avec vous et mourir à mon poste!» Ce brave ne survécut que vingt-quatre heures à ses blessures.

Le général Thiébaut, qui avait été blessé très grièvement, était transporté par quatre prisonniers russes. Six Français blessés éloignent les soldats étrangers, saisissent eux-mêmes le brancard, et disent avec fierté : « C'est à nous seuls qu'appartient l'honneur de porter notre brave général. »

Le colonel Dalmann parcourut dans la nuit du 2 au 3, avec deux escadrons de chasseurs de la garde, le terrain aux environs du champ de bataille, et ramena encore quinze cents prisonniers et vingt canons.

Les alarmes et le plus grand désordre régnaient parmi les débris de l'armée ennemie, et la route d'Austerlitz était couverte de masses errantes de soldats sans officiers et d'officiers sans troupes.

Dès la pointe du jour, le prince Jean de Lichstenstein se présenta, de la part de l'empereur d'Autriche, à Napoléon, pour lui demander une

entrevue. Il fut convenu qu'elle aurait lieu le 4 décembre, au bivac de l'empereur français.

Le 3, l'armée française se porta en avant, et continua à poursuivre l'ennemi, qui était encore fort de trente mille hommes, mais sans équipages, sans vivres et presque déjà entourés ; Murat allait les forcer de se rendre, lorsqu'il apprit qu'un armistice devait avoir lieu entre les troupes autrichiennes et l'armée française. On annonça aussitôt une suspension d'armes, on laissa un intervalle d'une demi-lieue entre les postes respectifs, et l'armée française prit position sur plusieurs lignes, entre Damborschutz et Saroschutz, en avant d'Uschutz.

Napoléon étant arrivé aux avant-postes, l'empereur d'Autriche vint à sa rencontre. L'entrevue des deux souverains eut lieu à quelque distance du village de Nasedlowitz, près d'un moulin, à côté de la grande route, et en plein air.

Napoléon, qui avait fait allumer du feu dans ce bivac, dit à l'empereur François II : « Je vous » reçois dans le seul palais que j'habite depuis

» deux mois. — Vous tirez si bon parti de votre » habitation qu'elle doit vous plaire, » répondit en souriant le monarque autrichien. Après être convenus d'un armistice et des premières conditions d'une paix très prochaine, l'empereur d'Autriche demanda aussi une trêve pour les débris de l'armée russe. « Mais cette armée est entière- » ment cernée, lui dit Napoléon; cependant, » ajouta-t-il, pour faire une chose agréable à mon » frère Alexandre, je consens à arrêter la marche » de mes colonnes et à laisser passer ses troupes; » mais votre majeté me promet-elle que cette » armée retournera en Russie, et évacuera l'Al- » lemagne et la Pologne autrichienne et prus- » sienne? — C'est l'intention de l'empereur Alexan- » dre, je puis vous l'assurer; d'ailleurs vous » pouvez vous en convaincre en envoyant un de » vos officiers vers ce prince. »

Aussitôt après cette entrevue, le général Savary fut dépêché au quartier-général russe, afin de s'assurer si Alexandre adhérait aux conditions de l'amistice.

L'aide-de-camp de Napoléon arriva à minuit au quartier-général impérial russe, à Holitsch. Il était accompagné du général authichien Sutterheim, envoyé par l'empereur François II pour le même objet.

Dès qu'ils furent introduits auprès du monarque russe, Alexandre adressa la parole en ces termes au général Savary : « Dites à votre maître qu'il a fait des miracles, que la journée du 2 a accru mon admiration pour lui, que je le regarde comme un prédestiné, et qu'il faut à mon armée cent ans pour égaler la sienne; mais puis-je me retirer avec sureté ? — Oui sire, répondit Savary, si votre majesté ratifie ce que les deux empereurs de France et d'Autriche viennent d'arrêter dans leur entrevue. —Quest-ce? — Que votre majesté fera retirer son armée par les journées d'étape qui seront réglées par l'empereur, et qu'elle évacuera l'Allemagne et la Pologne autrichienne. A cette condition j'ai l'ordre de me rendre à nos avant-postes qui vous ont déjà tourné, et d'y donner les ordres nécessaires pour

protéger votre retraite, l'empereur voulant respecter l'ami du premier consul. — Quelle garantie faut-il pour cela ? — Sire, votre parole. — Je vous la donne. »

Le général Savary arriva auprès du maréchal Davoust, au moment où il allait forcer les Russes à mettre bas les armes. Instruit des intentions de l'empereur, le maréchal arrêta ses troupes dans les positions où elles se trouvaient, et le surlendemain, l'armée russe commença son mouvement pour retourner en Russie.

Pendant ce temps, le prince Jean de Lichtenstein était revenu au quartier-général de l'empereur des Français, pour régler la démarcation de la ligne des deux armées pendant la durée de l'armistice qui devait précéder la paix définitive.

Cette convention fut arrêtée le 6 décembre. Le 7 du même mois, l'empereur de Russie partit d'Holitsch en poste, pour se rendre à Saint-Pétersbourg ; Napoléon avait eu la générosité de lui envoyer sans échange tous les prisonniers de la

garde noble russe, et le prince Repnin, colonel des chevaliers-gardes.

Après avoir donné ses ordres pour le placement des différens corps de la grande armée, Napoléon se mit en route avec sa garde pour la capitale de l'Autriche, et le 22 décembre il était de nouveau installé au palais de Schœnbrunn, où il reçut le 13 la députation des maires de Paris. Il lui remit quarante-cinq drapeaux pris à Austerlitz, pour orner les voûtes de l'église métropolitaine de cette capitale.

Le prince Jean de Lichtenstein et le ministre des relations extérieures Talleyrand s'étaient rendus à Presbourg pour y entamer les négociations de la paix entre les puissances autrichienne et française. Elles furent promptement terminées, et quelque rudes que fussent les conditions imposées par Napoléon, l'empereur François II s'empressa d'y souscrire. La position dans laquelle il se trouvait était trop difficile pour qu'il ne se soumît pas à toutes les exigences de la victoire et, de son côté, Napoléon n'avait pas

oublié la promesse qu'il avait faite à la France, et surtout à son armée, à laquelle il disait, dans sa proclamation, lors du passage du Rhin:

« Nous ne nous arrêterons plus que nous » n'ayons assuré l'indépendance du corps ger» manique, secouru nos alliés et confondu l'or» gueil de nos injustes agresseurs; nous ne ferons » plus de paix sans garantie, notre générosité » ne trompera plus notre politique. »

Par le traité de Presbourg, signé le 26 décembre 1805, Napoléon est reconnu roi d'Italie. Venise, la Dalmatie et l'Albanie sont réunies au royaume d'Italie; et la Toscane, Parme et Plaisance à l'empire français. Ce traité, qui se composait de vingt-quatre articles, dont nous n'avons cru devoir rapporter ici que les plus importans, est ratifié le 27 décembre. Le 15 du même mois, Napoléon s'était fait céder par la Prusse les pays d'Anspach, Bareult, Clèves, le grand duché de Berg, dont il forma la dot de son beau-frère, Joachim Murat, et la principauté de Neuchâtel, qu'il donna au maréchal Berthier, son chef d'état-

major. Deux rois nouveaux s'asseyent sur des trônes qu'élève le vainqueur d'Austerlitz. L'électeur de Bavière et le duc de Wurtemberg reçoivent, outre le titre de roi, des provinces autrichiennes qu'ils se partagent; Napoléon, tout occupé à faire et à défaire des rois, annonce dans une proclamation qu'il destine la couronne de Naples à à son frère Joseph, et resserre les liens de son alliance avec l'un des chefs de cette confédération germanique, dont il médite déjà l'établissement, en donnant au prince Eugène, son fils adoptif, la main de la princesse de Bavière. Eugène est reconnu prince et vice-roi d'Italie.

Mais tandis que Napoléon exerce avec tant d'éclat les droits de la victoire, tandis qu'il partage entre ses lieutenans et ses alliés les riches dépouilles de l'Autriche, l'Angleterre triomphe sur les mers, où son pavillon, partout victorieux, venge les désastres de l'Autriche et de la Russie. Deux mois avant la bataille d'Austerlitz, la marine anglaise avait détruit à Trafalgar les flottes de

l'Espagne et de la France; et il ne reste plus à Napoléon d'autre moyen de combattre et d'atteindre ses ennemis que le blocus du continent.

CHAPITRE IX.

Rupture de la Prusse.

(1806.)

L'ACTIVITÉ miraculeuse de l'empereur des Français, si bien servie par les sublimes efforts de son armée, avait bouleversé les plans des alliés, déconcerté les projets de la politique anglaise, et dans une campagne de deux mois, Napoléon avait anéanti une coalition formidable. Cependant le traité de Presbourg, si humiliant pour la maison d'Autriche, n'avait point entièrement étouffé le feu de la guerre en Allemagne, et le ministère anglais n'avait pas perdu toute espérance.

Entraîné par les promesses et la présence d'Alexandre, cédant aux insinuations, et séduit par l'or de l'Angleterre, le roi de Prusse était entré en relation avec les puissances coalisées ; la mise à prix de sa neutralité avec la France avait retardé son parfait assentiment, mais enfin il s'était déterminé à prendre des engagemens positifs, vers le milieu d'octobre.

Déjà les gazettes de Berlin annonçaient avec emphase le développement des forces prussiennes, et des préparatifs de guerre prochaine. Mais les succès rapides de la grande armée, qui déjà avait rendu la Bavière à son légitime possesseur, abaissèrent tout à coup la jactance du cabinet prussien. Le comte de Haugwitz, qui avait été envoyé pour porter à Napoléon un *ultimatum* foudroyant, reçut en route l'ordre d'accélérer sa marche, et de parler dans un sens tout à fait contraire aux dispositions antérieures de son gouvernement. Le ministre prussien était arrivé à Iglau quatre jours avant la bataille d'Austerlitz, au quartier-général du maréchal Bernadotte. Le maréchal se hâta de

prévenir Napoléon, qui remit la réception de cet envoyé après la bataille qu'il allait livrer aux Austro-Russes. « *C'est une bataille*, dit-il à Caulaincour, lorsqu'il apprit que les Russes avaient attaqué l'avant-garde ; *faites partir Haugwitz pour Vienne, pour en attendre le résultat.* »

M. de Haugwitz arriva à Brunn le 2 décembre, et le lendemain il obtint une audience de Napoléon, qui le reçut au bivac, près de la maison de poste de Posoritz, et qui lui témoigna d'abord beaucoup d'humeur relativement aux tergiversations du cabinet prussien. Mais, de retour à Brunn, il parut satisfait des explications qui lui furent données dans une nouvelle audience, par ce ministre qui le félicita même sur le gain de la bataille. « *Voilà*, dit l'empereur, *un compliment dont la fortune a changé l'adresse.* » Cependant il profita de l'occasion pour négocier un traité d'échange de territoire. En effet, par suite de négociations qui avaient toujours continué entre le cabinet prussien et celui des Tuileries, le comte de Haugwitz conclut, le 8 mars 1806, le

traité, en vertu duquel le roi Frédéric-Guillaume acceptait le Hanovre en échange de plusieurs provinces prusiennes, telles que le pays d'Anspach, qui fut donné à la Bavière, la principauté de Neufchâtel et de Vallangin, le pays de Clèves, dont l'empereur disposa en faveur du maréchal Berthier et du prince Murat.

Des négociations de paix s'étaient ouvertes entre le ministre Fox, plénipotentiaire non accrédité du cabinet de Saint-James, et M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures de France; mais tout espoir d'accommodement fut détruit par la mort inattendue de ce ministre, dont les intentions se montraient favorables à la paix, et qui avait eu la générosité de prévenir le gouvernement français qu'un individu lui avait offert d'attenter aux jours de Napoléon.

Le 5 juin de la même année, d'après la demande des Etats de Hollande, Napoléon proclama son frère Louis roi de ce pays.

Les rois de Bavière et de Wurtemberg, l'électeur archichancelier, le duc de Bade, le grand-

duc de Berg et de Clèves, et plusieurs autres princes de l'Allemagne, se séparèrent à jamais de l'Empire germanique et se réunirent sous le titre de Confédération du Rhin. L'empereur Napoléon fut proclamé chef de cette confédération qui affermissait la prépondérance de la France dans le Nord, opposait une barrière imposante au colosse russe et forçait l'empereur d'Autriche à abdiquer la couronne impériale et germanique. De son côté l'empereur Alexandre, qui devait à la générosité de Napoléon son retour dans ses Etats, Alexandre que le vainqueur ne voulut pas avoir pour prisonnier, n'avait pas encore pris de détermination à l'égard de la France. Placé trop loin des affaires de l'Allemagne, et à l'abri des exigences dont le souverain de l'Autriche avait subi toute la rigueur, on l'avait vu enfin incliner vers la paix. Un négociateur russe arrive à Paris le 6 juillet, chargé de propositions pacifiques, et la paix est signée le 20. Mais soit que les intentions du cabinet russe fussent subordonnées aux résolutions de la Prusse, soit que les concessions du

mandataire eussent surpassé ses pouvoirs, Alexandre désavoua son négociateur, qui fut rappelé, et l'on reconnut dans cette conduite la nature des engagemens qui le liaient aux intérêts du cabinet de Postdam. Napoléon s'était déjà préparé à combattre une quatrième coalition.

Malgré les protestations que le gouvernement prussien n'avait cessé de faire renouveler par son ministre à Paris, les préparatifs de guerre avaient été faits d'une manière si active et si peu secrète, qu'il avait été facile d'en deviner le but, et l'entrée des troupes prussiennes en Saxe, à l'exemple de l'occupation de la Bavière en 1805, fut le signal de cette quatrième coalition qui paraissait d'autant plus certaine, que le journal officiel avait annoncé en même temps la non ratification du traité conclu avec le ministre russe.

Le mouvement de la Prusse avait également été le signal du rassemblement de l'armée française; et, le 25 septembre, Napoléon avait quitté sa résidence impériale pour se rendre en Allemagne, et le 1er octobre il avait passé le Rhin.

Quelques fragmens d'un message que ce prince adressa au sénat, le 7 de ce mois, feront connaître d'une manière précise les motifs qui l'engagèrent à partir spontanément, et les dispositions importantes qu'il fit en si peu de jours.

« Nous avons quitté notre capitale pour nous » rendre au milieu de notre armée d'Allemagne, » dès l'instant que nous avons eu la certitude » qu'elle était menacée sur ses flancs par des » mouvemens inopinés. A peine arrivés sur les » frontières de nos Etats, nous avons eu lieu de » reconnaître combien notre présence y était né» cessaire, et de nous applaudir des mesures » défensives que nous avions prises avant de » quitter le centre de notre empire. Déjà les ar» mées prussiennes, portées au grand complet » de guerre, s'étaient ébranlées de toutes parts; » elles avaient dépassé les frontières. La Saxe » était envahie, et le sage prince qui la gouverne » était forcé d'agir contre sa volonté, contre l'in» térêt de ses peuples.

» Les armées prussiennes étaient arrivées de-

» vant les cantonnemens de nos troupes; des pro-
» vocations de toute espèce et même des voies de
» fait avaient signalé l'esprit de haine qui animait
» nos ennemis et la modération de nos soldats,
» qui, tranquilles à l'aspect de tous ces mouve-
» mens, étonnés seulement de ne recevoir aucun
» ordre, se reposaient dans la double confiance
» que donnent le courage et le bon droit; notre
» premier devoir a été de passer le Rhin nous-
» même, de former nos camps et de faire en-
» tendre le cri de guerre. Il a retenti au cœur de
» tous nos guerriers; des marches combinées et
» rapides les ont portés en un clin d'œil au lieu
» que nous leur avions indiqué. Tous nos camps
» sont formés; nous allons marcher contre les
» armées prussiennes, et repousser la force par
» la force, etc., etc. »

Les intrigues des deux factions anglaise et russe, et les conseils de la reine avaient entraîné le roi de Prusse à la guerre. Le vieux duc de Brunswick, dont les premières campagnes de la révolution n'avaient point altéré en Prusse le cré-

dit militaire, fut nommé généralissime, et placé par le roi à la tête du conseil, pour dresser, de concert avec lord Morpeth, envoyé par l'Angleterre, le plan des opérations militaires. Ce prince, âgé de près de quatre-vingts ans, fier de son titre de généralissime, montrait la même confiance qu'en 1792.

A l'exemple de la Saxe, l'électeur de Hesse-Cassel avait consenti, sur l'ordre du roi de Prusse, à mobiliser ses troupes, qui devaient suivre les mouvemens de l'armée prussienne.

Cette réunion des forces saxonnes et hessoises avait mis le comble au délire du gouvernement prussien; et, dans ses présomptueuses conceptions, il se proposait d'attaquer à la fois tous les points, et faisait avancer des troupes sur la Hollande, qu'il espérait prendre au dépourvu. Mais Napoléon avait déjà donné ses ordres pour que les troupes françaises et nationales se concentrassent près de Groningue. D'après les instructions de son frère, le roi Louis avait formé un camp à Zeist, et, dès le 25, la Hollande avait une

armée assez forte pour attaquer elle-même la puissance qui la menaçait.

En y comprenant les troupes saxonnes et hessoises, l'armée prussienne offrait un total de plus de cent mille combattans; et une réserve, qui se montait déjà à quarante mille hommes, se formait à Custrin, et devait être renforcée par les levées extraordinaires ordonnées dans tout le royaume. Le roi avait quitté sa capitale le 20 septembre, et s'était rendu à Halle en Saxe; la reine, espérant électriser les troupes par sa présence, avait suivi son époux. Napoléon n'avait point attendu que son ennemi fût entièrement en mesure de l'attaquer, pour se mettre en état lui-même de lui faire face, et au besoin de le prévenir; or, à cette époque, les troupes de la grande armée occupaient les positions suivantes :

Le maréchal Augereau avait son quartier-général à Francfort, et son corps d'armée tenait les deux rives du Mayn, celles de Lahn, et s'étendait jusqu'à la Sieg, à gauche, et jusqu'aux rives du

Neker, à droite. Une partie de ce corps était cantonnée sur la frontière du grand duché de Wurtzbourg.

Le margraviat d'Anspach, la ville de Nuremberg et son territoire, et la principauté de Bamberg, étaient occupés par le corps du maréchal Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, et son quartier-général se trouvait à Anspach.

Le quartier-général du maréchal Lannes était à Bischoffstein, et ses troupes cantonnaient dans la partie occidentale du cercle de Franconie.

Le corps d'armée du maréchal Davoust était placé dans la basse Souabe et la principauté d'Aichstett, sur la rive gauche du Danube, et le quartier-général à OEtingen.

Le maréchal Ney occupait avec ses troupes la haute Souabe, sur la rive droite du Danube, jusqu'aux frontières de la Suisse, du Voralberg et du Tyrol. Il tenait son quartier-général à Memmingen.

Le quartier-général du maréchal Soult était établi à Passau. Ses troupes occupaient la basse

Bavière, la principauté de Passau, le haut Palatinat et la forteresse de Braunau.

Les troupes alliées, commandées par le maréchal Lefèvre, étaient cantonnées dans la haute Bavière, et le quartier-général était à Augsbourg.

Ces troupes, qui avaient été mises sous le commandement en chef du maréchal Berthier, prince de Neufchâtel, firent un mouvement le 20 septembre. Bernadotte s'était avancé vers Cobourg; le maréchal Augereau prit des positions près de Limbourg, sur la Lahn; le maréchal Lefèvre vint avec les Bavarois à Anspach, et les troupes des maréchaux Ney, Soult, Lannes et Davoust s'avancèrent sur le Mayn et la Rednitz.

Pendant ces divers mouvemens de l'armée française, la Prusse déployait toutes ses forces militaires. L'exaltation belliqueuse et chevaleresque de la reine de Prusse s'était communiquée à la population qu'on appelait aux armes: on avait vu cette princesse, assumant avec audace la responsabilité d'une guerre terrible, parcourir à cheval et avec un costume militaire les rues

de Berlin, prodiguer aux soldats ces excitations, ces encouragemens auxquels la beauté prête la force d'une éloquence irrésistible. Cette conduite d'une reine qu'un enthousiasme irréfléchi entraînait hors des convenances, parut avoir le caractère d'une haine personnelle; et comme le résultat de ces vives allocutions adressées aux passions populaires, les poussa à de honteux excès, la reine devait s'attendre à être jugée sévèrement, si la victoire ne pouvait l'absoudre.

L'offense et l'outrage ne s'arrêtèrent pas à des calomnies contre l'empereur des Français : le droit des gens fut violé dans la personne de l'ambassadeur français, qui eut à subir les insolens défis des jeunes officiers prussiens, sans que le souverain de la Prusse songeât à punir ces lâches provocations. Ils allaient aiguiser leurs sabres sous les fenêtres de l'hôtel des ministres de France, et des hymnes de guerre et de victoire retentissaient à ses oreilles, comme le signal d'une éclatante vengeance. Maintenant nous allons voir comment les armées prussiennes remplirent la

tâche difficile que leur avait inspirée l'ardeur guerrière d'une reine amazone, appelée au rôle de chef de la quatrième coalition.

CHAPITRE X.

Combats de Schleitz et de Saafeld.

(1806.)

L'EMPEREUR, qui était arrivé à Bamberg le 6 octobre, reçut le lendemain l'*ultimatum* du roi de Prusse, par lequel il lui intimait, pour ainsi dire, l'ordre d'évacuer le territoire allemand, de repasser le Rhin, et de renoncer aux couronnes d'Italie, de Naples et de Hollande.

Napoléon ne se donna pas seulement la peine d'achever la lecture de cette pièce singulière, et dit à ceux qui l'entouraient : « Je plains le roi

» de Prusse ; il n'entend pas le français, et il n'a » point sûrement vu cette rapsodie qu'on m'en- » voie en son nom. »

Il se rendit le 8 à Kronach, après avoir fait mettre tous ses corps d'armée en mouvement. La droite, composée des troupes des maréchaux Ney et Soult, et d'une division bavaroise, se dirigea à marches forcées sur Hoff; la réserve de cavalerie, commandée par Murat, grand duc de Berg, les corps des maréchaux Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, et Davoust, ainsi que la garde impériale, formaient le centre. Ces troupes se portèrent sur Schleitz et Iéna; l'armée française marchait par conséquent sur la gauche de l'armée prussienne.

Arrivé devant Hoff le 9, le maréchal Soult enleva tous les magasins qui se trouvaient dans cette ville, et fit plusieurs prisonniers. Il se porta de là sur Plauen, et le maréchal Ney le suivit à une demi-journée de distance.

Murat, qui était arrivé la veille vis-à-vis de Saalzbourg, sur les bords de la Saale, trouva cette

ville occupée par un régiment prussien, qui voulut défendre le passage; mais, après une canonnade d'une demi-heure, l'ennemi, craignant d'être tourné, abandonna sa position et la rive droite de la Saale.

Suivi de deux divisions de la réserve, et précédé de la brigade de cavalerie légère du général Lasalle, le corps du maréchal Bernadotte marcha sur Schleitz, où se trouvait le général Tauenzien, avec une division forte de six mille Prussiens et de trois mille Saxons, chargée de flanquer l'armée prussienne sur ce point. L'empereur ordonna au prince de Ponte-Corvo d'attaquer; le village de Schleitz fut enlevé; le général prussien gagna les hauteurs en arrière, sur la route d'Auma, où il fut poursuivi par la brigade de la cavalerie du général Wathier, soutenue par la division Drouet. Deux régimens de cavalerie saxonne faisant mine de résister sous la protection de quelques pièces d'artillerie qui venaient d'êtres mises en batterie, le maréchal Bernadotte, qui marchait avec la brigade Wathier, les fit

charger par le 4e de hussards, aux ordres du général Burthe. Cet officier tenta vainement de rompre les escadrons de l'ennemi et de s'emparer de ses pièces; il fut ramené assez vivement sur l'infanterie, et faillit faire prendre le maréchal. Mais la brigade saxonne fut arrêtée par le feu de trois compagnies de voltigeurs du 94e, commandé par le colonel Razout, qui était en colonne sur la route d'Auma avec ce régiment. Ces compagnies, commandées par son frère, le capitaine Razout, et qu'il avait placées en embuscade derrière un petit mamelon, firent une décharge tellement meurtrière sur la cavalerie ennemie, qu'elle lui mit plus de cinquante hommes hors de combat. Cet échec jeta de l'hésitation parmi les Saxons; le 4e de hussards se reforma derrière le 5e de chasseurs, à la tête duquel s'avançait le général Wathier; cette brigade reprit l'offensive avec avantage. Le prince Murat arriva avec d'autre cavalerie et la brigade d'infanterie légère du général Maison; ces troupes poursuivirent vigoureusement l'ennemi jusqu'à plus d'une lieue du champ

de bataille. Sa déroute eût été complète, si la nuit ne fût pas survenue.

Trois cents hommes faits prisonniers, trois pièces de canon restés au pouvoir des Français, et quatre cents Prussiens tués, tels furent les résultats de cette journée.

Le lendemain 10, tandis que Murat se portait sur Géra, poursuivant toujours la division qu'il avait battue la veille, le maréchal Bernadotte établit son quartier-général à Auma; le général Lasalle atteignit, avec sa brigade de cavalerie légère, l'escorte des bagages ennemis, s'empara de cinq cents caissons ou voitures, et d'un équipage de pont qui faisait partie de ce convoi.

L'aile gauche de l'armée française n'était pas moins heureuse dans sa marche; le corps du maréchal Lannes s'était porté sur Graffenthal; la division du général Suchet, marchant en tête, rencontra l'avant-garde du corps d'armée prussienne du prince Hohenlohe, commandée par le prince Frédéric-Christian-Louis de Prusse, qui était chargé de défendre ce poste et le pont de la

Saale; la canonnade s'engagea et dura presque deux heures. Les 9e et 10e régimens de hussards, qui faisaient partie de l'avant-garde française, culbutèrent la cavalerie ennemie; la division Suchet, qui s'était avancée au pas de charge, jeta une partie de l'infanterie prussienne dans un marais, et dispersa l'autre dans les bois.

Le prince Louis de Prusse, l'un des plus ardens provocateurs de la guerre, avait combattu avec la plus grande intrépidité à la tête de la cavalerie; mais ses troupes ayant été culbutées, il suivait leur mouvement rétrograde pour essayer de les rallier, lorsqu'il fut attaqué par un maréchal-des-logis du 10e de hussards, nommé Guindé, qui lui cria de se rendre; le prince s'arrête, et engage le combat avec son adversaire; Guindé, qui le prenait pour un simple officier, lui crie : « *Rendez-vous ou vous êtes mort!* » Le prince ne lui répond que par un coup de sabre; le sous-officier, n'écoutant plus que sa vengeance, plonge son sabre dans le corps du prince, qui tombe mort à ses pieds. Deux de ses aides-de-

camp avaient été également tués à ses côtés.

Le combat de Saafeld coûta à l'armée prussienne trente pièces de canon, mille prisonniers, et six cents hommes tués sur le champ de bataille.

L'avant-garde française ayant ainsi balayé la rive droite de la Saale, assurait à l'empereur les moyens de tourner l'armée ennemie, et par les mouvemens rapides que firent les différens corps des maréchaux, elle ne tarda pas à être enveloppée. Ce fut à ce moment que Napoléon parut vouloir se dérober, pour ainsi dire, à la nouvelle faveur que lui préparait la fortune, et reculer devant une grande victoire. Un noble mouvement de générosité lui dicta une lettre, qu'il adressa au roi de Prusse; il voulait *prévenir l'effusion du sang et la perte assurée de la bataille*.. Le monarque Prussien, égaré par une aveugle confiance, attribua à la crainte ces pacifiques propositions, et n'y répondit qu'en donnant le signal d'une bataille, où la monarchie prussienne devait être anéantie avec son armée.

CHAPITRE XI.

Bataille d'Iéna. — Combat d'Awerstaedt.

(1806.)

Le 13 octobre, à deux heures après midi, Napoléon, étant arrivé à Iéna, se porta sur le plateau qui était en avant, et qui se trouvait occupé par une avant-garde du maréchal Lannes; il était venu reconnaître par lui-même les dispositions de l'ennemi. Après les avoir examinées attentivement, il vit que les généraux prussiens s'étaient persuadés que l'armée française ne déboucherait dans la plaine qu'en essayant de franchir de vive force le passage de la chaussée de

Weimar, dont le plateau, en avant d'Iéna, était le principal abord; mais par son peu d'étendue il offrait à peine le déploiement de quatre bataillons. Alors l'empereur donna des ordres pour qu'on creusât dans le roc, pendant la nuit, un chemin praticable pour le transport de l'artillerie sur le plateau, et fit ouvrir, à partir de la ville jusque dans les vallées qui l'environnent, des débouchés pour faciliter le déploiement des troupes qui ne pourraient se placer sur ce plateau.

Le maréchal Lannes vint prendre position, avec toutes ses troupes, sur le plateau d'Iéna, pendant que les travaux s'effectuaient. Les divisions furent placées par le général Victor, chef de l'état-major général de ce corps. La division Suchet occupa le penchant à droite; et celle du général Gazan, disposée sur trois lignes, fut placée sur le penchant, à gauche; la redoutable infanterie de la garde impériale, commandée par le maréchal Lefèvre, se forma en carré sur le centre; les divisions du maréchal Lannes formaient ainsi les deux ailes, et l'artillerie

était placée dans l'intervalle de chaque corps.

Cette position du plateau d'Iéna se trouvait en conséquence flanquée et appuyée par celle qu'occupait, en avant de Kalda, le corps d'armée du maréchal Augereau. Les autres corps, qui devaient participer à la bataille du lendemain, reçurent avant minuit leurs ordres et leurs instructions.

Afin de couper la principale masse de l'ennemi, et de tomber au besoin sur ses derrières, le maréchal prince de Ponte-Corvo avait ordre de déboucher par Dornbourg.

Les défilés de Koesen devaient être défendus par le maréchal Davoust, si l'ennemi voulait s'avancer sur Naumbourg, et il avait ordre de se porter sur Apolda, pour le prendre à dos dans le cas où il serait resté dans sa position.

Soult et Ney avaient ordre de marcher toute la nuit pour se placer en ligne avec leurs corps, et former la droite de l'ordre de bataille à Iéna.

Les feux de l'armée prussienne présentaient un front de six lieues d'étendue; ceux de l'armée

française paraissaient concentrés sur un seul petit point. Suivant son usage, l'empereur passa la nuit au bivac, au milieu de sa garde, sur le plateau où elle était placée. Toutes les troupes prirent les armes dès que le jour commença à paraître ; un brouillard épais régnait alors sur l'horizon. L'empereur parcourut les lignes, et recommanda aux soldats de se tenir en garde contre la cavalerie prussienne, qui passait pour être très redoutable ; il électrisa tellement les troupes par sa présence et ses discours, que les cris : « *en avant! marchons!* » se firent entendre de toutes parts.

Déjà disposés sur la ligne, les tirailleurs engagèrent le combat. La fusillade devint très vive : la première ligne des postes ennemis ne put résister à l'impétuosité des têtes de colonne, et l'armée française déboucha alors dans la plaine, tant par le plateau que par les issues à droite et à gauche, et prit son ordre de bataille. Napoléon avait en ligne, en avant du plateau d'Iéna, outre la garde impériale et les deux divisions du ma-

réchal Lannes, le corps d'armée du maréchal Augereau formant la gauche, et le corps du maréchal Soult et trois mille hommes du maréchal Ney, seules troupes de ce corps d'armée, formant la droite, qui fussent arrivées sur le champ de bataille.

Le feld-maréchal Mollendorf commandait la partie de l'armée prussienne que Napoléon avait devant lui : elle se composait du corps du général Ruchel, dit de Westphalie, formé de trente-trois bataillons, quarante-cinq escadrons, quatre compagnies de chasseurs, un bataillon d'artillerie, et sept batteries, indépendamment des pièces régimentaires ; et du corps du prince de Hohenlohe, qui était composé de vingt-quatre bataillons prussiens, vingt-cinq bataillons saxons, quatre-vingt-trois escadrons, dont trente-six saxons ; deux bataillons d'artillerie, et seize batteries, dont huit saxonnes.

Une autre partie de l'armée plus rapprochée de Naumbourg, où le roi se trouvait en personne, ainsi que le général en chef duc de Brunswick,

se composait d'un corps de trois divisions, formant un total de trente-deux bataillons et cinquante escadrons, et d'une réserve forte de vingt bataillons, et de vingt escadrons de la garde du roi, ou corps d'élite, sous les ordres immédiats du feld-maréchal Kalkreuth.

Un corps de dix bataillons et quinze escadrons, commandés par le duc de Weimar, se trouvait à Eisnach; et une réserve de dix-huit bataillons et vingt escadrons, commandée par le prince Eugène de Wurtemberg, était en marche pour se joindre à l'armée.

Ainsi, le 14 octobre, les Français avaient à combattre une armée de plus de cent mille hommes d'infanterie et de ving mille chevaux.

Napoléon n'avait pas à beaucoup près une armée aussi considérable, et sa cavalerie, bien inférieure en nombre, n'était pas même encore arrivée à Iéna. Il aurait donc désiré pouvoir retarder le combat de deux heures; mais n'étant plus maître d'arrêter l'ardeur des troupes françaises, et l'ennemi s'étant mis en mouvement pour déposter

quelques bataillons qui venaient de s'engager dans le village d'Holstedt, l'empereur donna l'ordre au maréchal Lannes de porter ses troupes en échelons pour soutenir ce village. Un bois, qui était défendu par une division prussienne, fut attaqué dans le même moment par les troupes du maréchal Soult, qui achevaient à peine de déboucher de Closwitz.

L'ennemi manœuvra par sa droite sur la gauche de l'armée française, commandée par le maréchal Augereau, qui prit les mesures nécessaires pour soutenir vigoureusement cette attaque. En moins d'une heure l'action fut engagée de toutes parts, et l'ordre et la fermeté qui régnèrent dans le combat rendirent long-temps l'avantage indécis; mais le maréchal Soult parvint enfin à enlever le bois qu'il attaquait, et se porta en avant avec ses troupes. L'empereur, auquel on annonçait dans ce moment que la cavalerie de réserve venait d'arriver, ainsi que les autres troupes du maréchal Ney, et qu'elles se formaient en arrière sur le champ de bataille, fit alors avancer les corps de

la garde et les troupes qui étaient en réserve sur sa première ligne, et qui, se trouvant ainsi appuyées, fondirent impétueusement sur l'ennemi, et le forcèrent de se replier. Cependant, quoiqu'il fût aussi vivement poussé, il se retirait lentement et en bon ordre, lorsque le grand-duc de Berg, Murat, à la tête des dragons et des cuirassiers de la réserve de cavalerie, vint jeter le désordre dans ses rangs, et força la cavalerie ennemie à suivre le mouvement de l'infanterie qui s'était formée en bataillons carrés, et dont cinq furent enfoncés.

Plus de vingt mille hommes, fantassins et cavaliers, et une grande partie de l'artillerie, tombèrent dans ce moment au pouvoir des Français.

Le duc de Brunswick qui, ainsi que nous l'avons dit, commandait la gauche de l'armée prussienne, ayant eu connaissance, dans la journée du 12, qu'une partie de l'armée française avait fait un mouvement sur Naumbourg, s'était décidé, d'après l'avis du conseil de guerre, à marcher lui-même sur ce point avec les troupes de sa gauche, afin d'occuper les défilés de Koesen, par

où les Français devaient déboucher; mais cette marche, commencée un peu tard, s'était opérée avec beaucoup de lenteur, et le général Schmettau s'arrêta, le 13, à cinq heures du soir, sur les hauteurs d'Awerstaedt, à deux petites lieues des défilés de Koesen, ayant seulement une grande garde, à une lieue plus près, dans le village de Hassen-Hausen.

Le grand quartier-général prussien, où se trouvaient le roi, la reine, et les principaux ministres, fut établi à Awerstaedt.

Le général en chef prussien apprit de deux prisonniers faits par une patrouille du général Schmettau sur une reconnaissance française, qu'il y avait déjà beaucoup d'infanterie et de cavalerie en avant et aux environs de Naumbourg.

Mais le vieux duc ne s'en émut pas davantage, et comme s'il n'eût dû éprouver aucun obstacle dans la journée du lendemain, il resta tranquille dans sa position.

Cependant le maréchal Davoust, qui s'était emparé de Naumbourg et avait pris position, dans

la matinée du 13, en avant de cette ville, ayant eu avis que l'ennemi faisait un grand mouvement sur le même point, envoya aussitôt un bataillon du 25e régiment, faisant partie de la division Gudin, au défilé de Koesen, avec ordre de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité, et prit en même temps des dispositions pour soutenir ce bataillon. Le grand duc de Berg ayant reçu l'ordre de se rapprocher d'Iéna, et le prince de Ponte-Corvo se portant dans le même temps avec toutes les troupes sur Cambourg, le maréchal Davoust se trouvait réduit aux seules troupes de son corps qui se composait tout au plus de vingt-six à vingt-sept mille combattans, dont seulement quinze cents de cavalerie, et allait être exposé à soutenir les efforts de la gauche de l'armée ennemie, forte de plus de cinquante mille hommes, dont douze de cavalerie, et composée en grande partie de corps d'élite.

L'empereur, qui n'avait eu qu'une connaissance vague du mouvement de conversion du duc de Brunswick, envoya au maréchal Davoust, dans

dans la nuit du 13, les dernières instructions, d'après lesquelles la division Gudin se mit en marche avant le jour; et se trouva formée, à six heures, au delà des défilés de Koesen ; les autres divisions débouchèrent successivement. Le brouillard était tellement épais, que le général Gudin s'avança jusqu'auprès de Hassen-Hausen sans apercevoir l'ennemi et sans que celui-ci l'aperçût. Dans ce moment, l'avant-garde prussienne arrivait sur le même terrain, et les deux troupes se trouvèrent à portée de fusil sans s'être reconnues. La tête de colonne ennemie avait déjà dépassé le village, lorsque le général Gauthier, qui marchait en tête de la division Gudin, ayant entendu le mouvement des troupes prussiennes, fit avancer quelques pièces d'artillerie qui tirèrent dans cette direction, vers laquelle il s'avança en bon ordre et au pas de charge. Cette canonnade, et l'apparition imprévue des troupes françaises, déconcertèrent tellement cette partie de l'avant-garde ennemie, forte d'environ deux mille hommes, qu'elle recula dans le plus grand désordre sur les

troupes qui la suivaient. Un escadron du 1er régiment de chasseurs, et trois compagnies de voltigeurs du 25e régiment, se précipitèrent sur l'artillerie prussienne, tuèrent ou dispersèrent ses canonniers et s'emparèrent des pièces; le 25e continua de poursuivre vivement la colonne ennemie.

Le général Schmettau arriva dans ce moment, et attaqua, avec des forces supérieures, le 25e régiment dans Hassen-Hausen, tandis qu'un corps de cavalerie ennemie, qui avait tourné le village, se trouva sur les derrières de la division Gudin; sans paraître déconcerté par ce mouvement, ce dernier forma sur-le-champ son infanterie en carrés, pour donner le temps à la division Friant, qu'il attendait, d'arriver à sa hauteur. Ces carrés, que la cavalerie prussienne essaya inutilement d'entamer, lui firent éprouver une perte tellement considérable, qu'elle se vit forcée de faire un mouvement rétrograde. Le maréchal Davoust arriva avec quelques escadrons et la division Friant; le 100e régiment qui en faisait partie,

réuni à d'autres bataillons de cette même division, chargea l'ennemi qui occupait une hauteur couronnée par des bois et défendue par six pièces d'artillerie, et, malgré le feu le plus meurtrier de mitraille et de mousqueterie, les bois furent emportés, les canons enlevés à la baïonnette, et les troupes du général Friant occupèrent le village de Spilberg. Douze pièces d'artillerie furent placées en batteries près du cimetière par ordre du maréchal Davoust, et ce feu, prenant en écharpe la ligne ennemie, causa beaucoup de ravages dans ses rangs. La cavalerie française chargeait en même temps l'extrême gauche de cette ligne, et le colonel Higonet, à la tête du 108ᵉ régiment, emportait le village de Popel au pas de charge, prenait un drapeau, trois pièces de canon, et faisait un grand nombre de prisonniers.

Laissant Awertaedt sur sa gauche, et appuyant sa droite sur le village de Lisdorf, le maréchal Davoust continua à porter en avant la division Friant; malgré le feu des batteries que l'ennemi

avait sur ce point, le général Friant suivit toujours son mouvement. Cette marche oblique éloignait forcément la division Friant de celle du général Gudin, dont les troupes se trouvaient depuis quatre heures aux prises avec celles du duc de Brunswick, arrivées successivement en ligne et bien supérieures en nombre. Malgré les plus vaillans efforts, les régimens de la division Gudin commençaient à céder du terrain, lorsque la division Morand, qui venait de déboucher, arriva au pas de course à leur secours. Se portant rapidement à la gauche du général Gudin, la première brigade de ce corps enleva à la baïonnette le village de Hassen-Hausen, dont l'ennemi s'était emparé; mais cette troupe, emportée par trop d'ardeur, fut repoussée. L'ennemi reprit le village; il lui fut encore, et pour cette fois tout-à-fait enlevé, lorsque le reste de la division arriva en ligne.

Cependant le maréchal Davoust espérait qu'une des divisions du prince de Ponte-Corvo déboucherait par Cambourg, ce qui lui aurait été très

avantageux dans la situation où il se trouvait. La division Dupont vint effectivement prendre position à Cambourg; mais elle avait ordre de n'en pas bouger. Ayant le plus grand besoin d'être appuyé, le maréchal Davoust envoya un de ses officiers auprès du prince de Ponte-Corvo pour le prévenir de cé qui se passait, et l'engager à lui envoyer cette division. Le prince répondit qu'il ne croyait pas pouvoir se priver des troupes qu'on lui demandait. Obligé de renoncer à un secours sur lequel il devait naturellement compter, le maréchal Davoust se résigna à toutes les chances de sa position.

On se battait depuis huit heures du matin, et toute la partie de l'armée prussienne qui s'était portée depuis onze heures au devant du maréchal Davoust, se trouvait engagée et avait essuyé de grandes pertes; le duc de Brunswick, le général Schmettau, et plusieurs autres, avaient été grièvement blessés. Dans ce moment, le roi de Prusse, qui venait d'apprendre la défaite de ses troupes sur le point d'Iéna, voulant déboucher

à tout prix, ordonna une attaque générale. La division Morand, déjà assez occupée contre la division du général Wartensleben, fut encore assaillie par un corps nombreux de cavalerie prussienne, commandé par le prince Henri de Prusse, et les régimens français soutinrent ce nouveau choc avec la plus étonnante intrépidité. Le prince Henri ayant été blessé, ses troupes vinrent se placer derrière l'infanterie. Reprenant alors l'offensive, le général Morand attaqua vivement cette infanterie : la mêlée devint terrible; la réserve, deux régimens de la garde qui étaient venus renforcer la gauche de l'ennemi, tout fut obligé de céder à l'impétuosité des Français. Le général Morand s'empara du moulin d'Emsen, y fit placer son artillerie qui, prenant en flanc la ligne prussienne, lui fit éprouver une perte considérable.

Pendant ce temps, la division Gudin, qui formait le centre du maréchal Davoust, enlevait le village de Tauchwitz à la baïonnette, prenait quatre pièces de canon et un millier d'hommes.

La prise de cette position, l'une des plus avantageuses de l'ennemi, commença à décider l'avantage en faveur du corps d'armée français; et les généraux prussiens auraient peut-être ordonné la retraite, si le roi, qui n'avait pas quitté le champ de bataille, n'eût fait avancer lui-même deux divisions de la réserve qui n'avaient point encore donné. Il les fit appuyer de tout ce qu'on put réunir de cavalerie, et mit ces troupes sous le commandement du feld-maréchal Kalkreuth, l'un des meilleurs généraux de l'armée prussienne. Mais les Français s'avancèrent rapidement sur cette réserve; et bientôt, repoussé de position en position, le maréchal Kalkreuth ne s'arrêta que sur les hauteurs d'Eckartsberg, où, favorisé par le terrain, il espérait arrêter la poursuite victorieuse des Français.

Après avoir donné l'ordre aux généraux Friant et Morand de marcher rapidement sur les ailes de l'ennemi, le maréchal, à la tête de la division Gudin, la dirigea sur le plateau central d'Eckartsberg. Cette dernière attaque allait être décisive

pour le corps du maréchal Davoust ; il fit valoir cette considération aux yeux de ses troupes infatigables. Aussi, tout accablées qu'elles étaient, après huit heures de combat, elles se précipitèrent avec fureur sur la première ligne prussienne. A la tête de quatre cents hommes d'élite des 12e et 21e régimens, formant la tête de la division Gudin, le général Petit leur fit gravir le plateau principal d'Eckartsberg sous le feu meurtrier de l'artillerie et de la mousqueterie ennemies ; et, sans tirer un seul coup de fusil, les assaillans abordèrent les Prussiens à la baïonnette.

Cette attaque impétueuse, soutenue par la brigade du général Grandeau-Dabaucour, eut tout le succès que le maréchal en espérait. L'ennemi, culbuté, enfoncé de toutes parts, se sauva précipitamment. Le général Petit s'empara d'une batterie de vingt pièces de canon, qui, dirigée à l'instant même par les Français sur les fuyards, augmenta la confusion de leur déroute. Les Prussiens, poursuivis jusqu'au delà des bois d'Eckarts-

berg, se dispersèrent sans pouvoir se rallier. Non moins heureuses que la division Gudin, celles des généraux Friant et Morand avaient obtenu un pareil succès sur les troupes qu'elles avaient eu à combattre. Les Prussiens furent poursuivis toute la nuit; ils perdirent plusieurs drapeaux, et le général Vialannes, qui commandait une brigade de cavalerie, l'ayant conduite jusqu'à trois lieues d'Eckartsberg, ramassa dans sa route beaucoup de prisonniers et de chevaux.

Conformément à ses instructions, le prince de Ponte-Corvo s'était avancé sur Dornburg, mais ce ne fut que vers midi que sa première colonne atteignit ce point, où arrivèrent en même temps une division de dragons, commandée par le général Beaumont, et une batterie d'artillerie légère que le prince Murat y avait dirigée. Le feu du canon avait diminué du coté d'Awerstaedt; on avait des nouvelles satisfaisantes du maréchal Davoust, et quoiqu'on n'eût aucun indice des succès du centre et de la gauche sur le point d'Iéna, on était persuadé que tout allait bien de

ce côté. En conséquence, le prince de Ponte-Corvo fit faire halte aux divisions qu'il avait avec lui; le général Beaumont s'arrêta également.

Ce retard, dans un mouvement si essentiel pour l'ensemble des opérations de la journée, fut encore prolongé par les difficultés qui s'offrirent dans le défilé de Dornburg, où l'infanterie put à peine marcher sur trois rangs, pour laisser un passage d'artillerie dans un chemin très étroit.

La division Rivaud, qui marchait en tête, ne put se former en avant du débouché que vers trois heures du soir. Elle n'avait aucun ennemi devant elle; on apercevait seulement, à la distance de deux lieues, la fumée du canon, et l'on entendait les feux bien nourris des maréchaux Lannes et Soult. Le général Drouet déboucha et forma sa division à côté de celle du général Rivaud. La cavalerie légère, que commandait le général Tilly, se plaça à la droite de l'infanterie, et la division de dragons aux ordres du général Beaumont, à gauche.

Le prince de Ponte-Corvo ayant ainsi formé

sa ligne, se porta rapidement sur Apolda. Le général Mollendorf tenait encore devant le centre et la gauche de l'armée française, espérant se retirer plus sûrement à la faveur de la nuit; mais apercevant le mouvement du maréchal Bernadotte sur Apolda, et sentant la nécessité de ralentir la marche de ce corps d'armée, qui menaçait de tourner entièrement sa gauche, il se vit obligé de détacher un corps considérable de cavalerie vers la Maison-Rouge, sur la grande route de Weimar; l'absence de cette cavalerie affaiblissait les moyens de résistance que le général en chef prussien opposait aux progrès des troupes françaises, et laissait un champ libre à la cavalerie française, que le maréchal Murat faisait charger à plusieurs reprises sur les carrés de l'infanterie ennemie.

Dès ce moment la victoire ne parut plus douteuse.

Malgré l'artillerie légère que le général prussien avait fait avancer, les Français débouchèrent par Apolda même; la cavalerie ennemie, après

quelques démonstrations, se retira vers la hauteur de la Maison-Rouge, et disparut ensuite à la faveur de la nuit. Quelques bataillons, que le maréchal Kalkreuth avait placés sur la droite de la route pour couvrir la retraite qu'il effectuait alors, se voyant débordés par les troupes du maréchal Bernadotte qu'ils n'attendaient pas de ce côté, mirent bas les armes; enfin, avant six heures du soir, la victoire fut complète sur tous les points.

On vient de voir que le maréchal Davoust, avec vingt-six mille hommes placés dans des positions désavantageuses, avait contenu d'abord et ensuite vaincu une armée de plus de cinquante mille hommes, composée de l'élite des troupes prussiennes, combattant sous les yeux du roi, ayant dix mille hommes d'excellente cavalerie. Un grand nombre de drapeaux, plus de cent pièces de canon, quinze mille hommes tués ou blessés, trois mille prisonniers, étaient les résultats du mémorable combat d'Awerstaedt, et cependant il ne fut cité dans les bulletins offi-

ciels que comme un épisode peu remarquable de la bataille d'Iéna.

Toutefois, lorsque Napoléon fut convaincu que le rapport de Davoust n'était point exagéré, il lui écrivit d'abord pour le féliciter de sa victoire, le chargea de témoigner aux braves troupes qui avaient combattu sous ses ordres toute la satisfaction qu'il éprouvait de leur conduite glorieuse, et nomma, peu de jours après, ce maréchal duc d'Awerstaedt. Le corps d'armée du nouveau duc obtint aussi, comme récompense générale, d'entrer le premier dans la capitale des Etats prussiens.

Le roi de Prusse, qui ignorait les succès décisifs obtenus sur le centre et sur la droite de son armée, chercha, avec quelques troupes d'escorte, à gagner Weimar; mais apprenant que Bernadotte occupait Apolda, et que le corps du général Kalkreuth venait de mettre bas les armes, il s'empressa de retourner sur ses pas, et ne parvint à s'échapper qu'en se jetant, avec le peu d'hommes qui le suivaient, à travers les champs

et en gagnant les bois à la faveur de la nuit.

Les troupes prussiennes, arrêtées par les mêmes obstacles, achevèrent de se disperser; égarées pendant une nuit obscure et pluvieuse, la plupart tombèrent dans des postes français, et laissèrent beaucoup de prisonniers. Enfin, la partie de l'armée ennemie qui avait combattu à Awerstaedt se réduisait à peine à quinze mille hommes, que le général Kalkreuth dirigea en toute hâte sur les bords de l'Unstruch, dans la direction de Greussen.

Le 14 au soir, le roi de Prusse avait déjà perdu, tant à Awerstaedt qu'à Iéna, trois cents pièces de canon, soixante drapeaux, plus de trente mille prisonniers, dont trente officiers généraux, vingt-cinq mille morts ou blessés; parmi ces derniers, le duc de Brunswick, le feld-maréchal Mollendorf, les généraux Schmettau et Ruchel. Les trois premiers moururent peu de temps après des suites de leurs blessures.

La perte de l'armée française s'élevait environ à onze mille hommes tués ou blessés. Le général

Billy fut tué. On comptait parmi les blessés le général de division Morand, les généraux de brigade Conroux, d'Honnières, Petit et Gautier.

Les colonels Lamotte-Houdard, Higonet, Viala, Marigny, Barbanègre, avaient été tués sur le champ de bataille. Les colonels Harispe, Léger, Burke, Vergez, Nicolas, Coëhorn, Guyardet, Brenon et Doulembourg, furent comptés parmi les blessés.

Le maréchal Davoust, qui s'était porté sur tous les points pendant le combat d'Awerstaedt, n'avait reçu que de légères contusions; mais son chapeau avait été emporté par un boulet, et ses habits étaient criblés de balles.

Dans cette journée à jamais fameuse, l'infanterie française soutint la réputation qu'elle s'était acquise, et la cavalerie fit dire cette fois à Napoléon qu'elle n'avait point d'égale. Parmi les officiers de cette arme, les bulletins citèrent particulièrement les généraux Durosnel et Colbert, qui, à la tête de leurs brigades, avaient donné les plus grandes preuves de sang-froid et d'intré-

pidité. Le général Vialannes avait été signalé de la manière la plus distinguée par le maréchal Davoust à l'empereur.

Tandis qu'on amenait des milliers de prisonniers au quartier-général, Napoléon faisait relever les blessés qui se trouvaient sur le champ de bataille, et veillait à ce que toute espèce de secours leur fût distribuée. Pendant la nuit qui suivit la victoire, il ne prit aucun repos; accourant aux cris de la souffrance, il se portait partout où l'appelaient les nombreuses victimes de cette sanglante journée, et forçait ses ennemis mêmes à rendre hommage aux sentimens d'humanité qui l'animaient.

CHAPITRE XII.

Combats de Greussen et de Halle. — Entrée des Français dans Berlin.

(1806.)

Le lendemain de la bataille d'Iéna, le grand duc de Berg, Murat, marcha sur Erfurt avec sa cavalerie et les troupes des maréchaux Augereau et Ney.

Pendant ce temps, le maréchal Soult s'avançait avec le centre et une partie de la cavalerie sur Weissensée. Le maréchal prince de Ponte-Corvo, avec son corps d'armée, se porta sur Querfurt, et le corps du maréchal Davoust, qui avait

le plus souffert, alla occuper Naumbourg et Freybourg, pour y prendre un jour de repos.

Erfurt, qui était une des places d'armes des Prussiens, et où se trouvaient des magasins considérables, fut investi le 15 octobre à midi, et ouvrit ses portes à onze heures du soir aux Français, en vertu d'une capitulation par laquelle les troupes prussiennes eurent la faculté de sortir de la ville avec tous les honneurs de la guerre.

Le général Blucher, à la tête d'un corps de six mille chevaux, voulant traverser Weissensée, trouva le village occupé par la division de dragons commandée par le général Klein. Ne voulant pas risquer un engagement, il affirma, sur son honneur, au général français, que l'armée prussienne venait d'obtenir un armistice de Napoléon. Ne croyant pas qu'un officier osât engager faussement sa parole, le général Klein le laissa passer.

Le maréchal Kalkreuth, qui ramenait dix à douze mille hommes, voulut tromper par le même subterfuge le maréchal Soult, qui mar-

chait avec son corps d'armée dans la direction de Greussen. Soult répondit qu'il était impossible que Napoléon eût fait cette faute, et qu'il ne croirait à l'armistice qu'alors qu'il lui aurait été notifié officiellement. Les deux généraux prirent leurs dispositions ; les hostilités recommencèrent : le village de Greussen fut enlevé par les Français, et les troupes prussiennes, culbutées de nouveau, se jetèrent en désordre dans les chemins de traverse.

Ayant appris que la réserve du prince de Wurtemberg, forte d'environ vingt-cinq mille hommes, prenait position à Halle, l'empereur ordonna au prince de Ponte-Corvo de quitter Querfurt, de marcher dans la nuit du 16 au 17 sur ce corps ennemi, afin d'être en mesure de le combattre dans la matinée du 17. Le prince, avec des troupes aussi aguerries, et qui avaient à peine combattu dans la journée du 14, pouvait compter sur un succès brillant. Le 17, à neuf heures du matin, il avait achevé son mouvement, et ses troupes, qui se composaient des divisions Dupont

et Drouet, s'engagèrent avec leur ardeur accoutumée dans un combat qui devint très opiniâtre, et duquel elles sortirent victorieuses, après avoir fait des prodiges de valeur. Elles chassèrent l'ennemi de Halle, et prirent position en avant de cette ville.

Trente-cinq pièces de canon, cinq mille prisonniers, et les deux drapeaux du régiment de Treskow fait prisonnier en totalité par la division Drouet, tels furent les résultats du combat de Halle.

Le maréchal Davoust entra le 18 dans Leipsick, où l'on trouva des dépôts considérables de marchandises anglaises, qui servirent à l'habillement et à l'équipement de l'armée.

Napoléon établit son quartier-général dans Halle, où étaient établis d'immenses magasins de subsistances. L'armée prussienne accélérait sa retraite sur Magdebourg. Le maréchal Soult y arriva presque en même temps que le maréchal Kalkreuth et le quartier-général royal, vis-à-vis de cette ville, dont il forma le blocus. Une par-

tie des débris de l'armée ennemie, qui n'avait pas eu le temps d'entrer dans la place, se jeta dans une espèce de camp retranché, qu'après plusieurs engagemens successifs, la division Legrand les força d'abandonner. Le roi de Prusse, craignant de voir assiéger Magdebourg, ne songea qu'à sortir de cette place. Les troupes qui l'accompagnaient firent une trouée à travers le faible cordon que le maréchal avait établi autour de la ville, et le monarque prussien, sans s'occuper du soin de mettre sa capitale à l'abri d'une invasion, ne songea qu'à mettre l'Elbe et l'Oder entre les Français et lui.

D'après l'ordre de l'empereur, le corps du prince de Ponte-Corvo s'était dirigé sur Dessau, dont le maréchal Lannes faisait rétablir le pont, qui fut en bon état dans la nuit du 22 octobre. Dès le lendemain, ce maréchal établit sa communication avec le prince de Ponte-Corvo, par Roslau, dont le prince de Wurtemberg était déjà parti pour se retirer dans la direction de Postdam.

Le 25, le maréchal Lannes prit possession de

cette ville sans avoir éprouvé la moindre résistance de la part de ce prince; le maréchal Davoust, précédé de la cavalerie légère, qui couvrait en même temps sa droite, fit son entrée à Berlin sans avoir rencontré aucun obstacle dans sa marche; et le corps du maréchal Augereau suivit le mouvement de ces troupes.

Le 25, dans l'après-dîner, Napoléon arriva également à Postdam. La cour de Prusse avait abandonné cette ville et Berlin avec tant de précipitation, que rien n'avait été enlevé dans les palais du roi.

Le premier soin de Napoléon, en entrant dans Postdam, fut de visiter toutes les positions qui environnent cette ville, ainsi que le château de Sans-Souci. Là tout parlait du grand Frédéric et de sa gloire; là mille souvenirs rappelaient l'histoire d'un Etat dont l'inscription sur la liste des empires avait coûté à un conquérant vingt-cinq ans de travaux et de combats, et il ne tenait qu'à Napoléon d'effacer de cette liste le nom de la Prusse, et quelques jours, une seule bataille,

lui avaient suffi pour arriver jusqu'à la tombe de Frédéric ! Le petit-fils du héros prussien n'avait pas même songé, en fuyant, à emporter son épée ; peut-être parut-elle trop pesante à la main débile du pâle héritier d'un grand homme. Napoléon trouva également la ceinture que ce prince avait portée dans la guerre de sept ans, et le grand cordon de ses ordres. Alors, se saisissant de ces trophées, il s'écria avec enthousiasme : « J'aime mieux cela que vingt millions ; je les » enverrai à mes vieux soldats des campagnes de » Hanovre ! J'en ferai présent au gouverneur des » Invalides, qui les gardera comme un témoi» gnage des victoires de la grande armée, et de » la vengeance qu'elle a tirée des désastres de » Rosbach ! »

Après avoir également visité, avec un respect religieux, le caveau où les restes de Frédéric-le-Grand étaient déposés dans un cercueil de bois de cèdre, recouvert en cuivre et sans ornemens, Napoléon se dirigea sur la route de Berlin, par l'avenue de Charlottenbourg, et fit son

entrée solennelle dans cette capitale, le 27 octobre 1806.

Les magistrats de Berlin, conduits par le général Hullin récemment nommé commandant d'armes, vinrent au devant de l'empereur pour lui faire hommage des clefs de la ville. Cette députation fut admise à l'audience du vainqueur à l'exception du prince de Hatzfeld, à qui Napoléon fit dire de quitter Berlin et de se rendre dans ses terres.

Le clergé protestant des deux confessions d'Augsbourg, ainsi que les ministres des puissances amies, furent également admis à l'audience de l'empereur. Les principaux descendans des familles qui avaient trouvé un refuge en Prusse à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes, reçurent aussi des témoignages d'intérêt et de bienveillance du souverain de la France, qui leur assura sa protection pour le maintien de leurs priviléges et de leur culte.

Sa sollicitude se porta ensuite sur les habitans, et il ordonna des mesures qui furent exécutées

si ponctuellement, que les affaires reprirent leur cours dans la ville de Berlin. Elle semblait être alors occupée plutôt par des alliés que par une armée victorieuse.

La victoire avait investi Napoléon de droits dont le souvenir des injures et des provocations de la Prusse pouvait rendre rigoureux l'exercice. Il ne se reposa des agitations de la conquête que par la clémence, et la générosité, dont il se plut à multiplier les actes, fut sa vengeance ; c'est celle des grands hommes. Le duc de Weymar s'était montré un des plus ardens ennemis de la France, et commandait une division de l'armée prussienne. Le lendemain de la bataille d'Iéna, Napoléon s'arrêta à Weymar, où le reçut l'épouse du duc ; elle devait craindre pour cette ville, que l'on appelait alors l'Athènes de l'Allemagne, les fléaux d'une guerre au centre de laquelle elle se trouvait pour ainsi dire placée ; la guerre s'arrêta devant ses murs, qu'elle respecta : « Vous avez » sauvé votre mari, madame, lui dit l'empereur ; » vous l'avez sauvé en restant chez vous et en

» ayant confiance en moi; je lui pardonne à cause » de vous. » Sans doute aussi les noms des Goëthe, des Wieland, des Schiller, et le souvenir de la gloire littéraire dont Weymar était le théâtre, protégèrent cette ville auprès du vainqueur, et pouvaient réclamer une part dans cette clémence dont la galanterie adressait l'hommage exclusif à une femme.

Mécontent de la conduite du prince d'Hatzfeld, à qui il avait confié le commandement civil de Berlin, Napoléon s'était d'abord borné à l'exiler dans ses terres; mais de nouveaux renseignemens et des papiers saisis aux avant-postes prouvèrent que ce prince entretenait une correspondance d'espionnage avec les ministres du roi de Prusse : l'empereur ordonna qu'il fût jugé par une commission militaire, conformément aux lois de la guerre. Le procès se poursuivait, et tout annonçait que le prévenu allait être fusillé, lorsque la princesse de Hatzfeld vint se jeter aux pieds de l'empereur, en protestant de l'innocence de son époux. « Vous connaissez l'écriture de

» votre mari, lui dit Napoléon, je vais vous faire » juge. » Il fit apporter les papiers interceptés et les lui remit. La princesse d'Hatzfeld, enceinte, et dans un état de faiblesse qui lui permettait à peine de se soutenir, s'évanouit en découvrant jusqu'à quel point son époux était compromis. Mais lorsqu'elle fut revenue à elle, touché d'une douleur aussi légitime, l'empereur lui dit avec la plus vive émotion : « Puisque vous tenez cette » lettre fatale, jetez-la au feu; une telle pièce » anéantie, on ne pourra plus condamner votre » mari. » Il mit le comble à sa clémence généreuse, en ordonnant au major-général Berthier de mettre le prince en liberté.

Le lendemain de son entrée à Berlin, Napoléon mit à l'ordre du jour la proclamation suivante :

« Soldats !

» Vous avez justifié mon attente et répondu » dignement à la confiance du peuple français; » vous avez supporté les privations et les fatigues

» avec autant de courage que vous avez montré
» d'intrépidité et de sang-froid au milieu des
» combats ; vous êtes les dignes défenseurs de
» l'honneur de ma couronne et de la gloire du
» grand peuple. Tant que vous serez animé de
» cet esprit, rien ne pourra vous résister ; je ne
» sais désormais à quelle arme donner la préfé-
» rence........ vous êtes tous de bons soldats.
» Voici le résultat de nos travaux :

» Une des premières puissances de l'Europe,
» qui osa naguère nous proposer une capitula-
» tion, est anéantie. Les forêts, les défilés de
» la Franconie, la Saale, l'Elbe, que nos pères
» n'eussent pas traversés en sept ans, nous les
» avons traversés en sept jours, et livré dans
» l'intervalle quatre combats et une grande ba-
» taille ; nous avons précédé à Postdam, à Berlin,
» la renommée de nos victoires ; nous avons fait
» soixante mille prisonniers, pris soixante-cinq
» drapeaux, parmi lesquels ceux des gardes du
» roi de Prusse, six cents pièces de canon, trois
» forteresses, plus de vingt généraux : cepen-

» dant, plus de la moitié de vous regrettent de
» n'avoir pas tiré un coup de fusil. Toutes les
» provinces de la monarchie prussienne sont en
» notre pouvoir.

» Soldats ! les Russes se vantent de venir à
» nous ; nous marcherons à leur rencontre, nous
» leur épargnerons la moitié du chemin : ils re-
» trouveront Austerlitz au milieu de la Prusse.
» Une nation qui a aussitôt oublié la générosité
» dont nous avons usé envers elle après cette ba-
» taille où son empereur, sa cour, les débris de
» son armée, n'ont dû leur salut qu'à la capitu-
» lation que nous leur avons accordée, est une
» nation qui ne saurait lutter contre nous.

» Cependant, tandis que nous marchons au
» devant des Russes, de nouvelles armées for-
» mées dans l'intérieur de l'empire viennent
» prendre notre place pour garder nos conquê-
» tes ; mon peuple tout entier s'est levé, indigné
» de la honteuse capitulation que les ministres
» prussiens dans leur délire nous ont proposée ;
» nos routes et nos villes frontières sont remplies

» de conscrits qui brûlent de marcher sur vos » traces. Nous ne serons plus désormais les jouets » d'une paix traîtresse, et nous ne poserons plus » les armes que nous n'ayons obligé les Anglais, » ces éternels ennemis de notre nation, à renon- » cer au projet de troubler le continent, et à la » tyrannie des mers.

» Soldats ! je ne puis mieux vous exprimer les » sentimens que j'éprouve pour vous, qu'en vous » disant que je porte dans mon cœur l'amour que » vous me montrez tous les jours. »

CHAPITRE XIII.

Situation militaire après la bataille d'Iéna. — État de l'Europe au mois de décembre 1806.

Une campagne de quelques semaines avait renversé la puissance prussienne. Frappée d'un coup mortel à Iéna, l'armée dispersée, fugitive, était vivement poursuivie dans toutes les directions; la capitale subissait la loi du vainqueur. Le roi, réfugié à Kœnigsberg, appelait à son secours l'empereur de Russie : ce prince accourait, et déjà ses troupes avaient atteint la Vistule.

Cependant, de Berlin, Napoléon conduisait

avec vigueur les derniers travaux de la campagne; ses lieutenans achevaient de subjuguer, autour de lui, le pays ennemi; l'audacieux Lasalle, à la tête de quelques escadrons, s'était présenté sous les murs de Stettin, et, presque seul, il avait contraint à capituler cette forteresse munie d'une artillerie formidable; Davoust forçait Kustrin; Magdebourg ouvrait ses portes au maréchal Ney; Blucher, fuyard d'Iéna, échappé à la faveur d'un stratagème réprouvé par les lois de l'honneur militaire, Blucher, suivi de près par Murat, atteint et battu à Lubeck, se rendait prisonnier avec tout son corps d'armée; dans le même temps, les Suédois, défaits à Rostock, étaient rejetés dans la Poméranie.

Vainqueur de la Hesse, Mortier poursuivait le cours de ses triomphes; il prenait possession de l'électorat de Hanovre, au nom de la France; s'emparait de Hambourg, de la place d'Hameln, des Etats de la maison de Brunswick; enfin, il occupait Brême et toutes les villes Anséatiques, conquête qui livrait à l'empereur les immenses

entrepôts de marchandises anglaises, sur les bords de la mer Baltique.

Ces richesses vont nourrir la guerre ; mais elles ne suffisent pas : Napoléon frappe une contribution de cent cinquante millions sur la Prusse et sur ses alliés. A l'aide de ces ressources, il pourra faire face aux besoins d'une autre campagne sans demander à la France de nouveaux sacrifices d'argent. Quant aux hommes, ce secours devient plus nécessaire à mesure que l'armée s'éloigne davantage des frontières de l'Empire : aussi, pour disposer librement de la totalité des troupes dans l'intérieur, Napoléon, par un décret du 12 novembre, organise la garde nationale ; il lui confie la défense du pays, et un sénatus-consulte ordonne la levée de quatre-vingt mille conscrits de 1807.

Instruit de ces événemens, et des préparatifs de l'empereur pour achever de l'écraser, le roi de Prusse dut envisager avec effroi sa position désespérée ; à peine vingt mille hommes avaient-ils échappé au désastre de la puissante armée

qu'il lançait sur la France, peu de semaines auparavant, quand il osait commander à Napoléon de reculer jusqu'au Rhin, et de s'abstenir désormais de franchir cette limite. Encore ces faibles débris étaient-ils répartis dans quelques places fortes de la Silésie, ou de la portion de la Pologne qui lui était échue lors des derniers partages; pays où son pouvoir n'était pas assis sur l'affection des peuples, et qui s'apprêtaient à secouer le joug à la vue de l'ennemi. De ses Etats héréditaires, il ne possédait plus que Kœnigsberg, son dernier asile : tout le reste était envahi. Les annales militaires du monde entier n'offrent pas un autre exemple d'une succession aussi rapide de tant de défaites humiliantes! Contraint par la nécessité, Frédéric-Guillaume se résolut à demander un armistice à Napoléon; la paix était la dernière condition de salut, et la Prusse, en proie à tous les fléaux de la guerre, élevait vers son souverain des cris de détresse. Alors toutes les illusions étaient dissipées; le canon d'Iéna avait détruit les chimériques espé-

rances dont naguère Berlin avait entendu la tumultueuse expression. Cette reine, qui tenait des palmes toutes prêtes pour le front des jeunes héros, vainqueurs présumés des Français; cette reine dont la belliqueuse ardeur avait donné le signal des batailles, trouvait à peine un refuge dans ses Etats; les plus actifs conseillers de la guerre contre la France en étaient tombés les premières victimes; les uns, tels que le duc de Brunswick, le maréchal de Moellendorf et le général Schmettau, n'ont pas survécu à la honte des armes prussiennes; les autres sont prisonniers. Quelle prompte et terrible leçon!

Alors aucune voix ne s'opposa à la demande d'une paix qu'on regardait comme un bienfait, à quelque prix qu'on dût l'acheter. Le marquis de Luchesini et le général de Zastrow furent donc envoyés au quartier-général de l'empereur, qui accorda sans difficulté un armistice signé le 6 novembre à Charlottembourg. Le vainqueur était disposé à la paix, et bientôt les deux envoyés de Frédéric-Guillaume transmirent à leur

souverain les conditions auxquelles Napoléon l'accordait. Les succès des armes françaises en justifiaient la rigueur, mais la situation de la Prusse était désespérée : par ce traité, le roi de Prusse conservait Magdebourg et la Vieille-Marche, toute la Prusse méridionale, et vingt-cinq millions d'écus du pays devaient être payés à la France à titre d'indemnité de guerre.

Frédéric-Guillaume souscrivit à ces conditions que les malheurs de son peuple lui faisaient un devoir d'accepter, et il ne manquait plus au traité que la signature de Napoléon. Mais dans l'intervalle la victoire lui avait donné d'autres droits ; les capitulations de Prentzlow, de Custrin, de Stettin, de Spandau, de Hameln, de Magdebourg, d'autres succès encore qu'il n'avait pu prévoir, le rendaient maître de presque toute la monarchie prussienne ; il devait avec raison être plus exigeant, et rompant les négociations, voulant profiter de tous ses avantages, il fit offrir au roi, non pas la paix, mais un armistice dont les conditions principales portaient que Colberg,

Dantzig, Graudentz, Glogau, Breslau, seraient remis aux Français, et que le roi se retirerait avec le peu de troupes qui lui restaient, dans les limites de la Prusse royale : là, tranquille spectateur de la lutte qui allait s'engager entre deux empereurs, il en devait attendre l'issue, en gardant la plus stricte neutralité.

Le roi de Prusse préféra la guerre à l'humiliation d'un pareil traité qui d'ailleurs ne lui offrait aucune garantie pour les conditions de la paix future. Napoléon ne s'était pas expliqué, et Frédéric-Guillaume ne pouvait se mettre ainsi à la discrétion de son ennemi, en lui abandonnant ses dernières ressources. D'ailleurs, un traité liait la Prusse à la Russie; c'était pour elle que cette dernière puissance arrivait en ligne avec ses soldats, et accepter l'armistice c'était la trahir; c'était aussi s'exposer à la vengeance d'un formidable ennemi dont le ressentiment menaçait la Prusse des plus grands périls.

L'ultimatum de Napoléon forçait donc Frédéric-Guillaume de se jeter dans les bras de la Rus-

sie, puisqu'il n'avait aucun espoir du côté de la France. Le fer seul doit maintenant décider le différent, et Napoléon commande l'invasion de la Pologne ; il se dispose à l'accomplir lui-même, en allant se mettre à la tête de son armée. Celle des Russes grossissait incessamment ; leur empereur rassemblait autour de lui plus de forces qu'il n'en avait encore réuni. Enfin, les deux plus formidables puissances du continent avaient vu tomber les barrières qui les tenaient jusque-là séparées à de si grandes distances ; elles étaient en présence, et tout se préparait pour un choc terrible, inévitable.

L'Angleterre attendait avec anxiété l'issue de l'événement ; son or et ses intrigues avaient provoqué le combat inégal où venait de périr une monarchie : c'était elle encore qui soulevait le nouvel orage qui menaçait Napoléon. Animée d'une haine implacable contre la glorieuse révolution de France, source de force et de prospérité pour un pays rival, l'oligarchie anglaise était, depuis quinze ans, l'ame de toutes les coalitions

de l'Europe contre la grande nation. Ardens à lui susciter partout des ennemis, les Anglais n'avaient réussi jusque-là qu'à lui préparer des triomphes, toujours sans dangers pour eux-mêmes, grâce à leur position au milieu des mers et à la supériorité de leurs flottes.

Toutefois, Napoléon venait enfin d'atteindre et de blesser profondément la puissance britannique dans les plaines d'Iéna. En effet, cette victoire, en livrant à l'empereur les ports de la mer du Nord et de la Baltique, achevait de mettre en sa puissance les principaux débouchés du commerce anglais avec le continent. Dans cette situation favorable, il conçut l'idée d'appliquer en grand, à l'Angleterre, et d'employer à sa ruine les principes consacrés par elle dans son code maritime. Elle avait déclaré le blocus général de toutes les côtes des pays soumis à la France, ou seulement à l'influence de son gouvernement. Napoléon, usant du juste droit de représailles, déclara son ennemie bloquée à son tour sur les mers, et interdit à l'Europe toute communica-

tion avec elle. Le décret du 21 novembre, publié à Berlin, prononçait la confiscation des bâtimens et des marchandises provenant de l'Angleterre ou de ses colonies, et déclarait prisonnier de guerre, sans distinction de rang ou de profession, tout sujet du roi de la Grande-Bretagne trouvé dans les contrées occupées par les armées françaises.

C'est ainsi que furent converties en *système continental,* au profit de l'Europe, et contre la Grande-Bretagne, les lois qu'elle-même avait instituées pour la guerre maritime, et qu'elle exécutait avec une violence digne des temps de la plus grossière barbarie. Le but de cette grande mesure de Napoléon était de ramener, par la douleur, le gouvernement anglais à des idées de justice et de raison, qui devaient le disposer à rendre enfin la paix au monde. La profondeur des maux que le décret de Berlin fit souffrir à son ennemi, prouva bientôt que l'empereur l'avait frappé au cœur : sous ce rapport, l'événement justifia complètement sa politique.

Au moment de s'engager plus avant dans le nord, Napoléon put considérer avec satisfaction l'état général de l'Europe méridionale; il n'y voyait aucun sujet d'inquiétude sérieuse. Il est vrai que la cour d'Espagne avait montré quelque impatience d'échapper à l'ascendant de Napoléon; mais on pouvait raisonnablement imputer ces démonstrations équivoques d'une politique hostile, aux dispositions personnelles du favori de Charles IV[1]. La nation espagnole, qui manifes-

[1] Au mois d'octobre, au moment où lord Lauderdale rompait, à Paris, les négociations entamées pour la paix; quand la folle jactance des généraux prussiens allait jusqu'au ton de la menace envers la France, le prince de la Paix essaya de prendre aussi une attitude hostile : l'Espagne lut alors avec étonnement une proclamation du favori, dans laquelle il parlait confusément de dangers et de gloire, d'ennemis, de perfidies, qu'il s'abstenait de nommer ou de faire connaître. Il terminait en appelant la nation aux armes. Napoléon dédaigna cette obscure fanfaronnade d'un sot présomptueux, ministre sans talent, guerrier sans gloire; les termes de la proclamation étaient assez ambigus pour recevoir toute espèce d'interprétation. Godoï, forcé de s'expliquer, déclara qu'il avait voulu indiquer les Anglais. L'empereur parut satisfait, mais il n'oublia pas cette lâche injure.

tait hautement son aversion pour le prince de la Paix, avait rejeté sur lui seul le tort d'une injuste provocation, et demeurait fidèle à son amitié pour la France.

Le Portugal, au contraire, cachait une inimitié réelle, sous l'apparence de la neutralité ; ce pays était tout anglais, mais inoffensif.

L'Italie entière restait soumise. Joseph régnait paisiblement à Naples ; et l'armée française, commandée par Masséna, surveillait les Anglais retirés en Sicile; Marmont contenait les Russes et les Monténégrins en avant de Raguse. Enfin, la Porte Ottomane entretenait avec Napoléon les relations les plus amicales, et se préparait à combattre la Russie, à laquelle sa déclaration de guerre fut en effet signifiée le 17 décembre suivant.

Du reste, le Danemark se maintenait religieusement neutre ; l'Autriche continuait à dévorer en silence l'humiliation du traité de Presbourg ; et la France, qui, de tout le bruit de ces guerres lointaines, n'entendait que des cris de victoire,

la France calme et florissante attendait avec confiance la paix, but glorieux des travaux de son empereur.

CHAPITRE XIV.

Napoléon arrive à Posen. — Alexandre quitte Varsovie. Soulèvement de la Pologne.

(Du 10 novembre au 15 décembre 1806.)

Le maréchal Davoust, entré à Posen le 10 novembre, avait fait occuper le fort de Lenezik, à moitié chemin de cette ville à Varsovie. Murat venait de l'y rejoindre avec la brigade de cavalerie légère du général Milhaud, les divisions de dragons des généraux Klein, Beaumont et Beker, et la division de cuirassiers du général Nansouty. Les corps des maréchaux Soult, Bernadotte et Ney, entraient en ligne; le maréchal Lannes me-

naçait Thorn, sur la Vistule, et Augereau la forteresse de Graudentz. Enfin, Jérôme Bonaparte, à la tête d'une partie des troupes de la confédération rhénane, était en Silésie, et pressait le siége de Glogau, tandis qu'une division investissait Breslau.

Telle était la situation de l'armée, quand Napoléon, parti de Berlin le 25 novembre, arriva le 27 à Posen, d'où Murat sortit le même jour pour se porter sur Lowicz, et de là poussa une forte reconnaissance sur Varsovie.

L'empereur Alexandre, établi depuis quelques semaines dans cette capitale, y avait trouvé le roi de Prusse. C'est là que, par son conseil, Frédéric-Guillaume s'était déterminé à refuser la ratification de l'armistice accordé par Napoléon. Cependant Alexandre ne comptait pas sur l'effort de son armée pour rétablir immédiatement le monarque prussien dans ses Etats ; elle n'était pas encore entièrement réunie, les parcs d'artillerie n'avaient pas été formés, et la saison était peu favorable aux approvisionnemens qu'il fallait

rassembler. L'empereur de Russie fondait ses espérances sur la réussite d'un projet qui venait de prévaloir dans son conseil. On y avait résolu de se retirer devant l'ennemi, et de l'attirer sur le territoire russe. Là, on se proposait de le combattre en fuyant, à la manière des Parthes, et en dévastant tout autour de lui. Le but était de harasser les Français, de les affaiblir, en les forçant de s'éloigner de leurs ressources et de leurs points d'appui. Ce plan qui, six ans après, devait être si funeste à Napoléon devenu plus confiant dans sa fortune, avorta cette fois, et n'eut qu'un commencement d'exécution. A l'approche des Français, Alexandre quitta Varsovie; le général Bennigsen, dont le corps d'armée couvrait cette ville, feignit de se disposer à la défendre, par quelques démonstrations sur les rives de la Bzura, dans le but de cacher son mouvement de retraite. Mais, après de faibles engagemens avec l'avant-garde française, il se reploya sur la Vistule, et passa ce fleuve à Varsovie, où Murat entra le 28 au soir, suivi de près par les corps

des maréchaux Davoust, Lannes et Augereau.

Bennigsen, dans l'espoir de retarder la marche de tant d'ennemis, avait coupé le pont de la Vistule, qui sépare Varsovie de Praga. Il se hâta de fortifier ce faubourg, afin de protéger le mouvement rétrograde de son corps d'armée; mais l'ardeur et l'intrépidité des troupes françaises déconcertèrent ce projet. La rupture du pont non plus que ces retranchemens, ni la profondeur et la rapidité du fleuve, ne présentaient à nos soldats des obstacles capables de les arrêter; ils se précipitèrent dans la Vistule, qu'ils passèrent à la nage, en dépit des glaçons qu'elle chariait déjà; puis détachant, sous le feu des ennemis, une grande quantité d'embarcations retenues sur la rive droite, ils facilitèrent le passage au reste de l'armée, tandis qu'ils s'emparaient de Praga. Murat eut à peine franchi le fleuve avec sa cavalerie, qu'il se mit à la poursuite des Russes, et courut prendre position sur le Bug, au delà duquel fuyait déjà Benningsen. Davoust établit son quartier en avant de Praga;

ce corps formait la droite de la ligne française.

Celui du maréchal Ney, à la gauche, passait la Vistule à Thorn, chassant devant lui les débris de l'armée prussienne, joints au corps russe commandé par Tolstoï. C'était la droite de l'armée d'Alexandre, vingt mille hommes environ, qui attendaient de grands renforts, venant de la Livonie.

La principale armée russe était composée des corps des généraux Bennigsen et Buxhœwden, sous le commandement en chef de Kamensky, arrivé depuis peu de jours, à marches forcées, avec des troupes nombreuses. Le premier soin de ce feld-maréchal fut de persuader à son souverain de renoncer au plan d'opérations précédemment adopté; en conséquence, le mouvement de retraite fut d'abord arrêté.

Les représentations et les instances de la cour de Prusse ne contribuèrent pas peu à ce changement de détermination. En effet, Frédéric-Guillaume n'avait refusé la ratification de l'armistice que d'après sa confiance dans la parole d'Alexan-

dre, qui lui avait promis de repousser promptement l'invasion française, et de le ramener triomphant à Berlin. Or, le résultat présent du plan de retraite était de combler la ruine et la dévastation des Etats du monarque prussien, dans l'espoir incertain, ou au moins éloigné, d'un succès qui ne devait profiter qu'à la Russie. Ses justes plaintes furent donc entendues; elles ajoutèrent à l'autorité de la voix de Kamensky, dont les avis l'emportèrent enfin. L'armée russe prit aussitôt l'offensive, et se reporta sur la Narew et sur le Bug.

Napoléon, attentif aux mouvemens des ennemis, les avait vus d'abord éviter le combat, sans montrer le dessein de les poursuivre. Tout annonçait, au contraire, que, trompant leur espoir, son projet était de prendre une position défensive et formidable sur la Vistule, et de s'y maintenir pendant l'hiver; saison qu'il eût employée aux préparatifs de la campagne prochaine, et à réduire le reste des places que les troupes prussiennes occupaient encore derrière lui. Mais la

nouvelle inattendue de la contre-marche des Russes ranima tout à coup l'activité de Napoléon. Il expédia rapidement des ordres, pour accélérer, sur tous les points, la marche des divers corps de son armée, et afin d'en régler la direction.

On a vu que ceux de Murat, de Davoust, de Lannes et de Ney occupaient déjà la rive droite de la Vistule; bientôt Augereau passa le fleuve entre Zacrokzin et Utrata; Soult à Wiszogrod, et Bessières à Thorn, avec le second corps de la réserve de cavalerie. Cependant, l'empereur appliquait ses soins à multiplier les approvisionnemens de toute espèce. Des ponts établis ou réparés sur la Vistule, d'autres jetés sur le Bug, furent couverts par des fortifications dont les travaux, dirigés par Chasseloup-Laubat, firent beaucoup d'honneur au corps du génie et aux talens de cet officier général.

A tous ces moyens de la guerre, Napoléon joignit ceux de la politique. Il est difficile de décider s'il avait arrêté fermement l'idée de relever

immédiatement le trône de Pologne, et si ce généreux dessein n'échoua que devant les obstacles qu'il eût opposés à la conclusion du traité de Tilsitt; ou bien, si l'observation plus attentive du caractère polonais lui fit juger convenable d'ajourner ce grand acte de justice. En effet, il put considérer que le mode de gouvernement vers lequel ces peuples inclinaient par amour pour leurs antiques institutions, serait un fondement mal assuré pour la digue qu'il se proposait d'élever en Pologne contre l'inondation des Russes en Europe; peut-être aussi s'effraya-t-il à l'idée que la liberté turbulente d'une nation belliqueuse et rajeunie, serait d'un mauvais exemple au milieu de l'Europe asservie. Quoi qu'il en soit, à l'aspect de l'ardeur générale, excitée d'abord par la présence des Français en Pologne, l'empereur crut devoir s'emparer de ce mouvement des esprits, et en faire un instrument de sa politique. Il s'empressa donc d'offrir à ces peuples opprimés des espérances propres à lui concilier leur affection, et à nourrir leur enthousiasme. En conséquence,

des bulletins officiels répandirent d'abord ces premières paroles de l'empereur :

« L'amour de la patrie, ce sentiment national, » s'est non seulement conservé entier dans le » cœur du peuple polonais, mais il a été retrempé » par le malheur. Sa première passion, son pre- » mier désir est de redevenir nation. Les plus » riches sortent de leurs châteaux, pour venir » demander, à grands cris, le rétablissement du » royaume, et offrir leurs enfans, leur fortune, » leur influence. Ce spectacle est vraiment tou- » chant; déjà ils ont partout repris leurs anciens » costumes, leurs anciennes habitudes.

» Le trône de Pologne se rétablira-t-il? et » cette grande nation reprendra-t-elle son exis- » tence et son indépendance? Du fond du tom- » beau renaîtra-t-elle à la vie? Dieu seul, qui » tient dans sa main les combinaisons de tous les » événemens, est l'arbitre de ce grand problème » politique. Mais, certes, jamais il n'y eut un » événement plus mémorable, plus digne d'in- » térêt. »

Ce n'étaient point, à la vérité, des promesses positives; mais, bientôt après, à Posen, l'accueil encourageant que l'empereur fit à la députation de la noblesse, sembla justifier les espérances qu'avait fait naître ce langage. L'élan fut général; les Polonais séduits coururent aux armes, et levèrent de tous côtés des troupes régulières formées rapidement en armée nationale, sous la direction du général Dombrowsky. Elle se grossit en peu de temps de tous les prisonniers prussiens originaires des provinces polonaises; Napoléon la pourvut d'artillerie et de munitions abondantes, tirées de Magdebourg, et dirigées vers Posen, dans des embarcations chargées à la fois sur le canal de Finon, sur l'Oder et sur la Wartha.

En même temps, l'empereur formait un traité de paix et d'alliance avec l'électeur de Saxe. Ce prince, forcé par la Prusse et l'Angleterre d'entrer dans la quatrième coalition, avait dû joindre ses troupes à celles qui venaient de combattre les Français à Iéna; mais, le lendemain de la

bataille, l'empereur avait renvoyé libre un corps de six mille Saxons prisonniers, en déclarant qu'il considérait leur souverain comme neutre. Touché de ce procédé, l'électeur chargea le comte de Bosc d'aller au camp de Napoléon, afin de négocier une paix solide avec un ennemi si généreux. L'empereur accueillit favorablement cette ouverture; son nouvel allié, accédant à la confédération du Rhin, lui fournit un contingent de vingt mille hommes, et reçut le titre de roi. Ce traité fut signé le 11 décembre à Posen; et le 15, tous les princes souverains de la maison de Saxe, à l'exemple de leur auguste chef, contractèrent une alliance semblable avec Napoléon.

L'armée française étant ainsi assurée sur ses derrières, et concentrée sur la rive droite de la Vistule, l'empereur, instruit de l'approche des Russes, résolut de les prévenir, et commanda de marcher en avant.

CHAPITRE XV.

Premiers engagemens à Czarnowo, à Biezun, à Cursomb, à Nasielsk. — Combats de Dzialdow et de Golymin. — Bataille de Pulstuk.

(Décembre 1806.)

L'EMPEREUR, parti de Posen le 16, arriva le 19 à Varsovie. Après avoir visité les fortifications de la ville et celles du faubourg de Praga, il en repartit le 23, empressé d'aller se mettre à la tête de l'armée. Déjà, Davoust avait passé le Bug; Bessières était à Kikol, poussant ses grand'-gardes à Sierps, communiquant avec l'avant-garde d'Augereau, et appuyé par le corps d'ar-

mée de Ney, dont le quartier-général était à Ripyn: ce maréchal avait à sa droite les troupes commandées par Bernadotte.

Le jour même de son arrivée aux avant-postes, Napoléon traversa le Bug et reconnut, sur les bords de l'Wkra, la force des retranchemens élevés par les Russes, pour couvrir leurs positions. Aussitôt il ordonna de jeter, au confluent de ces deux rivières, un pont, qui fut achevé en deux heures par les soins du général Lariboissière. Le maréchal Davoust fit immédiatement passer la division Morand, qui, soutenue par une brigade de cavalerie légère et une division de dragons, s'avança sur les retranchemens de l'ennemi, près du village de Czarnowo. Le général Petit, avec le douzième de ligne, vint ensuite appuyer ce mouvement. Toutes les batteries de Czarnowo, ainsi que celles du pont, ayant été enlevées après une lutte opiniâtre, les ennemis, au nombre de quinze mille hommes, furent mis en déroute et prirent la fuite. Pendant cette action, le maréchal Ney attaquait, à

la gauche, le général Tolstoï, et le forçait de se jeter dans un bois après une perte considérable, tandis que Bessières engageait un combat très brillant de cavalerie, en avant du village de Biézun. Cette position était importante ; l'ennemi entreprit de la défendre avec des forces supérieures, mais il fut contraint de l'abandonner, en laissant au pouvoir des Français cinq cents prisonniers, cinq pièces de canon et deux étendards. Toutefois, il ne se retirait qu'en disputant, pied à pied, le terrain dans la direction de Nasielks ; ce dernier poste enfin enlevé par les généraux Rapp et Lemarrois, les Russes demeuraient encore maîtres des positions environnantes, qu'ils ne cédèrent qu'à l'attaque du général Friant, arrivé pendant le combat.

En même temps le général Nansouty culbutait, devant Cursomb, la cavalerie ennemie, qui avait passé l'Wkra sur ce point, et le maréchal Augereau, effectuant à son tour le passage de la rivière, mit en déroute quinze mille hommes qui tentaient de s'opposer à ce mouvement.

Le 25, Napoléon se dirigea vers Ciéchanow; Davoust se porta sur Tykoczyn, le maréchal Lannes à Pulstuk. Le soir, voici quelle était la position de l'armée : la gauche, composée des corps de Bernadotte, de Ney et de Bessières, s'avançait de Biézun et des environs sur la route de Grodno; Soult arrivait à Ciéchanow; Augereau marchait sur Golymin; Davoust, entre Golymin et Pulstuk; Lannes, directement sur Pulstuk.

Plusieurs combats acharnés, où la valeur française triompha partout d'une résistance opiniâtre, signalèrent la journée du 26 décembre.

Chargé de couper les débris des troupes prussiennes réunies à l'armée russe, le maréchal Ney attaqua le général Lestocq, retranché avec six mille hommes d'infanterie et onze cents cavaliers dans la petite ville de Dzialow. L'ennemi avait l'avantage d'une position excellente; cependant, chassé de ce poste par une seule brigade, il tenta vainement de s'y rétablir; après quatre attaques successives de nuit, avec des forces

très supérieures, toujours repoussé, il fit retraite en laissant des prisonniers et six canons.

De son côté, Lannes, arrivé devant Pulstuk à huit heures du matin, y trouva le corps de Bennigsen fortement retranché, et grossi des divisions russes battues à Nasielsk. Le maréchal fit immédiatement ses dispositions d'attaque : en première ligne, la division Suchet ; et en seconde, celle du général Gazan, appuyée sur sa gauche par la division Gudin, alors commandée par le général Dauthanne. L'action commença vers dix heures du matin, et se prolongea jusque dans la nuit. Les Français se distinguèrent par une brillante impétuosité, les Russes par la vigueur de leur défense. Les succès furent variés durant cette longue et sanglante action, vers la fin de laquelle le maréchal n'avait remporté que de faibles avantages. Bennigsen, cependant, craignant d'être débordé sur sa droite, à la faveur de l'obscurité, évacua le camp et la ville, en bon ordre, et se retira sur Ostrolenska.

Jamais les Russes ne s'étaient mieux montrés ;

il est vrai qu'ils avaient eu l'avantage du nombre; Bennigsen commandait environ quarante-trois mille hommes à Pulstuck. Mais enfin, forcé de céder le champ de bataille, ce général était peu fondé à s'attribuer l'honneur de la journée. Il alla plus loin : dans ses rapports, ce fait d'armes fut présenté comme une victoire décisive, et l'empereur Alexandre ordonna que toutes les églises de l'empire russe retentissent d'actions de grâces pour célébrer ce beau triomphe.

Le même jour, le feld-maréchal Buxhœwden s'étant arrêté à Golymin, plusieurs divisions, déjà battues sur d'autres points, venaient se réunir à lui. Davoust, qui les poursuivait depuis Nasielsk, ayant atteint leur arrière-garde au moment où elles opéraient leur jonction, les chargea vigoureusement, et s'empara d'un bois, près du camp de l'ennemi ; bientôt, Augereau, arrivant de Gollaczin, prit le feld-maréchal en flanc, et Murat, accouru avec sa cavalerie, l'attaqua impétueusement sur sa droite. L'action fut aussi vive qu'à Pulstuck, et disputée avec la

même résolution par les Russes, qui se battirent jusqu'à onze heures du soir. Mais à Golymin leur retraite s'opéra en désordre, et le nombre de leurs morts et des prisonniers qu'ils laissèrent entre les mains des vainqueurs, y fut plus considérable. Retardés dans leur fuite, vers Ostrolenska, par l'état affreux des chemins, ils se virent bientôt contraints d'abandonner leur artillerie et jusqu'à leurs bagages. Le dégel et les pluies avaient rompu les routes à tel point, que les Français durent renoncer aux fruits qu'ils étaient en droit d'attendre de cette victoire. Le maréchal Soult, qui marchait sur Makow, afin de couper la retraite aux colonnes de l'ennemi, ne put accomplir cette manœuvre, dont le succès eût achevé la déroute de la principale armée d'Alexandre. Ces premiers combats coûtaient déjà aux Russes quatre-vingts pièces d'artillerie, presque tous leurs caissons, douze cents voitures, et environ douze mille hommes, tués, blessés ou prisonniers.

Cependant, les rapports mensongers de Ben-

nigsen, parvenus les premiers à Kœnigsberg, y causèrent des transports de joie; le roi de Prusse commanda des réjouissances publiques; la reine et la cour nombreuse qui l'avaient suivie dans cette ville, y célébraient encore, avec enthousiasme, la victoire du général russe, quand de nouveaux courriers, expédiés par Lestocq, firent connaître la vérité, et changèrent en gémissemens les chants d'allégresse. Il fallut se résoudre à fuir encore plus loin : les trésors, les chancelleries, les objets précieux furent transportés à Memel. Le cœur brisé par la douleur qui peu d'années après lui coûta la vie à la fleur de son âge, la reine s'embarqua pour aller chercher un abri dans cette retraite éloignée, où Frédéric-Guillaume alla bientôt la rejoindre. Quinze cents hommes formaient son escorte et la garnison de Memel; cinq mille Prussiens, échappés du combat de Dzialow, faisaient partie du corps du général Lestocq; six mille environ défendaient Dantzig, dix-huit cents la forteresse de Colberg, et trois mille celle de Graudentz :

voilà tout ce qui restait alors de troupes effectives à ce prince infortuné. Quelques places de la Silésie tenaient encore à la vérité, mais elles allaient tomber sous les efforts du corps d'armée commandé par Jérôme Bonaparte. Telle était la situation désespérée de cette monarchie, à la fin de 1806, après une lutte de trois mois.

Les Russes n'avaient encore éprouvé que des pertes légères, comparées à la masse de leurs forces et de leurs ressources; mais ils étaient désunis. La discorde régnait entre les généraux Kamensky, Bennigsen et Buxhœven. L'issue funeste du plan que Kamensky avait fait adopter, contre l'avis des deux autres, avait altéré son crédit sur l'esprit du monarque russe, qui, ramené à son premier projet de fuir pour attirer les Français sur ses pas, en fit alors une seconde épreuve également infructueuse : Napoléon vit le piége, et sa prudence l'évita. Satisfait des immenses avantages qu'il venait de remporter pendant cette courte et glorieuse campagne, il s'arrêta, et disposa tout pour assurer à son armée

des quartiers d'hiver paisibles, en attendant une saison plus favorable aux opérations d'une guerre aussi difficile.

Le général Corbineau fut chargé de suivre l'ennemi dans sa retraite sur Ostrolenska, qu'il trouva déjà évacuée par l'arrière-garde russe; de ce point, il poussa des avant-postes de cavalerie légère sur Lomza et Biesk.

Le maréchal Soult couvrit les cantonnemens de l'armée, en bordant la petite rivière d'Orzye, qui se jette dans la Narew. A la droite, Davoust et Lannes occupèrent Pulstuk et les bords du Bug; la gauche, formée des corps de Bernadotte, de Ney et de Bessières, prit ses cantonnemens le long de la Vistule; des troupes légères entretenaient les communications avec Ostrolenska par Kolno.

Ces dispositions faites, l'empereur Napoléon rentra dans Varsovie, dont les environs étaient gardés par le corps du maréchal Augereau.

CHAPITRE XVI.

Réduction des places de la Silésie. — Combats de Mohrungen, de Passenheim, de Bergfried, de Hoff. — Bataille d'Eylau. — Proclamation de l'empereur.

(Du 1er janvier au 16 février 1807.)

L'EMPEREUR, voulant mettre en évidence son frère Jérôme Bonaparte, lui avait confié le commandement du neuvième corps d'armée, destiné à réduire les places de la Silésie; mais les opérations y furent conduites par le général Vandamne, qui réduisit Glogau le 2 décembre. Breslau fut investi, et résista long-temps; il fallut en former régulièrement le siége. Tandis que

les Français étaient arrêtés devant cette place, le prince d'Anhalt-Pleist, répandant à profusion, dans la province, des proclamations du roi de Prusse, parvint à soulever les paysans, et à les armer au nombre de cinq à six mille, pour la défense du pays. Formées à la hâte, ces troupes, quoique défaites une première fois par le général Vandamne, se grossirent bientôt de nouvelles levées; et le prince d'Anhalt revint encore à la tête de dix à douze mille hommes, avec du canon, tenter de faire lever le siége de Breslau. Mais alors, complétement mises en déroute, elles se dispersèrent, et la forteresse se rendit le 7 janvier. Toutes les autres places de la Silésie furent soumises successivement, et coutèrent peu d'efforts aux vainqueurs.

Ce neuvième corps, sous les ordres de Jérôme, formait la droite de la ligne immense qu'occupait alors l'armée française; l'extrême gauche s'appuyait sur les côtes de la mer Baltique, où Mortier commandait le huitième. Chargé de l'envahissement de la Poméranie suédoise, ce

maréchal se dirigeait sur Stralsund, dont le gouverneur, à l'approche des Français, fit raser les faubourgs, et prépara tout pour une vigoureuse défense.

Du côté de Dantzig, un corps considérable de troupes de la confédération rhénane, et de Polonais récemment organisés, s'approchaient de la ville, et en commençaient l'investissement; tandis que, de ce point jusqu'à Varsovie, la Vistule se couvrait de fortifications et de travaux liés l'un à l'autre, de manière à opposer un obstacle insurmontable aux entreprises des Russes. C'est derrière cette barrière, et dans cette belle position défensive, que l'armée goûtait, depuis près d'un mois, un repos devenu nécessaire, quand les Russes, en s'ébranlant partout à la fois, donnèrent le signal de nouveaux combats.

Napoléon jugea que, trompés sur les motifs de son inaction, les ennemis l'attribuaient à l'impuissance de reprendre l'offensive avec avantage; et, à la vue de leurs mouvemens, il devina les projets et le plan d'attaque qu'ils avaient conçus. En

effet, les Russes manœuvraient pour couper l'aile droite de l'armée française, et faire une trouée jusqu'à la Vistule, dans la direction de Thorn; ils espéraient passer le fleuve au dessous de la ville, puis se porter sur la Peene. Là, ils auraient rétabli le théâtre de la guerre, dans le voisinage des places qui tenaient encore, et dont les garnisons délivrées devaient grossir leurs corps et augmenter leurs ressources.

L'empereur résolut donc d'entretenir leur confiance; et Bernadotte, devant lequel ils se présentèrent d'abord, reçut l'ordre de reculer, à leur approche. En conséquence, le maréchal évacua Elbing, et se reploya sur Mohrengen, où le général Pacthod était déjà aux prises avec les Russes, supérieurs en forces vers ce point, et bien pourvus d'artillerie.

Une action très vive s'engagea sur-le-champ; elle fut d'autant plus glorieuse pour les troupes de Bernadotte, qu'elles se battirent, encore épuisées par les fatigues d'une longue marche. L'ennemi perdit plus de deux mille hommes, pen-

dant le combat, et laissa sur le champ de bataille quatre cents prisonniers et deux pièces d'artillerie.

Après ce premier succès, qui lui coûta de huit à neuf cents hommes tués ou blessés, Bernadotte continua lentement son mouvement rétrograde jusqu'à Thorn, afin d'attirer les Russes sur la Vistule; malheureusement, un courrier intercepté éclaira leur général sur le plan de l'empereur, et leur marche fut immédiatement suspendue.

Cependant Napoléon venait de quitter Varsovie, sous prétexte de visiter ses cantonnemens; des ordres expédiés rapidement étaient déjà parvenus à tous les corps; et l'armée s'ébranlant simultanément, on la vit tout à coup formée sur une nouvelle ligne, et à sa tête l'empereur, suivi de la garde impériale.

Il était, le 31 janvier, à Villemberg sur l'Omulew. Le quatrième corps, commandé par Davoust, occupait ce village; le cinquième, placé à Brok, défendait le Haut-Bug et la Narew; en l'absence

de Lannes, malade à Varsovie, c'était Savary qui était à la tête de ces troupes. Soult, avec le troisième corps, avait son poste à Myszniéc; Ney à Gilgenburg, ayant sous ses ordres le sixième corps et la réserve de la cavalerie.

Bernadotte avait évacué Lobau, pour se porter sur Strasburg; et le maréchal Lefebvre observait, à Thorn, la rive gauche de la Vistule.

C'est dans cet ordre que l'armée se mit en mouvement le 1er février, et marcha en avant. La gelée avait raffermi les chemins, et l'artillerie manœuvrait avec fermeté. Murat poussait devant lui l'avant-garde ennemie; après l'avoir culbutée, vers Villenburg, il entra le même jour dans Passenheim. Les Russes, qui s'avançaient, forts de cent vingt mille hommes environ, menacés d'être jetés sur la Vistule, et de se voir là pressés de tout le poids de l'armée française, qu'ils avaient espéré surprendre, rétrogradèrent en toute hâte. Ils coururent prendre position en arrière, leur gauche appuyée au village de Moudtken, sur la rivière de l'Alle; la droite vers la

Passarge, dans la direction des lacs d'Ostérode, et le centre à Jukedorf, couvrant la grande route de Liebstadt. L'empereur, les trouvant ainsi rangés en bataille le 3, espéra que l'action serait décisive, et donna l'ordre à Soult de tourner l'ennemi par sa gauche, et de s'emparer du pont de Bergfried, où les Russes avaient placé douze bataillons et une forte artillerie. Napoléon se porta au centre de leur ligne avec la garde impériale; Ney fut chargé de l'attaque de leur droite.

L'action n'avait pu être engagée que vers trois heures; à la nuit, qui ne tarda guère, l'ennemi, partout enfoncé, fit retraite en déroute sur Liebstadt, à la faveur de l'obscurité.

Le lendemain 4, Murat poursuivit les Russes, en battant leur arrière-garde, jusqu'à Deppen, où il s'arrêta le soir. L'empereur coucha au village de Schlitt. Toute l'armée était réunie à Deppen le 5. Les ennemis, toujours fuyant, avaient déjà perdu, par suite de ces mouvemens, une partie de leurs communications, les dépôts de Liebstadt et de Guttstadt, et leurs magasins sur

l'Alle. Une colonne de huit à neuf mille hommes de leur cavalerie avait été coupée et en partie détruite à Deppen, par Murat, qui atteignit et battit une seconde fois l'arrière-garde ennemie, le 6, entre Gross-Glaudau et le village de Hoff. Elle était composée de douze bataillons d'infanterie légère, soutenus par plusieurs lignes de cavalerie; l'effet d'une première charge des dragons de Klein et des cuirassiers d'Hautpoult, fut de culbuter et de détruire deux régimens d'infanterie. Le village de Hoff fut occupé; le général ennemi fit alors avancer des troupes nouvelles pour reprendre cette position; mais une seconde charge plus brillante encore que la première, prenant la colonne russe en flanc, y jeta tant de désordre, et leur causa de si grandes pertes, qu'elle précipita sa retraite, heureuse d'échapper à un désastre complet, grâce à l'obscurité de la nuit.

Ayant atteint, le 7, la ville de Preusich-Eylau, l'ennemi la défendit avec opiniâtreté, contre les efforts du maréchal Soult, qui ne s'en empara

que le soir à dix heures; les rues en étaient jonchées de cadavres. L'empereur établit son quartier-général sur un plateau, en arrière d'Eylau, tandis que Davoust s'avançait, pour tourner la gauche des Russes, vers Heilsberg, et que Ney venait de Wormdt, afin d'opérer un mouvement semblable sur leur droite.

Le 8, au point du jour, on découvrit l'armée russe, forte de quatre-vingt mille hommes, présentant, à une demi-portée de canon de la ville, un front étendu devant lequel une artillerie formidable commença bientôt un feu des plus vifs.

Ce fut près de l'église de la ville que l'empereur alla prendre sa position; les tirailleurs ennemis s'étaient déjà rapprochés de ce point, et tentaient de l'enlever. Napoléon fit d'abord avancer, avec l'artillerie des corps de Soult et d'Augereau, toute celle de la garde, au nombre de soixante pièces; cette immense batterie porta bientôt des coups si terribles parmi les masses de l'ennemi, qu'il fut contraint, pour échapper à ce feu meurtrier, d'opérer un mouvement géné-

ral à droite, dont l'effet fut de compromettre un instant la gauche des Français.

Dans cette circonstance critique, l'empereur venait de commander les manœuvres convenables pour paralyser l'attaque, lorsqu'un nuage épais, enveloppant tout à coup les deux armées, les couvrit de flots de neige, et intercepta le jour durant une demi-heure. Egaré dans l'obscurité, le maréchal Augereau avait pris une fausse direction, dont l'empereur aperçut le danger, dès que la lumière fut rendue aux combattans. Aussitôt il ordonna au grand-duc de Berg de tomber sur le flanc droit de l'ennemi, à la tête des divisions Milhaud, Klein, Grouchy et d'Hautpoult. Murat se précipite, et l'impétuosité de sa charge culbute et disperse l'infanterie russe; elle fuit, abandonnant une partie de l'artillerie qui couvrait son front. Ce beau mouvement est soutenu par le maréchal Bessières, qui s'avance avec la garde impériale. Toute la masse ennemie, ébranlée par ce choc, est bientôt acculée à des bois, et contrainte de se déployer en s'étendant sur sa droite.

Au moment de l'obscurité passagère produite par l'orage, une colonne de cinq ou six mille Russes était venue tomber dans nos rangs, où elle avait été détruite par les grenadiers de la garde, sous le commandement du général Dorsenne, et par le général Bruyères, à la tête d'une brigade de chasseurs.

Cependant Davoust, arrivé à la hauteur de Klein-Sansgarten, poussant devant lui l'ennemi, se trouva bientôt à la droite de la division Saint-Hilaire, établie sur le plateau de ce village après en avoir chassé les Russes. Le maréchal couronna cette position, qu'ils tentèrent de ressaisir par trois attaques vigoureuses, mais sans effet. Alors, l'armée française, appuyant sa gauche à Eylau, et sa droite au plateau et aux bois qu'avait occupés l'ennemi pendant la journée, se trouvait maîtresse du champ de bataille, et la victoire était assurée.

A quatre heures du soir, les Russes, en pleine retraite, fuyaient dans la direction de Kœnigsberg; le maréchal Ney, à la poursuite de la di-

vision prussienne du général Lestocq, s'étant emparé du village de Schmoditten, coupait la retraite à l'arrière-garde ennemie, qui fut ainsi mise dans une déroute complète, et taillée en pièces jusqu'à la nuit, qui mit fin au combat.

Quand le jour éclaira le champ de bataille, le lendemain, il offrit un spectacle horrible : la neige ensanglantée qui couvrait les cadavres, les cris des blessés qui accusaient à la fois et la nature et les hommes, cette agonie de tant de victimes qui, atteintes par le fer ou le feu, se débattaient sous la neige devenue leur sépulture, la place des retranchemens qu'occupait l'ennemi attestée seulement par des monceaux de morts Russes ou Français confondus ensemble, telle était la scène d'épouvante et de deuil, tel était le champ de bataille que les Russes avaient abandonnés aux Français. Mais cette cession ne pouvait être considérée comme une défaite, la victoire était restée indécise au milieu du massacre, et des deux côtés on chanta le *Te Deum* ; cependant une bataille incertaine était presqu'un succès pour les Russes,

si l'on considère la position où se trouvaient alors les deux armées. Les Français étaient menacés derrière eux par des forteresses qu'occupaient encore des garnisons prussiennes; ils avaient en outre à lutter contre les difficultés de la saison, des terrains et des communications pénibles. Les Russes au contraire pouvaient facilement réparer leurs pertes, et avaient pour eux l'habitude du climat, Kœniberg, la mer, l'abondance; enfin ils étaient placés au centre de leurs ressources.

On compta sur le champ de bataille d'Eylau plus de dix mille morts, dont les deux tiers au moins étaient Russes; le nombre des Français blessés s'élevait à six mille, parmi lesquels étaient le maréchal Augereau, et les généraux Suchet, Heudelet, Desjardins. La patrie eut à regretter parmi les morts, une foule de braves, dans tous les rangs; les bulletins citèrent particulièrement le général Corbineau, les colonels Dalhmann, Lacuée et Lemarrois; le colonel Boursier ne survécut que peu de jours à ses

blessures. Le général d'Hautpoult, qui couronna sa vie militaire par un fait d'armes presqu'inouï dans les fastes de la guerre, avait été blessé à mort, et expira le lendemain de la bataille. On avait vu cet intrépide général charger à la tête de ses cuirassiers et traverser toute l'armée russe. Napoléon pleura la mort d'Hautpoult, et voulant rendre un hommage éclatant à sa mémoire, ordonna que sa statue serait placée sur la place des Victoires. Cette dette de la patrie envers un de ses plus nobles défenseurs, reste encore à payer.

La perte des Russes, outre sept mille hommes tués environ, fut de seize mille blessés, transportés à Kœnigsberg; de quarante-cinq pièces d'artillerie, et de douze mille prisonniers.

Après la bataille d'Eylau, et tandis que Murat poursuivait l'ennemi, jusque sous les murs de Kœnigsberg, l'empereur ordonna que les troupes rentrassent dans leurs cantonnemens, et il annonça ses intentions aux soldats, par la proclamation suivante, mise à l'ordre général du 16 février:

« SOLDATS,

» Nous commençions à prendre un peu de re-
» pos dans nos quartiers d'hiver, lorsque l'en-
» nemi a attaqué le premier corps, et s'est pré-
» senté sur la Basse-Vistule ; nous avons marché
» à lui, et nous l'avons poursuivi pendant l'es-
» pace de quatre-vingts lieues. Il s'est refugié
» sous les remparts de ses places, et a repassé la
» Prégel. Nous lui avons enlevé, aux combats de
» Bergfried, de Deppen, de Hoff, à la bataille
» d'Eylau, soixante-cinq pièces de canon, seize
» drapeaux, et tué, blessé ou pris plus de qua-
» rante mille hommes. Les braves qui, de notre
» côté, sont restés sur le champ d'honneur, sont
» morts d'une mort glorieuse ; c'est la mort des
» vrais soldats ! Leurs familles auront des droits
» constans à notre sollicitude et à nos bienfaits.

» Ayant ainsi déjoué tous les projets de l'en-
» nemi, nous allons nous rapprocher de la Vis-
» tule, et rentrer dans nos cantonnemens. Qui

» osera en troubler le repos, s'en repentira; car,
» au delà de la Vistule, comme au delà du Da-
» nube, au milieu des frimas de l'hiver, comme
» au commencement de l'automne, nous serons
» toujours les soldats français, et les soldats
» français de la grande armée. »

Cependant cette douteuse victoire d'Eylau n'a pas été sans résultat pour Napoléon; il a du moins conservé l'offensive, et la retraite des Russes le laisse dans cette attitude menaçante. Mais les débris de l'armée prussienne ont repris courage; les forteresses qui tiennent encore annoncent une vigoureuse défense, et quelques généraux ont juré de réhabiliter le nom Prussien, sur lequel pèse la honte de tant de capitulations déshonorantes. La seconde capitale de la Prusse, Kœnigsberg, Colbert, Dantzick, Graudentz, manquent à la conquête de la monarchie du grand Frédéric.

Napoléon a senti qu'il faut une grande bataille et une grande victoire pour effacer les fâcheux souvenirs d'un inutile massacre, pour confondre

l'orgueil de l'armée russe qui a pu se croire un moment l'égale de l'armée française; il a besoin de toutes les ressources de son génie, de ces inspirations soudaines qui apprennent à l'Europe qu'il est encore le vainqueur d'Austerlitz. Mais pendant cette halte des deux armées, il prépare de loin la victoire : ses troupes épuisées par la disette et les marches dans la Basse-Pologne, trouvent le repos et l'abondance dans le fertile pays de Marienwerder et d'Elbing : de son quartier-général, où il observe les mouvemens des Russes, il dirige un grand nombre d'opérations confiées à ses lieutenans. Dantzick, Graudentz, Colbert sont assiégés; la Pologne, soulevée par d'habiles provocations, se réveille au souvenir de l'antique liberté, secoue le joug prussien, et les soldats de Kocksiuscko viennent se ranger en foule sous les drapeaux de la France.

CHAPITRE XVII.

Considérations générales. — Conclusion.

Après avoir tracé l'esquisse rapide de ces merveilleux succès, qui jetèrent un si vif éclat sur la couronne toute nouvelle de Napoléon, et légitimèrent à force de gloire son élévation au trône impérial, arrêtons-nous pour juger le vainqueur au moment de ses plus beaux triomphes. Quelle succession de victoires a marqué le début du général ceint du bandeau des Césars ! C'est à peine si nous avons pu suivre le guerrier qui, en moins de deux années, renverse deux puissans empires, et plante ses aigles sur les murs de deux capitales célèbres. Les panégyristes

contemporains eurent, cette fois seulement peut-être, raison de dire que Napoléon, comme son antique modèle, savait vaincre en courant; et la postérité, qui a commencé depuis long-temps pour lui, ratifiera cet éloge d'un grand homme qui fut loué et critiqué outre mesure pendant sa vie comme après sa mort.

Napoléon, à Berlin, avait presqu'atteint l'apogée de sa fortune militaire et politique : on le verra plus tard dans un plus grand développement de puissance, ébranlant l'empire de Pierre-le-Grand et prêt à résoudre peut-être le problème de la monarchie universelle; mais aussi l'édifice immense qu'il a voulu élever sur des bases trop vastes commence à trembler, et alors sa domination bien appréciée ne ressemble plus qu'à une lutte incertaine, on pourrait dire une sorte d'agonie. Considéré après la victoire d'Iéna, Napoléon semble réunir toutes les chances d'un empire durable, parce qu'il a rempli la plus grande partie des conditions que lui avait imposées son titre d'empereur.

Nous l'avons montré s'élançant du camp de Boulogne pour aller combattre à Austerlitz, et humiliant deux empereurs, puis acquittant aux plaines d'Iéna d'autres promesses glorieuses qu'il avait faites à la France. Dans la première guerre, la France avait applaudi à la réparation de vieilles injures ; mais l'Autriche n'était pas son ennemie la plus dangereuse, malgré les longues guerres qu'elle avait eues à soutenir contre elle. Les raisons politiques qui avaient armé les deux peuples échappaient à l'instinct populaire qui forme la base de ce qu'on appelle l'opinion publique ; rarement appelé à la discussion de ces grands débats qui soulèvent les empires, il n'en voit que les résultats, et peu propre à être admis aux confidences des mystères politiques, il ne rencontre guère l'occasion de jeter dans la balance ses vœux et ses espérances. Mais lorsqu'il arrive que les motifs d'une guerre nouvelle se trouvent d'accord avec l'opinion générale d'un peuple, lorsqu'elle flatte ses ressentimens, alors elle prend un caractère national, il y a élan unanime et

spontané pour le succès. Telle fut la guerre si imprudemment provoquée par la Prusse, et dont l'issue fut si glorieuse pour la France.

Quinze années n'avaient pas fait oublier que les Prussiens s'étaient les premiers présentés pour combattre la liberté naissante sous les auspices de l'infortuné Louis XVI; le souvenir de l'odieux manifeste de Brunswick vivait encore dans tous les cœurs, et l'invasion de la Champagne exigeait encore une plus éclatante expiation. A la vérité, le cabinet prussien s'était promptement retiré de cette lutte, dans laquelle il s'était engagé avec une si ridicule insolence. Il avait laissé aux autres cabinets la tâche difficile de renverser une république qui menaçait tous les trônes; et content de son rôle de spectateur, il avait paru, en quelque sorte, résigné aux chances d'une neutralité qui n'était pas sans périls. L'Angleterre et son or n'avaient pu réveiller l'indignation de Coblentz; l'Autriche et la Russie étaient descendues tour à tour, puis toutes les deux à la fois, dans l'arène;

mais la Prusse avait gardé son attitude défensive.

Enfin le moment arriva pour elle où il lui fallut aussi succomber sous le fatal ascendant de l'Angleterre. Mais, afin que sa chute fût plus humiliante et plus terrible, elle alla seule s'offrir aux coups de l'ennemi qui devait l'écraser. Alors on vit se renouveler ces actes de forfanterie qui avaient signalé les premiers pas des troupes prussiennes en 1792; on eût dit que l'œuvre de la vengeance de toutes les monarchies devait être accomplie par le cabinet de Berlin; à lui seul semblait réservée la gloire d'anéantir le colosse militaire qui s'élevait sur tant de débris; et pour rappeler entièrement la première guerre, on fit précéder la seconde d'insolentes propositions; l'ambassadeur français fut même insulté dans la capitale, où son caractère ne put le mettre à l'abri des menaces d'une jeunesse aveugle et inexpérimentée. Le cabinet prussien rêvait même déjà une autre colonne de Rosbach; mais six semaines après ces démonstrations orgueilleuses,

l'affront imprimé aux armes françaises avait été effacé, et l'épée du grand Frédéric voyageait vers la capitale de l'empire français pour orner le temple de la valeur.

La rapide conquête de la Prusse fut le triomphe qui flatta le plus l'amour-propre national en France, où, malgré l'invasion de 1792, on n'avait pas cessé de croire à la supériorité de la tactique et des armes prussiennes sur celles des autres nations de l'Allemagne. L'ombre du grand Frédéric planait encore sur cette monarchie récente, et les vieux généraux, qui avaient étudié l'art de la guerre à l'école de ce prince, commandaient encore les légions qu'il avait formées à la victoire. Aussi, la plupart de ces généraux crurent-ils qu'ils vaincraient aisément les Français et leur empereur. Si les succès des troupes françaises furent rapides, il faut dire aussi que l'imprudente confiance de ceux qui guidaient leurs adversaires ne contribua pas peu à leurs désastres. On a dit qu'une femme était à la tête du parti qui voulait la guerre dans le conseil du mo-

narque, et qui triompha de la sage opposition de quelques généraux ; on le croirait facilement à en juger par la folle précipitation de l'attaque, par le défaut d'ensemble dans les opérations, et par la journée seule d'Iéna, qui suffit pour rendre les Français maîtres de toute la Prusse. On n'avait pas même prévu la possibilité d'un revers, tant on avait foi aux succès : c'est pitié de voir, après une seule bataille perdue, infanterie, cavalerie, artillerie, tomber sans résistance entre les mains des Français qui n'ont pas même besoin de se présenter pour avoir à merci leurs adversaires. Des villes remplies de soldats et de munitions de guerre, des forteresses, qui auraient pu arrêter des armées devant leurs murs, ouvrent leurs portes à une poignée de braves, qui s'étonnent de la facilité de leur victoire, et qui regrettent même de n'avoir pas à combattre.

Mais aussi dans quelle lutte inégale avait été précipité le souverain de la Prusse par de perfides conseillers ! Quel ennemi osait-il affronter ? Quinze ans de paix avaient, pour ainsi dire,

rouillé l'épée du soldat prussien ; et la monarchie de Frédéric II ne pouvait se soutenir que par la guerre, en entretenant dans l'armée l'esprit guerrier que ce grand général y avait introduit. Entouré d'ennemis et de rivaux, il avait jugé que des institutions toutes militaires pouvaient seules consolider son ouvrage, et la politique du cabinet prussien n'aurait jamais dû séparer ses intérêts de ceux des autres cabinets du Nord, constamment opposés à la France. Dans ce long et sanglant débat, la neutralité ne pouvait que lui être funeste, en ce qu'elle endormait sa vigilance et l'habituait à un dangereux repos. Au lieu d'entrer en ligne avec la Russie et l'Autriche, et de joindre ses forces à celles de ces deux puissances pour écraser l'ennemi commun, la Prusse resta spectatrice et ne vit pas que l'occasion de se montrer sans désavantage était perdue pour elle, après la bataille d'Austerlitz. Sans doute sa position était devenue difficile alors, peut-être était-elle précaire ; mais puisqu'elle avait vu la Russie et l'Autriche vaincues ensemble, elle devait at-

tendre aussi le moment où elles courraient de nouveau aux armes, et non pas s'aventurer toute seule dans une guerre dont les résultats devaient lui être si funestes.

La France, au contraire, n'avait été jamais plus en mesure de combattre le nouvel ennemi qui l'avait provoquée; il ne s'agissait plus ici d'une de ces coalitions formidables, auxquelles elle avait échappé comme par miracle; elle n'avait affaire qu'à une seule puissance, et ses légions, qui avaient vaincu l'Europe, étaient sous les armes; l'enthousiasme que leur avait inspiré leur chef toujours heureux, était pour elles le gage certain de la victoire; et ces soldats, qui allaient à la rencontre des Prussiens, étaient les mêmes qui avaient triomphé tour à tour de presque tous les peuples, et dont les drapeaux s'étaient illustrés en Italie, en Egypte, en Allemagne. A cette époque, les idées républicaines avaient disparu pour faire place à d'autres illusions : au patriotisme, qui avait été l'honneur du soldat dans les guerres de la révolution, s'était

substitué un autre sentiment, l'admiration exclusive pour la gloire militaire. Nos guerriers ne virent plus la patrie que dans les camps, d'honneur que là où il y avait des ennemis à combattre et des lauriers à cueillir.

Napoléon devait la couronne à ses soldats qui l'avaient porté sur le pavois, et ceux-ci ne demandaient pour toute reconnaissance que la gloire de mourir pour lui. Ils l'avaient vu s'élever et grandir au milieu d'eux, et ils regardaient avec raison son élévation comme leur ouvrage. Que de liens unissaient Napoléon à cette armée toujours invincible avec lui! Quel avenir il promettait à un dévouement qui, sous le régime républicain, n'était payé que par l'oubli ou l'ingratitude! Napoléon savait récompenser tous les sacrifices; le soldat, tombant sur le champ de bataille, mourait consolé, en pensant que sa veuve ou ses enfans ne seraient pas délaissés; une parole, un regard de Napoléon enfantaient des héros; chaque soldat de son armée pouvait espérer d'être un jour général, et la carrière des honneurs mi-

litaires était ouverte pour tous ceux qui savaient les mériter. L'empereur des Français pouvait donc compter sur ses soldats comme ils comptaient tous sur lui; et c'est l'égale confiance qui régnait entre eux qui explique les grandes choses qu'ils ont accomplies ensemble.

Heureux si ce dévouement, si noble dans son principe, n'eût pas été si funeste dans ses conséquences; si Napoléon n'eût pas fait servir tant de courage et de résignation à des projets d'une ambition sans mesure, à l'affermissement du despotisme qu'il fit peser depuis sur la France! Il est permis encore de l'admirer jusqu'à l'époque que nous avons retracée : comme législateur, comme général, il ne mérite que des éloges ; mais aussi la guerre d'Espagne n'a pas encore épouvanté le monde par une perfidie solennelle, et les desseins du conquérant n'ont pas annoncé à la France une série de sanglantes infortunes.

On peut dire que la conquête de la Prusse fut le terme des prospérités réelles de Napoléon : ce n'est pas que la victoire ait cessé, après cette guerre, de

couronner ses drapeaux ; mais depuis elle semble le suivre d'un vol fatigué et lui fait payer bien cher ses faveurs. Une résistance opiniâtre de la part des nouveaux ennemis que la politique de l'Angleterre lui suscite, des succès douteux jettent quelques nuages sur la fortune jusque là si brillante de Napoléon ; les nations qu'il a vaincues tant de fois ont appris à leurs dépens que la résistance seule devenait pour elles une victoire, et revenant peu à peu de leur stupeur, elles se préparent à de nouveaux combats, à une lutte qui ne doit finir que par la chute du conquérant. La plus grande faute de Napoléon fut de mettre son intérêt à la place de l'intérêt public. « L'intérêt d'un seul homme, dit un écrivain qui a jugé Napoléon avec une juste sévérité, est trop mesquin pour les masses ; tôt ou tard elles le déplacent ou le renversent dans leur marche. » Napoléon dissipa peu à peu les illusions de liberté en France ; une seule vertu soutint son règne, l'amour de la gloire. Il n'eut que l'ambition vulgaire des conquérans. Il aspirait à la terre de toute l'énergie

de sa volonté puissante; il voulait éblouir les hommes, et prit pour une admiration durable un instant d'aveuglement et de vertige. « L'Etat, c'est moi, » disait de bonne foi Louis XIV, gâté par les adulations de ses courtisans. Napoléon le pensait aussi et le proclamait hautement : « Tout est dans le trône et dans moi, » dit-il au Corps législatif en 1814, après la retraite de Leipsick, et long-temps avant il avait dit : « Je serai tel jour » à Vienne, j'abattrai l'orgueil de l'Autriche, » j'irai à Moscou, » et la France croyait à ces miracles et les accomplissait.

Comme général, Napoléon n'augmenta pas sa réputation militaire dans la campagne de Prusse ni même dans celle d'Austerlitz; on y reconnaît toujours le coup d'œil du génie et ses audacieuses combinaisons; mais dès lors le système militaire a changé, ce sont des masses opposées à des masses, et le vainqueur de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse n'a point effacé la gloire du conquérant de l'Italie, de celui qui, à vingt-cinq ans, à la tête d'une poignée de soldats sans pain et sans

vêtemens, rétablissait l'honneur des armes françaises, et surpassait les prodiges des plus grands capitaines de l'antiquité et des temps modernes.

Toutefois, la puissance du jeune empereur s'accrut de la terreur qu'il inspira à tous les cabinets. La rapidité incroyable des succès qu'il avait obtenus déconcerta la politique de l'Angleterre, dont le commerce se trouvait privé des vastes entrepôts qu'elle avait dans les ports de la mer Baltique. Elle n'avait pu croire sans doute que la Prusse seule pourrait vaincre les armées françaises, mais elle avait espéré que cette puissance résisterait assez long-temps pour donner le temps à la Russie de venir à son secours et d'opérer une puissante diversion en faveur de son alliée. Cependant Napoléon dictait ses décrets dans la capitale de la monarchie prussienne; le trône du grand Frédéric était renversé, lorsque les légions de la Russie s'étaient à peine ébranlées au bruit de sa chute, et quand le cabinet de Saint-James annonçait la retraite des troupes françaises!

FIN.

TABLE

DES MATIÈRES.

Pag

FIN DE LA TABLE.

IMPRIMERIE ET FONDERIE DE J. PINARD,
RUE D'ANJOU-DAUPHINE, N° 8.

